



AFRIQUE  
MÉDITERRANÉE  
EUROPE

LA VERTICALE  
Pour un avenir commun

# Pour un New Deal Afrique – Méditerranée – Europe

5 programmes d'actions

**Jean-Louis Guigou**, Président d'IPEMED  
**Pierre Beckouche** et **Amal Chevreau** d'IPEMED  
**Radhi Meddeb**, ancien Président d'IPEMED  
**Eric Diamantis**, Vice-président d'IPEMED  
**Michel Adwan**, **Bettina Laville** et **Nassim Kerdjoudj**  
Membres du Conseil d'Administration d'IPEMED

Décembre 2015





*La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe » constitue l'un des programmes d'IPEMED. Il s'agit de promouvoir l'idée que la régionalisation du « quartier d'orange » Afrique – Méditerranée – Europe est une perspective réaliste.*

*Pour accélérer cette intégration régionale, une fondation dotée d'un think tank doit être mise en place.*

Jean-Louis GUIGOU, Président d'IPEMED  
jean-louis.guigou@ipemed.coop  
[www.ipemed.coop](http://www.ipemed.coop)



<b>PRÉAMBULE ET CONTEXTUALISATION</b> .....	6
<b>LA VERTICALE : Pour une grande région Afrique – Méditerranée – Europe</b> .....	9
<b>SOUTIENS POLITIQUES</b> .....	13
Soutien du Comité d’Orientation Politique (COP) d’IPEMED.....	13
Soutien du Conseil de Surveillance (CS) d’IPEMED.....	15
Soutiens de l’Union Africaine, de la Ligue Arabe et de la Commission Européenne.....	17
<b>CHAPITRE 1 : LA RÉGIONALISATION NORD-SUD EST À L’ŒUVRE DANS LE MONDE</b> .....	21
1.1 - Échecs de la régulation globale, montée en puissance des intégrations régionales.....	21
1.2 - Amériques : le succès inégal de l’Alena et du Mercosur.....	25
1.3 - Asie orientale : une intégration puissante mais méconnue .....	27
1.4 - L’Europe et ses voisins : une grande région inachevée .....	29
1.5 - L’Afrique décolle dans le désordre .....	33
<b>CHAPITRE 2 : POURQUOI MIEUX INTÉGRER LA RÉGION AFRIQUE-MÉDITERRANÉE-EUROPE ?</b> .....	37
2.1 - Les conditions de la réussite .....	37
2.2 - Régionalisation de la mondialisation : valoriser notre proximité .....	39
2.3 - Nouvelles relations Nord-Sud : valoriser notre complémentarité .....	44
2.4 - Nouveau modèle de développement : faire face aux enjeux de demain.....	51
2.5 - Conclusion : quatre raisons pour l’intégration de notre région commune AME .....	54
<b>CHAPITRE 3 : COMMENT ? LA FONDATION LA VERTICALE AME, OUTIL DE L’INTÉGRATION RÉGIONALE</b> .....	55
3.1 - La Fondation « La Verticale » : les objectifs et la valeur ajoutée .....	56
3.2 - Les programmes d’actions.....	58
3.3 - Les différentes sources de financement pour la fondation .....	62
<b>CONCLUSION : LE MOMENT EST OPPORTUN DE CRÉER « LA VERTICALE »</b> .....	64
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES</b> .....	67
<b>ANNEXES</b> .....	68
ANNEXE 1 : « LES QUARTIERS D’ORANGE » PAR JEAN-LOUIS GUIGOU.....	68
ANNEXE 2 : FICHE TECHNIQUE - CEPALC .....	70
ANNEXE 3 : FICHE TECHNIQUE - ERIA .....	71
ANNEXE 4 : FICHE TECHNIQUE - « LA VERTICALE AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE ».....	73

La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe (AME), est une fondation qui doit servir d’outil pour favoriser et accompagner les transitions économiques et politiques en Afrique et promouvoir l’intégration régionale entre ces trois ensembles européen, méditerranéen élargi au Moyen-Orient et africain.

Pour que cette fondation joue le rôle d’incubateur de la démocratie et d’accélérateur du développement, il est important d’intégrer le contexte aujourd’hui extrêmement dégradé qui domine dans la région. La Méditerranée et ses prolongements syrien, libanais, palestinien, irakien, mais aussi la Libye et la région du Sinaï, de même que de nombreux Etats subsahariens, sont en tourment. Ils connaissent des violences de nature diverses, le plus souvent terroriste. Les crises ouvertes dans nombre de pays du Sud (de la Libye à la Syrie, du Soudan au Nigeria) obstruent l’horizon. Ces sociétés ont à résoudre un problème majeur : la place relative de la religion et de l’Etat dans les régulations politiques et sociales, une question qui ne se résout pas en quelques années. La France a mis plus d’un siècle à le faire.

De plus, de nombreux acteurs européens et régionaux interviennent dans les affaires intérieures de certains Etats, ce qui attise les tensions et les violences. Les critères d’application des droits de l’homme sont à géométrie variable suivant de puissants intérêts géopolitiques.

Par ailleurs, les échecs du développement et notamment ceux de la faible maîtrise des capacités technologiques et scientifiques modernes dans la plupart des pays non européens de la Verticale constituent un autre obstacle majeur aux bénéfices qui devraient être tirés de la logique de la coproduction et des autres éléments positifs de la prospective présentée ici par l’étude d’IPEMED. Ce sont ces échecs qui entraînent le chômage massif des jeunes, notamment des diplômés, l’augmentation des flux migratoires du Sud vers le Nord dans des conditions dramatiques, mais aussi du flux de réfugiés fuyant les nombreuses zones de violences qui se sont multipliées depuis le début de la décennie. Ce flux de réfugiés pèse considérablement sur les pays d’accueil au Sud et à l’Est (Tunisie, Egypte, Liban, Jordanie, Maroc, Turquie), et perturbe profondément les opinions publiques européennes (montée des populismes et de l’extrême droite, dans un contexte de crise économique).

Enfin, il reste encore de larges poches d’analphabétisme, d’exclusion et de grande misère dans beaucoup de pays. Ceci constitue un terreau favorable au recrutement de miliciens, mais aussi trop souvent d’organisations terroristes, alimentant ainsi les spirales de violence. Face à cette situation, l’espace de l’Union européenne se constitue en forteresse, les investisseurs potentiels préfèrent différer des décisions d’investissements, notamment les petites et moyennes entreprises, pilier d’un développement soutenable et de la création d’un vrai tissu industriel, constituant des gisements d’emplois bien rémunérés.

Face à ces crises, comment éviter le découragement ?

A l'évidence, un tel contexte n'est pas favorable aux investissements et à des accords de coproduction à long terme. Toutefois, ceci ne doit pas conduire à l'inaction mais au contraire stimuler les initiatives pour ramener la paix dans toutes les contrées déchirées par les guerres.

Pour cela, il faudrait que les Etats concernés par le projet d'intégration régionale Afrique-Méditerranée-Europe (AME) soient des promoteurs de paix. La paix au Moyen-Orient et dans les Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée requiert de l'Union Européenne une présence diplomatique, active en faveur de l'apaisement des conflits. Ceci permettra à l'Europe d'agir sereinement auprès de toutes les parties aux conflits pour faire cesser les violences et déstabilisations et faciliter leur dialogue politique.

La Verticale ne pourra devenir une zone de prospérité partagée par tous si la zone qu'elle recouvre ne devient pas aussi une zone de paix, de liberté et de démocratie. Pour cela, la diplomatie des Etats démocratiques de la zone ne saurait pratiquer les « deux poids deux mesures » dans l'invocation des valeurs humanistes contenues dans la philosophie des droits de l'homme, comme ceux de la femme.

Sur un tout autre plan, si le projet d'intégration régionale au sein de la Verticale AME doit conduire à une multiplication des échanges entre les pays non européens d'Asie mineure, de Méditerranée occidentale et d'Afrique sub-saharienne, il convient que ces derniers recherchent activement leurs complémentarités productives, afin que leurs échanges extérieurs ne soient pas seulement et presque exclusivement orientés vers le commerce avec les pays de l'Union Européenne, les Etats-Unis ou les nouveaux pays industrialisés d'Extrême-Orient, tel la Chine. C'est dans ce domaine que la coproduction peut être un outil efficace de promotion des échanges entre pays non européens avec l'apport et la maîtrise des techniques européennes.

Enfin, un dernier élément de contexte nécessaire au succès de l'intégration Verticale AME concerne les rôles que jouent les Etats, les entreprises et le commerce international dans les politiques économiques des pays concernés. Dans les pays où ne s'est pas réalisée la création d'un tissu d'activité économique (industrie mais aussi services modernes et agriculture moderne) et d'un savoir faire local suffisants permettant l'appropriation des technologies indispensables à la vie moderne, la mise en œuvre d'une libéralisation intégrale et rapide de l'économie locale et des échanges extérieurs a abouti souvent à un renforcement des pratiques contraires aux bienfaits de la concurrence, soit un accaparement de plus en plus important du peu de valeur ajoutée créée dans les pays par quelques groupes locaux influents et proches du pouvoir. Il en a résulté une concentration très forte des fortunes et l'extension de la pauvreté et de l'exclusion. C'est bien ce qu'ont démontré les « printemps arabes » de 2011, dominés par la demande de justice et de dignité sociale, mais aussi d'emploi. Les grandes organisations internationales sont devenues conscientes de cette nécessité d'un cheminement progressif et bien conçu vers l'intégration des pays moins développés dans l'économie mondiale, mais souvent ne pratiquent pas dans leurs relations avec les pays ce qu'elles ont commencé à prêcher en théorie. Le poids des pratiques passées pèse encore lourd dans leur action, bien que des réformes importantes aient eu lieu, surtout à la Banque Africaine de Développement.

Il conviendra donc d'appliquer les politiques industrielles, commerciales et macro-économiques en prenant en compte les spécificités et le potentiel de chaque économie et de stimuler la concertation permanente entre l'Etat, les collectivités locales, le secteur éducatif, les associations patronales et syndicales, afin d'identifier les filières technologiques à remonter et à maîtriser. Ceci permettra de mieux cibler les avantages fiscaux à attribuer à l'investissement innovant et multiplicateur d'emploi.

Le contexte tourmenté en Méditerranée, la croissance encourageante mais souvent désordonnée en Afrique et l'affaiblissement de l'économie européenne, conduisent à recommander et à accélérer la mise en place de la Fondation La Verticale dont l'objectif est d'accélérer l'intégration Nord-Sud et Sud-Sud.

Les entrepreneurs, les hommes politiques et les experts qui travaillent dans le réseau d'IPEMED sont persuadés que :

- L'intégration européenne avance lorsque l'Europe est confrontée à des crises (menace de guerre, menace du communisme, menace de déclin, etc.).
- Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée élargis à ceux du Moyen et Proche-Orient et les pays africains sont entrés en mouvement pour se libérer des gouvernements autoritaires, et de l'économie de rente. Il faut donc espérer et œuvrer pour que les violences terroristes soient l'expression et le chant du cygne des pseudos élites religieuses réactionnaires.
- La croissance est un facteur favorable, mais strictement insuffisante si les modalités d'une plus grande inclusion économique et sociale ne sont pas identifiées et mises en œuvre afin d'éviter que la croissance ne génère encore plus d'inégalités et de discrimination.
- Le moment historique est venu de nouer des liens de partage et non de conquête entre l'Europe, l'Afrique, la Méditerranée élargie au Moyen-Orient, de mettre en œuvre ce que nous ont appris les succès et les erreurs du passé, et de puiser des forces communes dans une coopération entre égaux, qui s'inspire aussi des valeurs humanistes et universelles.

### **Une vision commune du réseau d'IPEMED**

# La Verticale

POUR UNE GRANDE RÉGION AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE

**Qui sommes-nous ?** Une association (loi de 1901) reconnue d'utilité publique, IPEMED, qui porte le projet de fondation « La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe ».



## AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE : UNE RÉGION À L'ÉCHELLE DU MONDE

Mis à part les Etats-Unis et la Chine, les Etats ne sont plus en mesure de s'imposer seuls dans un monde où le développement est global. Le monde se structure désormais en grands ensembles régionaux alliant en Asie (ASEAN+3/APEC) et en Amérique (ALENA) des pays du Nord, développés et vieillissants, et des pays du Sud, jeunes et émergents.

Ces régions Nord-Sud, définies par la possibilité d'une organisation du travail sur les mêmes fuseaux horaires et à partir de préférences collectives partagées, prennent la forme de « quartiers d'orange ».

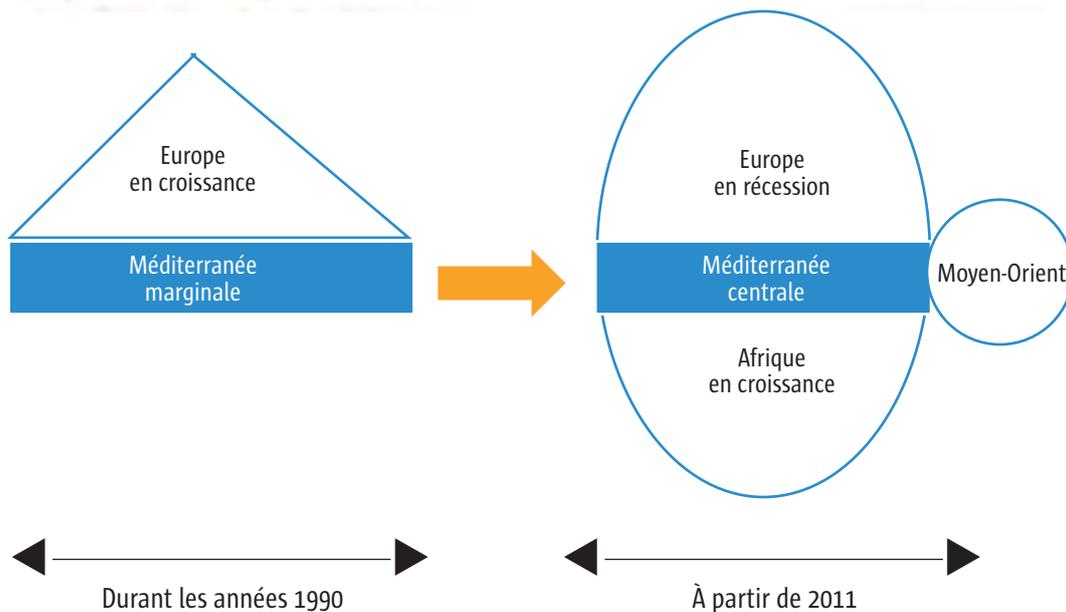
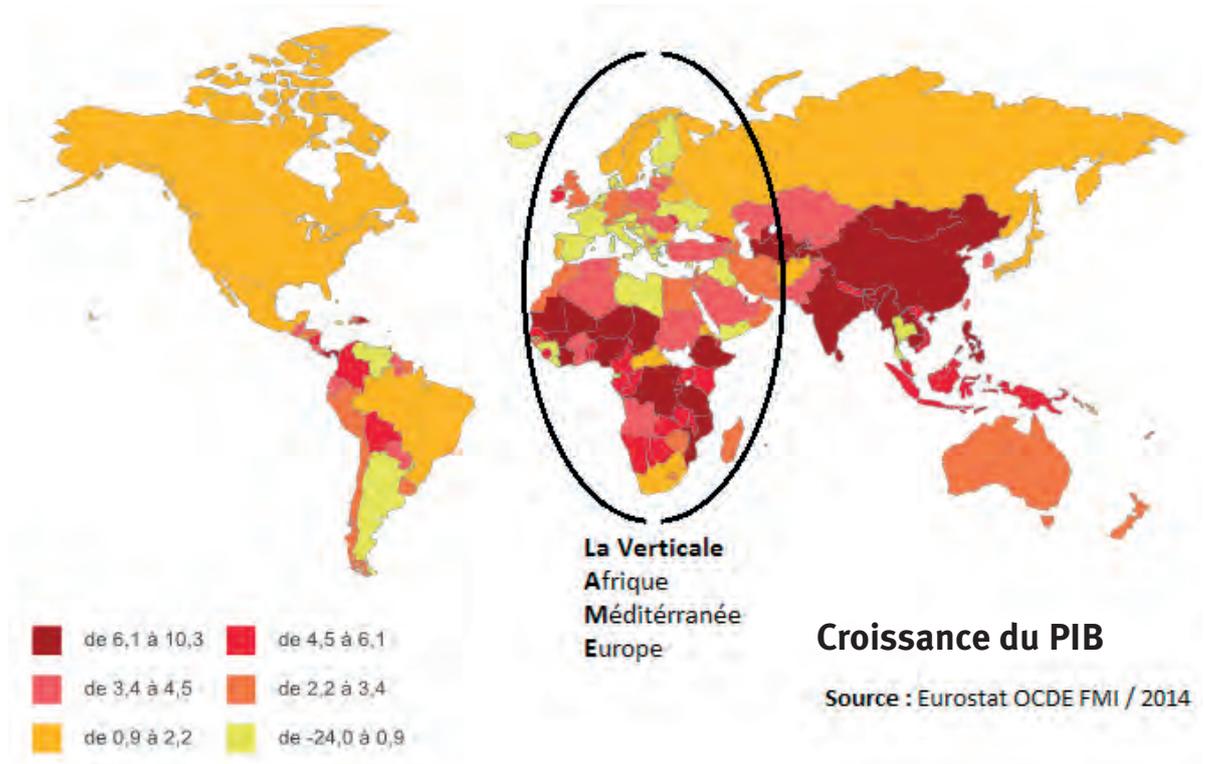
Dans notre région dominée par le chaos aux frontières de l'Europe (Syrie, Libye, etc.) en Afrique (Mali, République centrafricaine, etc.), avec un Printemps arabe qui parvient mal à assurer la transition politique et économique, La Verticale « Afrique – Méditerranée – Europe » est un outil de paix et de développement. Malgré un contexte de violences, il existe des forces à l'œuvre positives, allant dans le sens d'une convergence régionale, sur lesquelles se fonde La Verticale. C'est le moment de rechercher la paix, de travailler à la reconstruction des pays du Sud, à la relance des économies en Europe et d'affirmer une volonté collective d'intégrer notre région commune grâce à une coopération productive, durable et solidaire. Certes, ce projet est ambitieux, mais la région a besoin d'ambition.

## Le grand ensemble régional « Afrique – Méditerranée – Europe » reste à construire

- c'est l'intérêt de l'Afrique de se rapprocher de ses voisins du Nord pour promouvoir une croissance productive, durable, inclusive et partagée ;
- c'est l'intérêt de l'Europe de mettre « cap au Sud » pour affronter les défis du XXI<sup>e</sup> siècle ;
- c'est l'intérêt des Pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), en transition, d'intégrer une zone de stabilité et de régulation ;
- c'est l'intérêt des pays du Moyen-Orient et du Golfe de diversifier leurs partenariats en s'associant à ce grand ensemble ;
- dans ce contexte, la Méditerranée est amenée à jouer un rôle central d'interface entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. De « marginale » (années 1990), la Méditerranée redevient « centrale ».

## Le temps des relations « centre-périphérie » est révolu.

À l'heure de l'économie de la connaissance, les ressources sont de plus en plus coproduites par des partenaires et non plus prélevées dans des « périphéries ». À l'heure de la transition énergétique, les ressources de l'Afrique, de la Méditerranée et du Moyen-Orient peuvent devenir les bases d'un nouveau projet de développement durable, et s'inscrire éventuellement dans le cadre des orientations futures de la COP 21. À l'heure de la révolution numérique, l'intégration régionale doit être fondée sur la confiance et la gestion partagée des biens communs.



Cette « Verticale » de 3 milliards d’habitants en 2040, soit près du tiers de la planète, est d’une échelle comparable à l’ensemble formé par la réunion des Amériques (1,5 milliard en 2040), et en Asie par la Chine, le Japon et les pays de l’ASEAN (3,5 milliards en 2040).

Cette vision de la grande région « Afrique – Méditerranée – Europe » a reçu le soutien de la Commission Européenne et des présidences de la Ligue Arabe et de l’Organisation de l’Union Africaine.

## LA FONDATION LA VERTICALE : UN OUTIL PÉRENNE AU SERVICE DE CETTE NOUVELLE VISION

### Un outil nécessaire pour penser et définir la grande région « Afrique - Méditerranée - Europe » (AME) :

Bien que l'Europe, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM), ceux du Moyen-Orient et ceux de l'Afrique partagent un avenir commun, il n'existe aucun cadre pertinent pour l'évoquer de manière efficace. Seul le capital en a saisi la mesure.

C'est pourquoi, au même titre que les Amériques bénéficient d'un think-tank reconnu mondialement – La CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique Latine) – et que les Asiatiques ont créé leur propre think-tank – l'ERIA (Institut de Recherche Economique pour l'Asean) – la grande région « Afrique – Méditerranée – Europe » doit se doter d'un think tank puissant : La Verticale. Comme dans la CEPAL en Amérique et dans l'ERIA en Asie, et dans l'Union Européenne :

- l'économie sera privilégiée pour promouvoir l'intégration régionale ;
- des politiques de régulation régionale seront proposées aux Etats Membres ;
- l'approche prospective et sectorielle sera privilégiée, portant sur les secteurs prioritaires (énergie, eau, agriculture, transport, etc.).

### Le rôle d'IPEMED sera profondément renouvelé :

Pour nourrir ces réflexions et construire ces propositions d'actions, la fondation s'appuiera dans une première phase sur un outil de production intellectuelle, IPEMED, dont le rôle sera profondément renouvelé. Lorsqu'en 2006, IPEMED a été créé, les transformations historiques en cours en Méditerranée n'en étaient qu'à leurs prémices. L'ampleur de la transition engagée avec le Printemps arabe, les nouvelles interactions économiques et politiques entre Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, la confirmation que les relations Nord-Sud ne seront plus jamais les mêmes, obligent à des ajustements.

Avec La Verticale, IPEMED va poursuivre son évolution :

- en transformant la Méditerranée d'une position périphérique à une position centrale ;
- en assurant des financements pérennes sur le long terme en plus des contributions annuelles.

Ce qui demeure inchangé :

- les principes : intérêt général, parité Nord-Sud ;
- les objectifs : l'intégration régionale grâce à une économie productive, durable et solidaire, la coproduction, la coopération décentralisée ;
- la méthode de travail : la prospective, le décloisonnement des milieux professionnels, la démarche « bottom-up », la transformation des idées en projets et leur portage auprès des décideurs politiques.

En attendant que La Verticale soit créée et suffisamment dotée financièrement, IPEMED restera le think tank pivot du grand ensemble « Afrique – Méditerranée – Europe ». Pendant cette phase de transition, IPEMED inclura de plus en plus des composantes subsahariennes :

- des Africains deviendront membres des instances de gouvernance ;
- des études déborderont le cadre de la Méditerranée pour inclure des pays d'Afrique subsaharienne ;
- des coopérations se multiplieront avec des instituts africains, avec la Banque Africaine de Développement qui, comme la BEI, a des programmes importants sur l'électricité, les corridors de transports, etc.

La Verticale s'appuiera sur d'autres think tanks spécialisés sur l'Afrique subsaharienne, comme la FERDI, l'Université Paris-Dauphine, l'institution allemande EMA et l'ensemble des réseaux euro-africains, comme par exemple le GID, association internationale créée en 2007 par dix académies de l'Europe du Sud et du continent africain.

## LA FONDATION LA VERTICALE A DEUX OBJECTIFS QUI VALORISENT LA PROXIMITÉ, LA COMPLÉMENTARITÉ ET LA SOLIDARITÉ :

- accélérer la transition économique dans les PSEM et dans les pays d'Afrique subsaharienne ;
- promouvoir l'intégration régionale « Afrique – Méditerranée (incluant le Golfe) – Europe ».

Ce faisant, la fondation La Verticale deviendra, comme l'est la CEPAL, le creuset intellectuel de la réflexion économique et politique des pays du Sud.

### Cette fondation remplira cinq fonctions :

- une fonction de think tank pour combler le déficit de connaissances sur cette région et produire des idées nouvelles tournées vers l'avenir ;
- une fonction d'animation d'un mouvement de chefs d'entreprise afin de centrer cette intégration régionale sur les projets de développement autour de la Verticale de l'énergie, la Verticale de l'agroalimentaire, du numérique, etc. ;
- une fonction de médiation et d'influence auprès des institutions internationales et des gouvernements ;
- une fonction de brassage des décideurs du Nord et du Sud, des secteurs public, privé et associatif, à travers des séminaires de haut niveau, afin de valoriser les échanges d'expériences ;
- une fonction d'intégration et de mutualisation des informations stratégiques où la fondation aura pour objectif de rassembler, synthétiser et mettre en perspective les évolutions économiques de la grande région AME (notamment à travers la mise en place d'un portail web unique).

### La Verticale aura trois niveaux de ressources :

- les dons privés et publics ;
- les adhésions d'entreprises, dont celles des membres fondateurs d'IPEMED, assorties de conventions d'objectifs ;
- les contributions institutionnelles récurrentes.

### Une gouvernance partagée, éthique et en réseau :

La fondation La Verticale sera le creuset d'une réflexion commune Nord/Sud et Sud/Nord, dans un esprit de partage, de participation et de partenariat.

Voilà pourquoi, progressivement (comme la CEPAL en Amérique et l'ERIA en Asie) La Verticale devra se doter d'antennes en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Afrique subsaharienne, et travailler en réseau.

Les principes éthiques de La Verticale s'imposent à la fois aux membres fondateurs et à l'ensemble du personnel et des réseaux. Ces principes incluent le respect de la parité décisionnelle et des différences ; la défense de l'intérêt général ; l'adhésion à une vision prospective inscrite dans le long terme ; l'affirmation d'un avenir commun.

## SOUTIEN DU COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE (COP) D'IPEMED

### « Pour un partenariat verticale Afrique – Méditerranée – Europe : Créons une fondation »

Nous, membres du « Comité d'Orientation Politique » (COP) d'IPEMED, face à un processus de globalisation irréversible, nous voulons nous mobiliser pour renforcer la paix, la prospérité et la sécurité dans notre espace mutuel de proximité géographique et historique.

Les relations entre l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe n'ont pas toujours été un exemple dont nous pourrions nous sentir fiers. Néanmoins, nous partageons un terreau commun de valeurs et voulons construire ensemble notre avenir prochain.

Le partenariat Verticale Afrique – Méditerranée – Europe est une ambition réaliste, un vrai projet pour le XXIème siècle. Il s'agit de valoriser la proximité géographique, la complémentarité et la solidarité. Déjà les entreprises et le capital sont à l'œuvre pour renforcer ce lien.

Dans ce croisement d'intérêts et d'enjeux, la Méditerranée se pose comme trait d'union qui d'un côté, souffre de la pression du Sud avec des crises politiques, économiques, sociales et climatiques, et qui, d'un autre côté, se voit rejetée par le Nord, par une « Europe forteresse » qui s'enferme dans un repli irresponsable en croyant qu'elle pourra perdurer en s'isolant des autres dans ce monde global. La solution est simple : il faut établir un nouvel espace géopolitique : « La Verticale ».

Pour cela, la fondation La Verticale est un outil indispensable. Cette fondation doit être un véritable incubateur pour donner à nos actions toute leur envergure, un accélérateur de l'Histoire. Il faudrait que dans dix ans, les interconnexions Afrique – Méditerranée – Europe soient diverses et variées. La fondation doit être un véritable creuset d'où sortiront les nouvelles élites.

Il faut changer de comportement. Les changements de comportement au Sud qui sont indéniables doivent s'accompagner simultanément de changements de comportement au Nord. *L'esprit de conquête et de supériorité* doit notamment laisser place à un *esprit de partage*, à l'écoute et à un intérêt accru pour l'histoire tant contemporaine qu'ancienne des PSEM, tant politique que littéraire, économique et sociale, à une reconnaissance de la richesse de leurs civilisations et de l'actualité de certains de leurs messages.

Cela permettrait la réforme des principes de bases et de politiques *menées par l'Union Européenne envers les pays du voisinage sud*. L'aide au développement et les « dons » envers les pays du Sud de la Méditerranée et l'Afrique, trop souvent perçus au Sud comme de l'assistanat, doivent laisser place à l'investissement éducatif et productif et à la cohérence en matière de politiques de développement communes.

Il faudra privilégier trois outils incontournables : un think-tank, une banque et un nouveau modèle de coproduction facilitant l'intégration.. Sur le modèle des Amériques et des pays asiatiques, l'Europe doit privilégier ces trois instruments :

- **Un think-tank** regroupant les compétences intellectuelles de l'ensemble des pays de la région et qui serait le creuset intellectuel et politique de ce grand ensemble mondial. À travers quelques programmes d'actions, cet outil permettrait de mieux faire connaître la région, de produire des idées nouvelles tournées vers l'avenir, et de centraliser les connaissances à travers la mutualisation de savoirs stratégiques. La fonction de médiation et d'influence de ce think-tank auprès des institutions internationales et de gouvernements s'associerait à un rôle de brassage des acteurs à fort potentiel du Nord et du Sud, des secteurs public, privé et associatif, à travers des séminaires de haut niveau.
- **Une Banque (intercontinentale)** capable de financer les grands travaux régionaux de développement nécessaires à l'intégration régionale et de financer le développement du secteur privé ; une banque qui représenterait l'alternative attendue par les pays méditerranéens et africains, aux fonds et aux banques de développement qui contrôlent les grandes puissances financières du moment et qui leur servent souvent de canal d'influence, plutôt que des outils au service du développement des Nations. Celle-ci serait un appui financier et technique en adéquation avec les besoins en termes d'infrastructures et des grands projets.

C'est dans cet esprit que nous, membres du COP, signons cette lettre de soutien pour l'adoption et la mise en application de cette fondation « La Verticale ».

- **L'intégration par la coproduction, nouveau modèle d'intégration en profondeur** (et non par l'échange commercial). Ce processus de coproduction partenarial avec partage de la valeur ajoutée et transfert de technologie est parfaitement adapté aux relations entretenues entre pays proches ayant des différentiels importants (géographiques, de niveau de développement, etc.). Il garantit des créations d'emplois au Nord et au Sud et il est dans la logique de la dilatation spatiale des chaînes de valeurs à la recherche des meilleures compétences pour produire de la qualité.

**Miguel-Angel MORATINOS**, Président du COP d'IPEMED  
**Aicha BELARBI**, Vice-présidente

#### Membres du COP d'IPEMED qui soutiennent le Projet de La VERTICALE

AZOULAY André ; BITTERLICH Joachim ; BONINO Emma ; CORM Georges ; DERSIS Kemal ; EL SHOBAKY Amr ; GHARBI Iqbal ; GUIGOU Elisabeth ; JOMAA Mehdi ; JUPPE Alain ; LANDABURU Eneko ; MACSHANE Denis ; MALLEY Robert ; OUALALOU Fathallah ; PIQUE Josep ; PRODI Romano ; RAFFARIN Jean-Pierre ; ROMERO LOPEZ Carmen ; ROUMELIOTIS Panagiotis.

## SOUTIEN DU CONSEIL DE SURVEILLANCE (CS) D'IPEMED

### « Une vision de long terme pour investir dans la durée et construire la région Afrique – Méditerranée – Europe »

Une nouvelle page de l'histoire de la mondialisation est en train de s'écrire. La troisième révolution industrielle émerge à travers trois changements : la transition énergétique vers les énergies renouvelables et les circuits courts ; la révolution numérique et la multiplication des interconnexions (Internet des objets) ; l'extension des biens collectifs du fait d'une économie confrontée aux limites de la nature, de plus en plus collaborative c'est-à-dire fondée sur la coproduction et la gestion commune des ressources. Il ne s'agit pas de viser une croissance zéro encore moins la décroissance globale, mais de produire en économisant et en mutualisant les ressources, de réduire la part relative des biens matériels au profit de services plus qualitatifs (éduquer, soigner, prévenir, etc.).

Pour notre « La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe » l'enjeu est simple à formuler :

- Soit les pouvoirs publics européens et en particulier les chefs d'État fixent le cap en partant d'une vision à long terme. Dans ce cas, les chefs d'entreprise pourront accompagner ce mouvement et investiront durablement le présent pour construire l'avenir.
- Soit les responsables politiques restent court-termistes et ne définissent pas les perspectives d'avenir. Dans ce cas, les entreprises se contenteront de faire du commerce à court-terme et investiront peu dans le long terme. Le rapport des forces économiques continuera d'évoluer en faveur de la Chine, des États-Unis et des grands pays émergents.

Cet enjeu a une forte composante régionale : si le court-termisme actuellement dominant se prolonge, l'Europe et les pays qui lui sont proches historiquement et géographiquement (Voisinages, Afrique) risquent de voir leur retard technologique s'accroître. Pourtant ils disposent, ensemble, de toutes les ressources nécessaires pour conduire la troisième révolution industrielle. Ils peuvent aussi gérer ensemble des biens communs (eau, énergie, ressources rares, environnement) liés à leur proximité géographique. Voilà pourquoi l'opportunité qui se présente à nous de construire ensemble la grande région « Afrique – Méditerranée – Europe » (AME) exige que chacun prenne ses responsabilités.

### La nécessité de définir la vision globale de l'avenir relève du pouvoir politique

Réintroduire le long terme dans les politiques publiques est une nécessité urgente, laissant au marché le soin des ajustements à court terme. L'État doit fixer le cap du long terme car *un peuple n'avance pas s'il ne sait pas où il va*. Et si le long terme n'est pas investi par une vision et l'adhésion de tout un peuple, alors les crispations sur les avantages acquis redoublent. La France et l'Europe souffrent d'un manque de prospective. On ne sait pas où l'on va, les responsables politiques sont absorbés par les enjeux, au demeurant bien réels, de la conjoncture. Ils sont au mieux réactifs mais pas suffisamment proactifs.

La grande région « Afrique – Méditerranée – Europe » se structure cependant progressivement sous l'effet d'une logique géographique (importance de la proximité, circuits courts, proximité culturelle) et d'une logique économique (partenariat, coopération, partage de la valeur ajoutée). Il revient aux acteurs politiques d'anticiper ces évolutions et d'afficher leur volonté de construire cette Verticale AME en faisant converger les efforts de tous les acteurs.

Face à l'intégration des Amériques et à celle de l'Asie orientale, le moment est venu d'investir dans l'espace Afrique – Méditerranée – Europe pour en faire la troisième grande région mondiale, capable d'insérer la nouvelle révolution industrielle dans la perspective d'un développement qualitatif et solidaire. En Europe, les chefs d'État et les chefs de gouvernement

manifestent chaque jour davantage une prise de conscience de l'importance stratégique des Voisinages : Ukraine, Russie, pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, Afrique Subsaharienne. La nouvelle équipe européenne, incarnée par la nouvelle Commission et le nouveau Parlement, devrait fixer clairement ce « Cap au Sud ».

### Simultanément, les comportements des entreprises, qui investissent au Sud, devront se modifier profondément

Le cap étant défini, la vision et l'objectif politique clairement exposés, alors les chefs d'entreprise seront conduits à changer de comportement. Les nouvelles relations économiques avec les pays au Sud de la Méditerranée devront s'articuler autour des principes suivants :

- Le passage du *commerce à la coproduction*, soit la fin d'une vision à court terme. Cela permettrait de passer de l'échange à l'investissement sur le long terme, pour construire les bases solides d'une stratégie industrielle. L'intégration régionale par la production s'inscrivant dans le temps long dépasserait l'horizon de la simple croissance des échanges commerciaux pour s'ouvrir vers un développement inclusif et multidimensionnel.
- En passant de *la seule exploitation des matières premières*, qui entraîne une perte de valeur ajoutée, à la transformation sur place et au partage de la valeur ajoutée, les pays du Nord et du Sud de notre région commune s'orienteraient vers une stratégie de *coproduction*, fondée sur leurs complémentarités. Cela permettrait le transfert de technologies entre le Nord et le Sud et la mobilisation d'une élite locale de qualité. Cette marche vers l'intégration régionale, favorisant l'intérêt général, a déjà débuté à bas bruit avec certaines entreprises mais devrait être accompagnée et intensifiée.
- Ces transformations des relations Nord/Sud permettraient le passage d'une position de client à un comportement de partenaire. Dans le cadre d'une économie inclusive fondée sur l'intégration de la région, la force de ce partenariat permettrait de tisser des liens durables entre les décideurs du Nord et du Sud, tout en valorisant leur responsabilité sociétale. Tout cela favoriserait la convergence institutionnelle et la gouvernance commune.

Ainsi pourrait s'amorcer, sur des bases solidaires, le co-développement dans la grande région Afrique – Méditerranée – Europe. L'avenir de l'Europe se joue bien au Sud. Réciproquement, le développement des pays du Sud implique un ancrage à l'Europe. Sans un nouveau partenariat, ces trois pôles de la Verticale resteraient séparés, au risque de réduire leur puissance économique et culturelle dans la mondialisation.

**Xavier BEULIN, Président du CS d'IPEMED**

Président du Groupe Avril et de la FNSEA

**Isidro FAINE, Vice-président,**

PDG de Caixa Bank

**Neemat FREM, Vice-président,**

Président du Groupe INDEVCO et de l'Association des industriels libanais

#### Membres fondateurs d'IPEMED qui soutiennent le projet de La VERTICALE

Khater ABI-HABIB, Président de Kafalat ; Saad AZHARI, Président de la Blom Bank ; François BASSIL, Président de Byblos Bank ; Abdessalem BEN AYED, PDG du Groupe Al Badr ; Ridha CHARFEDDINE, PDG du Groupe Unimed ; Jean-Louis CHAUSSADE, Directeur général de SUEZ ENVIRONNEMENT ; Khalil DAOUD, PDG de LibanPost ; Elias DOUMET, Président du groupe Matelec ; Pierre-René LEMAS, Directeur général de la Caisse des Dépôts ; Dominique MAILLARD, Président du Directoire de RTE ; Gérard MESTRALLET, Président de GDF SUEZ ; Anne PAUGAM, Directrice générale de l'AFD ; Guillaume PEPY, Président de la SNCF ; Stéphane RICHARD, PDG d'Orange ; Tarik SIJILMASSI, Président du directoire du Crédit Agricole du Maroc ; Philippe WAHL, Président du Groupe La Poste ; Jay NIRSIMLOO, Président de KPMG.

## SOUTIENS DE L'UNION AFRICAINE, DE LA LIGUE ARABE ET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

La revanche de la géographie sur l'histoire est illustrée par la place importante que prend désormais la proximité géographique dans l'organisation et le développement des peuples. Les peuples plus proches ne s'épuisent plus dans des conflits, mais cherchent au contraire à tirer le meilleur parti de leur complémentarité pour, ensemble, être plus forts dans la mondialisation. Le « Voisin » a changé de statut : il figurait l'ennemi héréditaire pour l'accès aux ressources rares ; il est désormais le partenaire obligé pour la coproduction des ressources.

En 1951, la France et l'Allemagne ont été les premières à donner l'exemple d'ennemis jurés se transformant en partenaires fidèles, en promouvant la Communauté Européenne, d'abord à six – premier ensemble régional du monde de l'époque. La proximité géographique a continué son œuvre d'intégration avec le Portugal, l'Espagne, la Grèce, l'alliance avec la Turquie, et dans les années 2000 l'entrée des pays d'Europe Centrale et Orientale.

Maintenant, au tour des peuples arabes, représentés par le Président de la Ligue arabe, des peuples africains, représentés par le Président de l'Union africaine, et de la Commission européenne, représentée par le Secrétaire Général du Service Européen d'Action Extérieure (SEAE), de voir plus loin que les difficultés et les guerres du moment. Au-delà des difficultés conjoncturelles, ils soutiennent le projet, dans les trois lettres ci-jointes, d'un rapprochement historique au sein d'un grand ensemble régional, « La Verticale Afrique – Méditerranée – Europe ».

Les uns invoquent l'intégration économique, les autres les transferts de technologie, ou encore la fin de la longue guerre israélo-palestinienne et la nécessité de reconstruction, la lutte, ensemble, contre les effets terribles en Méditerranée du réchauffement climatique, pour répondre aux enjeux de l'immigration etc.

Le plus important est que les trois responsables politiques de la Ligue arabe, de l'Union africaine et de la Commission Européenne ressentent la nécessité, pour parler comme Guillaume Apollinaire, de « rallumer les étoiles de l'espérance » et d'offrir une vision intégrée de leur destin. Paraphrasant François Mitterrand dans son ouvrage publié en 1957 *Présence française et abandon*, « sans l'Afrique il n'y aura pas d'histoire de France au XXIème siècle » (Plon, p 237). Pour les auteurs de ces trois lettres, cela signifie que sans l'Afrique il n'y aura pas d'Europe forte, et réciproquement sans l'Europe il n'y aura ni Afrique ni pays arabes forts au XXIème siècle.

La proximité géographique, culturelle, historique, linguistique s'impose aux Africains, aux Méditerranéens et aux Européens. Voilà pourquoi ces trois lettres de soutien à la Verticale constituent le plus beau témoignage de la revanche de la géographie sur l'histoire : « *l'esprit de partage, de partenariat et de participation terrasse enfin l'esprit de conquête* », confirme le PDG de Africa 24, Constant Nemale.

Dans cet esprit de partage, la fondation la Verticale AME aura nécessairement quatre antennes : une en Europe, une au Sud de la Méditerranée, une au Moyen-Orient et une dans un pays africain subsaharien.

*République Islamique de Mauritanie*

*Le Président*



*Honneur - Fraternité - Justice*

Nouakchott, le 04 GEN 2014

Monsieur Jean-Louis Guigou  
Délégué Général IPAMED  
104 Boulevard du Montparnasse  
75014 Paris

**Monsieur le Délégué Général,**

Votre projet de Fondation « La Verticale Europe-Méditerranée-Afrique » est un projet ambitieux, qui correspond aux priorités qui devront imprimer les relations économiques et géopolitiques entre l'Afrique sub-saharienne, les pays méditerranéens et l'Europe.

Vous avez raison d'insister sur la dimension entrepreneuriale et sur l'importance qu'il faut accorder à la proximité géographique : l'Europe a besoin de l'Afrique et réciproquement l'Afrique a besoin de l'Europe.

Nous avons, Africains et Européens, des complémentarités trop peu exploitées et des défis communs à relever notamment la transition énergétique, le réchauffement climatique, l'immigration, le chômage qui méritent un partenariat rénové.

Voilà pourquoi votre projet de Fondation « La Verticale Europe-Méditerranée-Afrique », centrée sur l'économie, intéresse l'Union Africaine.

Afin de progresser rapidement dans la mise en place de cet outil, je vous invite à compléter votre rapport préliminaire afin de disposer d'un dossier complet.

Votre projet sera présenté aux instances compétentes de l'Union Africaine pour examen.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Délégué Général, l'expression de mes sentiments distingués.

Mohamed OUD ABDEL AZIZ

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'MOHAMED OUD ABDEL AZIZ', written over a faint circular stamp.



*League of Arab States  
The Secretary General*

*12 February 2015*

*Dear Miguel*

*I received with pleasure your letter concerning your sincere endeavors through the Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMed) towards the creation of Foundation "La Verticale" to foster greater economic and political integration between Europe, the Mediterranean and Africa.*

*Your letter comes in an important juncture where the League of Arab States is focusing on ending the long Israeli occupation to Palestinian and Arab territories together with fighting terrorism, promoting good governance and solidifying its partnership with Europe and Africa. Our European partners remain essential to achieving these Arab priorities.*

*I share your same conviction that this important developmental project has the potential to be beneficial and contribute to technology transfer and boost trade and investment between Arab world, Africa and European Mediterranean states. I therefore assure you that the League will consider your important initiative.*

*Please accept the assurances of my highest consideration.*

*Dr. Nabil Elaraby*

A handwritten signature in blue ink that reads "Nabil".

*The Secretary General*

*To:*

*H.E. Miguel Angel Moratinos  
Institut de Prospective Economique du Monde  
Méditerranéen (IPEMed)*

SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE



*Le Secrétaire général*

Bruxelles, le **28 AVR. 2015**  
eeas.sg.1(2015)1923513

Monsieur le Délégué Général,

J'ai pris connaissance de votre projet de Fondation "La Verticale" Europe - Méditerranée - Afrique. C'est un projet ambitieux, qui correspond aux priorités que nous comptons donner aux relations économiques et géopolitiques entre l'Europe, les pays méditerranéens et l'Afrique sub-saharienne.

Vous avez raison d'insister sur la dimension entrepreneuriale et sur l'importance qu'il faut accorder à la proximité géographique : l'Europe a besoin de l'Afrique et réciproquement l'Afrique a besoin de l'Europe.

L'Europe doit sortir de la stagnation économique, lutter contre la désindustrialisation et retrouver les chemins de la croissance. Au sud de la Méditerranée, pour faciliter les transitions politiques, il faut, ensemble, accélérer la transition économique et technologique. Nous avons, Européens et Africains, ensemble, des complémentarités (démographie, énergie, agriculture...) trop peu exploitées et des défis communs à relever (transition énergétique, réchauffement climatique, immigration, chômage), qui méritent un partenariat rénové.

C'est pourquoi votre projet de Fondation "La Verticale" Europe - Méditerranée - Afrique, centrée sur l'économie, nous intéresse vivement, particulièrement alors que les migrations prennent une telle intensité.

Je vous propose de compléter votre rapport préliminaire et de nous tenir informés de l'évolution du projet que nous suivrons avec attention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Délégué Général, l'assurance de ma haute considération.

Alain Le Roy

Monsieur Jean-Louis Guigou  
Délégué Général  
IPEMED  
104 Boulevard du Montparnasse  
75 014 Paris

Service Européen pour l'Action Extérieure, B-1046 Bruxelles - Belgique. Téléphone: (32-2) 584 11 11.  
Bureau: 06/244. Téléphone: ligne directe (32-2) 584 3036.

## LA RÉGIONALISATION NORD-SUD EST À L'ŒUVRE DANS LE MONDE

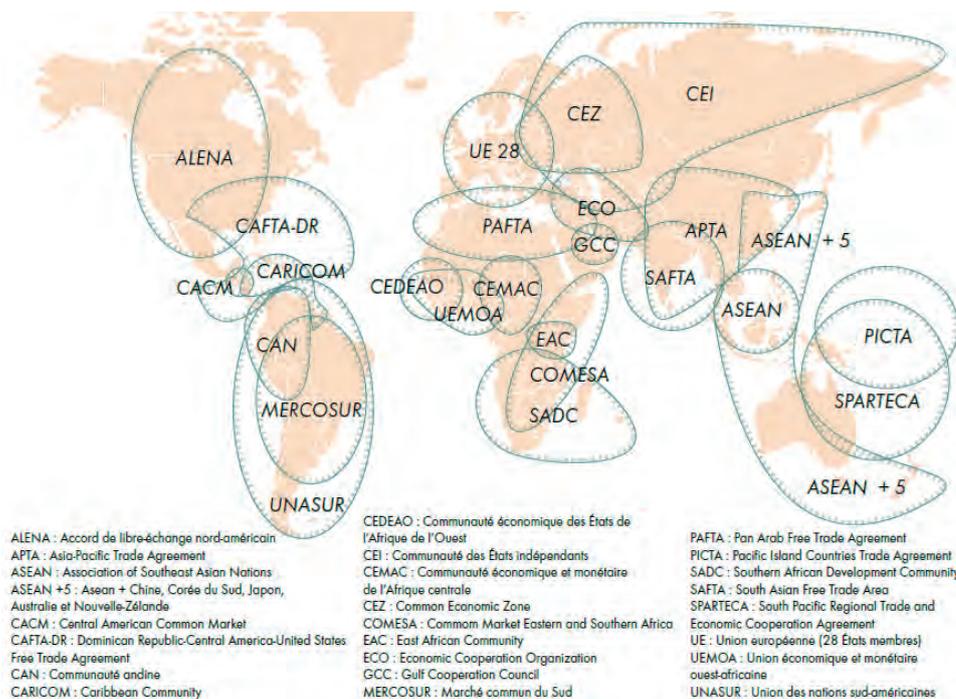
La régulation de la mondialisation est insuffisante parce que les intérêts qui y sont représentés sont trop divergents notamment entre pays du Nord et pays du Sud, et parce que les institutions en charge de cette régulation représentent soit trop de pays (ONU, OMC) soit trop peu (G8, G20). Cela explique les échecs récurrents du cycle de Doha mené par l'OMC, l'échec des accords de Copenhague sur le Climat (2009), ou encore la grande difficulté à réguler la finance internationale depuis la crise des subprimes. Faut-il dès lors renoncer à l'espoir d'une régulation de la mondialisation ? Faut-il renoncer à des relations Nord-Sud apaisées, facilitant la convergence des niveaux de développement ?

### 1.1- Échecs de la régulation globale, montée en puissance des intégrations régionales

#### 1.1.1- La régionalisation de l'économie mondiale est une tendance lourde...

Alors que nous avons les yeux rivés sur la globalisation, nous avons trop peu pris en compte la deuxième forme de l'internationalisation des échanges : la constitution de grandes régions, dont l'Union Européenne fut la première occurrence<sup>1</sup>. Ces grands ensembles régionaux (Europe, Asie orientale, Mercosur, Alena, etc.) sont économiquement plus intégrés aujourd'hui qu'il y a trente ans. Cela veut dire que le commerce international a progressé plus vite au sein de ces régions qu'entre les pays qui les composent et le reste du monde. Depuis le début des années 1990, le nombre d'« Accords Commerciaux Régionaux » a explosé, et les domaines concernés par ces accords vont désormais bien au-delà du commerce : ils concernent aussi l'investissement, l'énergie, l'environnement, la reconnaissance des diplômes et la circulation des hommes, la santé, la protection civile, etc.

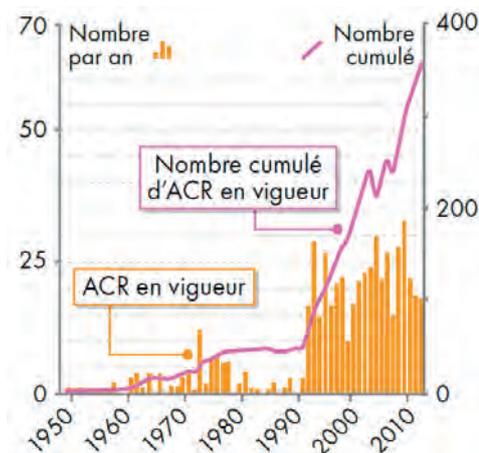
CARTE I. LES PRINCIPALES INTÉGRATIONS ÉCONOMIQUES DANS LE MONDE



Source : Beckouche et Richard [2013]

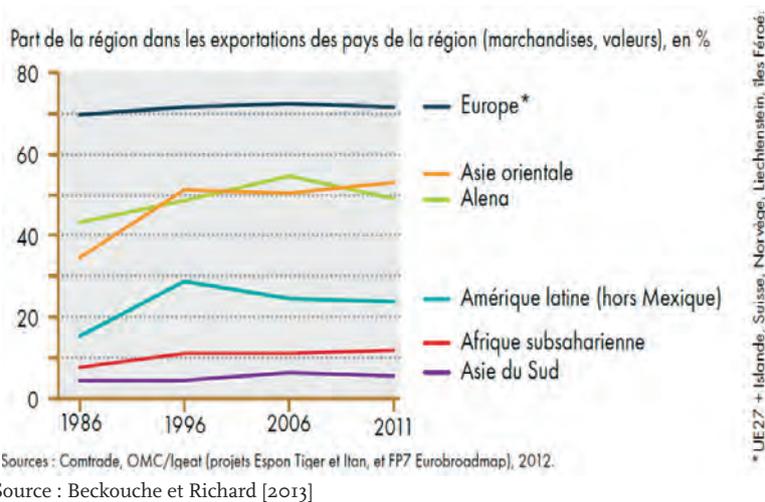
1 Beckouche P. et Richard Y., Atlas de la grande Europe : économie, culture, politique, éditions Autrement, Paris, 2013

FIGURE I. LES ACCORDS COMMERCIAUX RÉGIONAUX SE MULTIPLIENT DEPUIS VINGT-CINQ ANS



Source : OMC 2012, Beckouche et Richard [2013]

FIGURE 2. COMMERCE INTERNATIONAL : SUR LA LONGUE PÉRIODE, L'INTÉGRATION RÉGIONALE PROGRESSE PARTOUT



Sources : Comtrade, OMC/Iqeat (projets Espon Tiger et Ilan, et FP7 Euroroadmap), 2012.  
Source : Beckouche et Richard [2013]

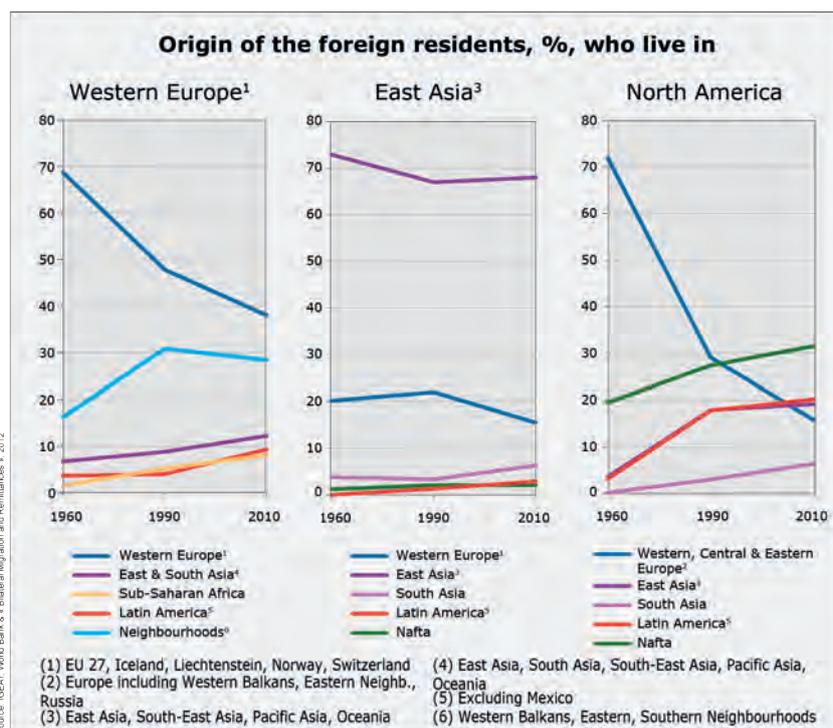
\* UE 27 + Islande, Suisse, Norvège, Liechtenstein, îles Féroé.

La mobilité internationale des hommes d'aujourd'hui donne une idée de ce que seront les échanges internationaux demain. Certes les routes migratoires se sont mondialisées, mais la grande majorité des étrangers vivant en Europe occidentale, en Asie orientale ou en Amérique du Nord restent originaires de leur région (voir la figure 3, et en particulier l'américanisation frappante des origines migratoires en Amérique du Nord). Cela a une valeur prospective : les jeunes de ces familles, qui sont socialement de plus en plus intégrés, seront certes tournés vers le vaste monde mais plus particulièrement vers le pays d'origine de leurs parents ; les diasporas seront demain les acteurs d'une intégration régionale accrue.

Quelle est la situation en Europe ? Les deux-tiers des étrangers qui résident en Europe occidentale viennent de la région Europe + voisinages, en particulier du Sud de la Méditerranée ; la proportion atteint les trois-quarts si l'on tient compte aussi des étrangers venus du Golfe et d'Afrique. Des trois grandes régions Nord-Sud mondiales, le tableau 1 montre que l'Euro-Méditerranée-Afrique est celle dont la réalité est la plus évidente. Les étrangers qui résident en Europe viennent de moins en moins d'Europe occidentale, et d'Europe centrale (nouveaux Etats membres de l'UE) : le rideau de fer avait historiquement réduit ces flux ; lorsqu'il est tombé, et après une toute première phase de plus fortes migrations vers l'Europe occiden-

tale, la perspective d'adhésion à l'UE a réduit ces migrations. Cela confirme que lorsque les mobilités sont possibles, les migrations définitives se réduisent. Les migrants veulent moins « migrer » en Europe que pouvoir s'y déplacer facilement, pour des motifs économiques, familiaux ou culturels. La situation actuelle des migrations massives et tragédies humaines en Méditerranée est conjoncturelle et ne reflète pas les tendances à long terme.

FIGURE 3. LES MIGRATIONS INTERNATIONALES RESTENT AVANT TOUT RÉGIONALES  
Origine (%) des étrangers qui résident en Europe occidentale, en Asie orientale, et en Amérique du Nord



Source: ESPON "ITAN" [2014]

TABLEAU I. « AME » EST LA RÉGION NORD-SUD LA PLUS ÉVIDENTE.  
Mesure de l'intégration des trois grandes régions par le commerce, l'investissement direct à l'étranger et les migrations

	Afrique-Méditerranée-Europe	Amériques	Asie orientale
Part de la région :	(a)	(b)	(c)
dans la destination de ses exportations (% , 2011)	77,4	55,9	53,2
dans la destination de ses investissements directs à l'étranger (% , moyenne 2006-2008)	74,5	30,7	44,6
dans l'origine des étrangers qui y résident (% , 2010)	79,7	54,0	68,0

Notes :

- (a) Europe occidentale, nouveaux Etats membres de l'UE de 2004 et 2007, Voisins orientaux Balkans occidentaux et Russie compris, pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée Turquie et Israël compris, Afrique subsaharienne.
- (b) Amérique du Nord et Amérique latine.
- (c) Asie de l'Est, du Sud-Est, Asie-Pacifique et Océanie.

### 1.1.2 - ... et elle devrait le rester en dépit de l'irruption du nouvel acteur global chinois

Dans la dialectique qui associe globalisation et régionalisation de l'économie, la dernière décennie paraît plutôt favorable à la première. La cause est chinoise : l'irruption de la Chine dans les échanges internationaux va plutôt dans le sens de la globalisation car elle est devenue un partenaire important de chaque pays du monde, quelle que soit sa région.

Pour autant, cinq arguments laissent penser que la régionalisation restera vigoureuse. Le premier est économique. Les firmes trouvent dans l'enracinement régional les partenariats qu'il leur faut pour *produire de la qualité* et ainsi faire face à une mondialisation de plus en plus concurrentielle. Dans l'économie de la connaissance, une part de plus en plus importante des ressources est non pas seulement prélevée mais produite, et même coproduite par des acteurs diversifiés (connaissance scientifique, technologie, savoir-faire organisationnel, gouvernance...). On peut, certes, coproduire des ressources avec des partenaires situés aux quatre coins du globe, mais il est plus facile de le faire avec des partenaires d'une même région, **surtout si on opte pour des productions haut de gamme qui exigent un contrôle fréquent de qualité**. Le « voisin », qui figurait hier l'ennemi héréditaire et le concurrent pour prélever des ressources rares, devient le partenaire économique obligé.

Le deuxième argument de la régionalisation est environnemental : à l'heure de la transition énergétique, les circuits courts sont promus à l'échelle locale comme à celle de l'étranger proche. Le renchérissement de l'énergie et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre vont finir par pénaliser les transports intercontinentaux. L'essor de la filière du recyclage et la multiplication des énergies renouvelables générées localement vont réduire le recours aux importations massives qui ont fait la globalisation d'hier.

Le troisième argument est culturel : les préférences collectives se conçoivent souvent mieux à cette échelle régionale qu'à celle du vaste globe, qu'il s'agisse de protection des consommateurs, de philosophie du développement (principe de précaution, plus forte prise en compte du temps long en Europe ou dans les pays arabo-musulmans qu'en Amérique par exemple), ou de normes sociales (voir les débats actuels sur la façon de protéger le modèle social européen face aux importations asiatiques).

Le quatrième argument est politique : c'est celui du nécessaire retour de la régulation internationale, à une échelle plus réaliste que celle des nations et que celle du monde. Pour lutter contre la pollution des mers faut-il une unique règle mondiale, ou ne faut-il pas aussi des règles propres à chacune des mers et aux pays riverains qui les polluent ? Face aux excès d'un libre-échange incontrôlé, on impose plus facilement des règles communes à vingt ou trente pays qu'à deux cents. On le comprend de plus en plus, **la régulation des relations internationales à l'échelle des grandes régions n'est pas un substitut mais un complément indispensable à la régulation d'échelle globale**.

Le dernier argument est géopolitique : la régionalisation est la seule façon d'imposer le polycentrisme aux Etats-Unis et demain à la Chine. Sans régions fortes, c'est ce « G2 » qui fixera les règles et l'agenda. Les relations internationales seront régies par des rapports de force entre nations davantage que par une mutualisation associant des régions qui sont, par définition, fondées sur une négociation entre nations. En outre, ces régions associant des pays industriels à des pays émergents, sont le laboratoire de nouvelles relations Nord-Sud. Comme le dit Jean-Louis Guigou [2007] (cf. Annexe 1) ces « quartiers d'orange Nord-Sud » s'organisent ; leurs décideurs se rencontrent de plus en plus, négocient les accords régionaux, tiennent des sommets réguliers, mobilisent leurs hommes d'affaires et les diasporas. Les banques régionales de développement et les bureaux d'études régionaux qui les accompagnent contribuent à cette nouvelle géographie des relations internationales qui dépassent les vieux rapports de force entre le Nord et le Sud.

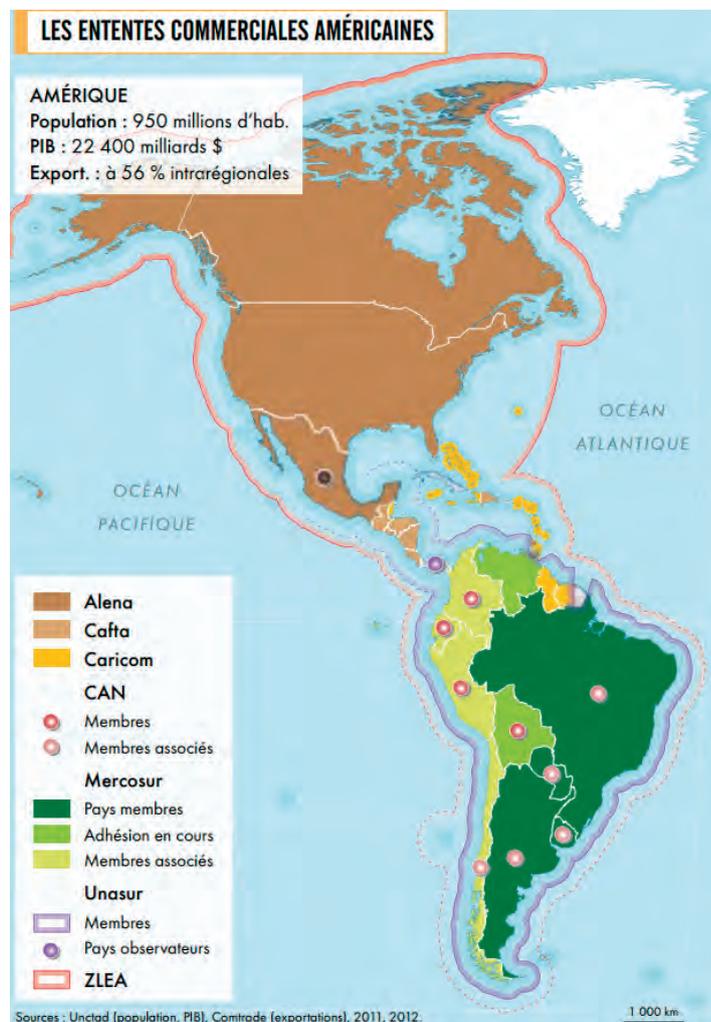
### 1.1.3 - Les ententes politiques internationales fondées sur la dissymétrie ne sont plus adéquates

La « Trilatérale », qui associe les trois grandes régions mondiales (Amérique du Nord, Europe, Asie pacifique), peut-elle être l'outil régulateur de ces régions ? Non, car elle représente surtout les pays du Nord. A la Norvège près, le groupe européen se réduit à l'UE et ne donne aucun siège aux pays de ses voisinages. L'Amérique du Nord donne 7 sièges au Mexique contre 85 aux Etats-Unis et 15 au Canada. Quant au groupe asiatique, à l'origine exclusivement représenté par le Japon, il s'est bien élargi à l'Asie-Pacifique dans les années 2000 mais en donnant des sièges à l'Australie, la Nouvelle Zélande et la Corée du Sud et seulement une poignée à l'Asean. La montée des émergents et les nouvelles relations Nord-Sud ne peuvent donc pas se retrouver dans ce genre d'institution d'un âge révolu.

## 1.2 - Amériques : le succès inégal de l'Aléna et du Mercosur

### 1.2.1 - La géo-économie américaine a désormais une grammaire régionale

CARTE 2. LA CONCURRENCE DES ENTENTES COMMERCIALES DANS LES AMÉRIQUES



Source : Beckouche et Richard [2013]

La prolifération d'accords commerciaux entre pays américains masque l'opposition entre deux logiques principales : d'une part celle des Etats-Unis avec l'Aléna et son extension au Sud à travers la Zone de libre-échange des Amériques, de l'autre celle du Brésil à travers le Mercosur et son élargissement à toute l'Amérique latine avec l'Union des Nations Sud-Américaines

(Unasur). Beaucoup d'incertitudes demeurent : le Mexique semble peu enclin à partager avec d'autres pays latino-américains les avantages dont il jouit avec l'Aléna ; les États-Unis ont depuis dix ans plutôt joué la carte chinoise que la carte mexicaine ; les réalisations concrètes du Mercosur et de l'Unasur restent en retard sur les discours. **Mais ce qui est sûr, c'est que la géo-économie et la géopolitique américaine ont désormais une grammaire régionale.**

Le sommet récent des chefs d'États américains à Panama les 10 et 11 avril 2015 a été l'occasion, non seulement d'une réconciliation médiatique entre Raul Castro et le Président Obama, mais surtout de l'affirmation d'un co-développement solidaire Nord-Sud. A la base de ce travail d'intégration des économies américaines se trouve la puissante CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique Latine, cf. Annexe 2). Ce think-tank, centré sur l'économie, est devenu le creuset intellectuel et politique où les élites, du Sud en priorité, mais aussi d'Amérique du Nord, se retrouvent pour élaborer ensemble des stratégies communes d'intégration.

### 1.2.2 - **Tirer profit des différences de développement : les « maquiladoras de troisième génération »<sup>2</sup>**

Le différentiel de développement entre le Nord et le Sud de la frontière américano-mexicaine reste fort. Le territoire industriel mexicain fut longtemps une périphérie, constituant pour les entreprises du Nord une réserve de main d'œuvre bon marché, destinée à exécuter des tâches à faible valeur ajoutée au sein d'usines manufacturières, les maquiladoras. Depuis la signature de l'Aléna, les firmes des États-Unis y développent des activités à plus forte valeur ajoutée et mobilisent les qualifications nouvelles de la main d'œuvre locale. Cette montée en gamme des « maquiladoras de troisième génération » relève d'une stratégie de coproduction fondée sur la proximité et la complémentarité Nord-Sud.

### 1.2.3 - **Le grand large asiatique n'est plus le seul horizon pour la production mondiale**

Du Nord au Sud des Amériques, les élites sont désormais biculturelles (anglais-espagnol ou anglais-portugais), les systèmes économiques nationaux sont bien moins éloignés qu'il y a deux décennies. Mais la montée en puissance de l'Asie orientale a changé la donne : les États-Unis ont fermé certaines maquiladoras mexicaines pour traiter davantage avec la Chine. Cela nourrit d'autant les exportations chinoises dans l'Aléna qui progressent tant dans le textile que dans des secteurs clés comme l'électronique ou l'automobile.

Pour le Mexique, la croissance depuis la signature de l'Aléna aura été essentiellement tirée par l'exportation ; l'accord aura été un substitut à une politique économique nationale durable, diversifiant ses marchés, qui aurait été fondée sur la formation de la main d'œuvre sur tout le territoire national et pas seulement quelques villes tirées par l'exportation vers les États-Unis.

Pour les États-Unis, la stratégie chinoise est aujourd'hui remise en cause : non seulement elle malmène l'ancrage régional mais elle devient moins rentable à mesure que les coûts salariaux chinois progressent. Une enquête du Boston Consulting Group auprès de cadres travaillant dans de grandes entreprises montre que produire aux États-Unis n'est plus une utopie : **54% des personnes interrogées envisagent une relocalisation industrielle aux États-Unis<sup>3</sup>**. Outre les coûts salariaux, **les motifs sont l'impératif de la qualité de la production, le raccourcissement des circuits de distribution**, l'évolution des taux de change et la baisse spectaculaire du coût de l'énergie aux États-Unis. Les deux tiers des entreprises interrogées assurent qu'elles sont davantage tentées de relocaliser aux États-Unis que de délocaliser. Le grand large asiatique n'est plus l'unique horizon pour la production mondiale.

2 Weigert M., 2014, « La coproduction dans l'ALENA : l'exemple des nouvelles générations de maquiladora, Etudes et Analyses d'IPEMED, octobre 2014

3 Le Figaro du 25 octobre 2014

## 1.3 - Asie orientale : une intégration puissante mais méconnue

### 1.3.1 - Depuis quinze ans le Japon et la Chine jouent la carte de l'intégration régionale

En Asie orientale, les contentieux laissés par l'histoire, notamment celle des années 1930, de la Seconde Guerre mondiale et de la Guerre Froide, restent vifs. Mais au-delà des disputes, l'économie se régionalise, le capital est à l'œuvre. L'intégration Est-asiatique est le phénomène régional le plus puissant du monde de ces quinze dernières années et sans doute aussi le plus sous-estimé.

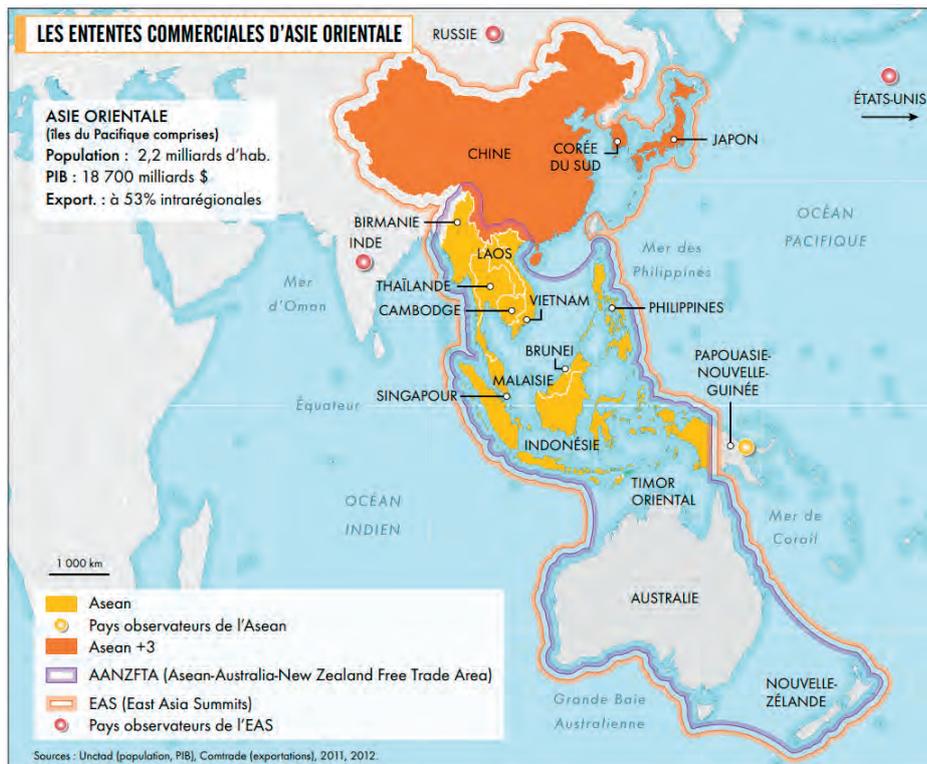
Cela a commencé dès les années 1960 sur la base des investissements réalisés par le Japon dans ce qui deviendra les « Dragons ». Ces derniers ont investi à leur tour dans les pays en développement de la région. Même s'ils ne disposent pas d'institutions équivalentes à la Commission Européenne, tous ces pays coopèrent de plus en plus dans le domaine commercial, industriel, mais aussi migratoire (les migrations explosent avec les flux touristiques et étudiants), environnemental et sécuritaire.

L'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-est) a été créé en 1967, d'abord dans le but de résister aux régimes communistes, et sous l'égide de cinq Etats : l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. De premiers élargissements ont eu lieu entre 1995 et 1999, et en 2000 ce fut la création de l'Asean+3 intégrant le Japon, le Corée du Sud et la Chine, accompagnée la même année de l'Initiative de Chiang-Mai dans le domaine de la coopération financière. Cela souligne le grand revirement de la diplomatie économique japonaise en faveur de l'Asie orientale et l'implication de la Chine dans l'intégration régionale. Depuis les années 1990, la modernisation de l'économie chinoise est allée de pair avec une révision complète de sa stratégie de voisinage.

La Chine a compris que, plutôt que de fragiliser politiquement ses voisins, elle avait surtout intérêt à être acceptée économiquement sur la scène régionale pour être plus forte sur la scène mondiale. Le processus lancé en 2002 et entré en vigueur en 2010, a permis de supprimer les barrières douanières entre Pékin et les principaux pays de l'Asean (Indonésie, Philippines, Thaïlande, Malaisie, Singapour et Brunei) concernant 90% de leurs échanges commerciaux. Cette zone de libre-échange asiatique concerne près de deux milliards de personnes et couvre treize millions de kilomètres carrés. Et alors que l'on commence également à parler d'une Asean+5 avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, un sixième pays resserre ses liens économiques à l'Asie Pacifique : depuis 2010, l'Inde dispose d'un traité de libre-échange avec l'Asean.

La compétition entre la Chine et le Japon pour diriger la région s'exacerbe, politiquement, militairement et économiquement. Avec l'appui de l'Inde et de la majorité des pays de la région, la Chine a lancé fin 2014 la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, dont elle est, devant l'Inde, le principal contributeur, et dont le siège est à Pékin. La Corée du Sud, l'Australie et surtout le Japon – pays qui préside toujours la Banque Asiatique de Développement et dont il est le principal actionnaire – n'ont pas participé à la mise en route de la concurrente chinoise. Mais au-delà de cette concurrence, cette nouvelle banque régionale signifie des capitaux supplémentaires pour financer le développement en Asie orientale.

CARTE 3. L'ASIE ORIENTALE : DES ACCORDS RÉGIONAUX COMPLEXES MAIS UNE INTÉGRATION PRODUCTIVE PUISSANTE



Source : Beckouche et Richard [2013]

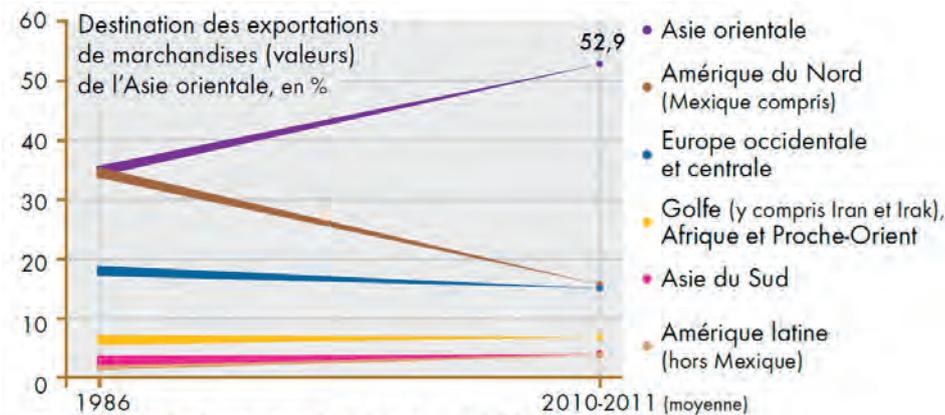
### 1.3.2 - « Asia alone » ?

Avant la crise financière asiatique de 1997-1998, le taux d'intégration commerciale de la région était déjà passé de 35% en 1986 à 51% en 1996. Il n'a pas cessé d'augmenter, mais plus lentement (53 % en 2011) du fait de la globalisation des échanges chinois dans les années 2000. L'Amérique du Nord, qui recevait 35% des exportations est-asiatiques en 1986, n'en reçoit plus que 16 % aujourd'hui. Et l'on commence à parler d'une « Asia alone » qui serait centrée sur son propre développement économique et technologique.

*“Since the early days of the crisis, some have started to believe, and want to believe, that China and the wider Asian production base can return to growth without the United States. More and more, Asians are beginning to consider whether their region can grow on its own, and go its own way. (...) Anti-Americanism grew, even in societies that were once staunchly pro-American. An Asian regional identity - separate if not antagonistic - has grown”.*

Simon Tay [2010]

FIGURE 4. L'IMPRESSONNANTE INTÉGRATION COMMERCIALE DE L'ASIE ORIENTALE DEPUIS TRENTE ANS



Sources : Comtrade, OMC/Igeat (projets Espon Tiger et Itan, et FP7 Eurobroadmap), 2012.

Source : Beckouche et Richard [2013]

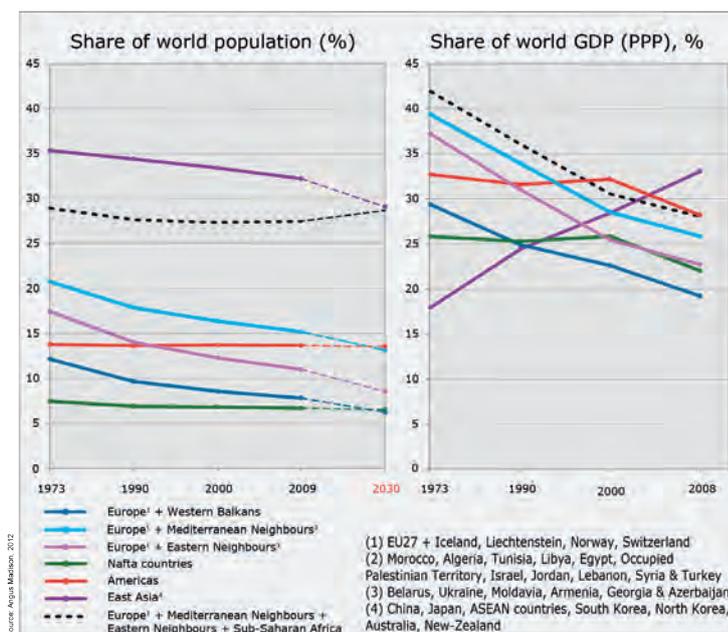
## 1.4 - L'Europe et ses voisins : une grande région inachevée

### 1.4.1 - Une région en recul dans le monde

L'ensemble formé par l'Union Européenne et les pays voisins représente 40% des exportations (en comptant les exportations internes à l'UE), 28 % du PIB et 28 % de la population du monde. Mais le poids relatif de cette région décline ; en 1990 ces mêmes chiffres étaient sensiblement plus élevés : 54%, 41% et 20%. La figure 5 montre que la raison est essentiellement l'impressionnant dynamisme de l'Asie orientale. Elle montre aussi que sans ses voisinages proches et lointains (La Méditerranée et l'Afrique) la place de l'Europe dans le monde serait bien faible.

FIGURE 5. SANS LA MÉDITERRANÉE ET L'AFRIQUE, L'EUROPE NE PEUT PAS FAIRE FACE À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ASIE ORIENTALE.

Part (%) dans la population et le pib mondial.



Source: ESPON «ITAN» [2014]

### 1.4.2 - L'intégration régionale de l'Europe bute à l'Est et piétine au Sud

L'élargissement de l'Europe balbutie côté Sud avec les vicissitudes du dossier d'adhésion de la Turquie depuis trente ans. L'UE va faire entrer les Balkans occidentaux (ex-Yougoslavie) et elle s'est élargie à l'Est avec les Pays d'Europe centrale et orientale (Peco) mais elle bute sur la Russie, qui reconstitue sa propre zone d'influence avec l'Union économique eurasiatique.

La Politique européenne de voisinage (PEV) ne sera pas parvenue à déployer un système productif transméditerranéen comme le Japon a su le faire avec ses voisins en développement. A la fin des années 2000, les pays émergents et en développement d'Asie du Sud-Est attirent 21% des investissements directs à l'étranger (IDE) du Japon, 10% des IDE des Etats-Unis vont vers l'Amérique du Sud, et 11% de ceux d'Europe occidentale vont vers son voisinage mais dont 6% pour les Peco et 3% pour le voisinage oriental et moins de 2% pour le voisinage méditerranéen et le Golfe. L'Afrique occupe une place tout aussi marginale pour les investisseurs européens (carte 4).

De plus, le tableau 2 montre que les financements de la Commission européenne sont largement destinés aux nouveaux Etats membres (261 euros/habitants), aux pays d'Europe centrale et orientale (145 euros/habitants), alors que le voisinage Sud ne reçoit que 13 euros/habitant, la Russie 18 euros/habitants et l'Asie centrale 10 euros/habitants.

TABLEAU 2. LE FINANCEMENT EUROPÉEN DU DÉVELOPPEMENT DU VOISINAGE MÉDITERRANÉEN EST FAIBLE ET LIMITÉ À UN SOUTIEN BUDGÉTAIRE.  
Concours financiers (subventions et prêts) de l'UE pour le développement, 2009 (euros par habitant)

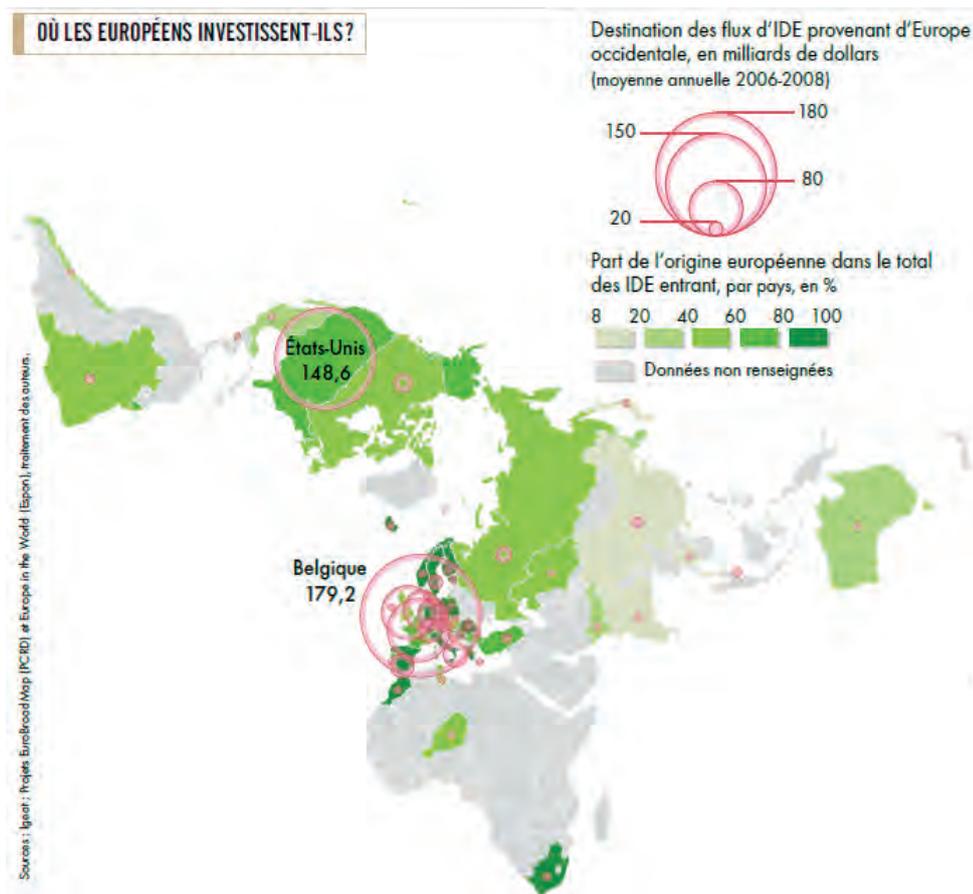
	Nouveaux Etats membres	ex Yougoslavie <sup>a</sup> et Albanie	Turquie	Voisinage est	Russie	Asie centrale	Voisinage sud	Voisinage Sud hors Palestine
<i>€ / habitant :</i>								
solde budgétaire opérationnel UE <sup>b</sup>	106	0	0	0	0	0	0	0
APD <sup>c</sup> - commission européenne	0	30	8	5	0	1	5	3
dont IEVP (paiements)	0	0	0	6	0	0	5	3
Berd	23	42	2	19	17	9	0	0
<b>BEI</b>	<b>131</b>	<b>73</b>	<b>35</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>8</b>
<b>Σ UE</b>	<b>261</b>	<b>145</b>	<b>45</b>	<b>26</b>	<b>18</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>11</b>

Notes.

<sup>a</sup>: hors Slovaquie. <sup>b</sup>: 2008 (ajustement britannique compris). <sup>c</sup>: Aide publique au développement.

Sources : OCDE-CAD pour l'APD ; rapport financier du Budget de l'UE 2008 pour le solde budgétaire opérationnel ; rapports d'activité de la Berd et de la BEI. Source : Beckouche [2011]

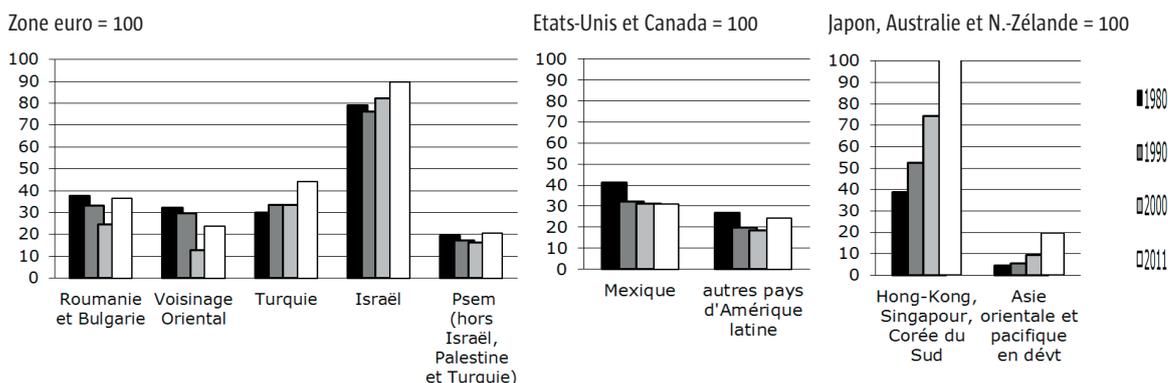
CARTE 4. LES EUROPÉENS N'INVESTISSENT NI EN AFRIQUE NI EN MÉDITERRANÉE



Source: Beckouche et Richard [2013]

La PEV ne sera pas davantage parvenue à stabiliser son voisinage politiquement, comme le montrent les guerres dans le monde arabe et en Ukraine. À l'Est, l'Europe, notamment parce qu'elle ne dispose pas d'une politique énergétique commune, est en panne d'un partenariat durable avec la Russie. De même, la PEV n'a pas réussi, comme le montre la figure 6, à assurer la convergence entre pays voisins. Faute de quoi l'instabilité du voisinage oriental perdurera et la Russie se rapprochera toujours davantage de la Chine. Dans la crise ukrainienne actuelle, il y a trois perdants : l'Ukraine, l'Europe, la Russie ; et un gagnant : la Chine.

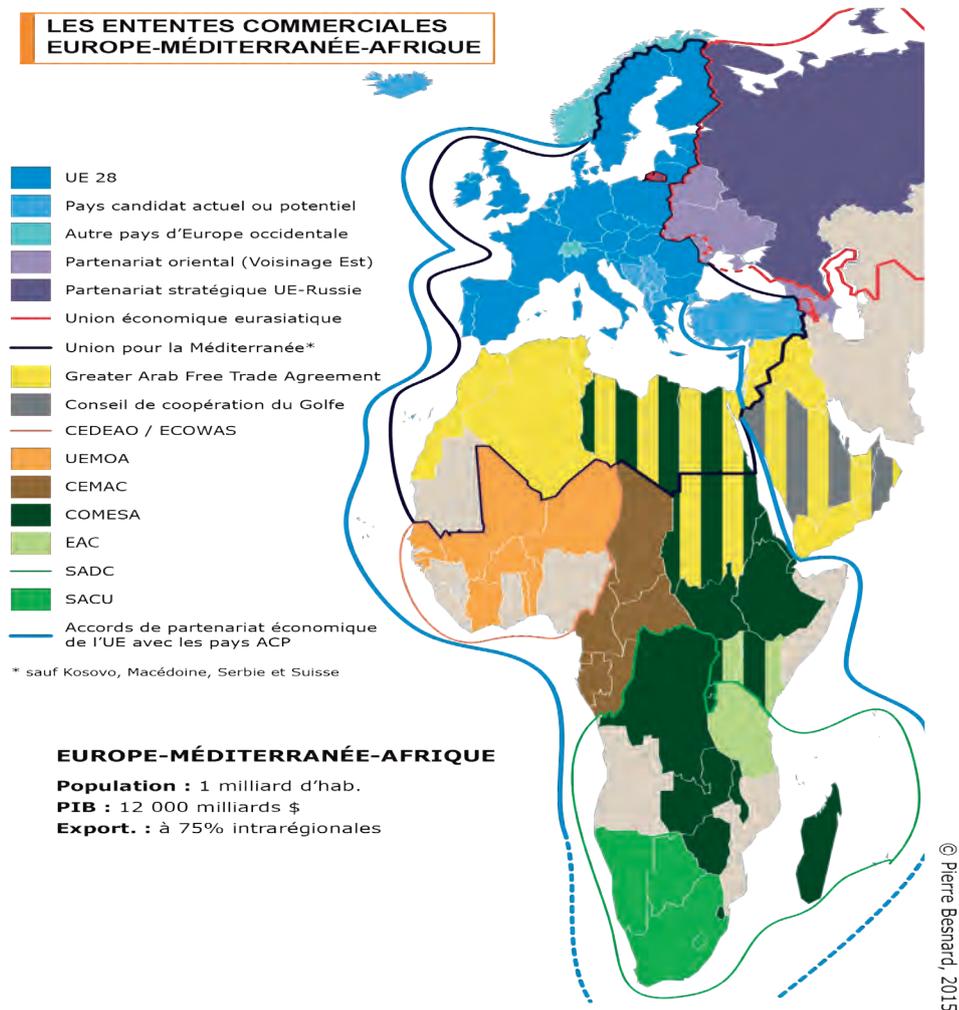
FIGURE 6. LE DIFFÉRENTIEL DE DÉVELOPPEMENT RESTE TRÈS ÉLEVÉ ENTRE L'EUROPE ET SON VOISINAGE PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat), 1980-2011



### 1.4.3 - Cap au Sud

Même avec l'entrée des Balkans occidentaux dans l'UE et avec des relations apaisées avec le voisinage oriental, les véritables réserves de croissance de l'Europe sont plutôt en Méditerranée, et en Afrique dont les bases d'un développement durable semblent se confirmer. Si l'Europe ne coopère pas avec les pays du Sud par intérêt et par devoir, si l'Afrique est perpétuellement pillée et si les causes des migrations se multiplient (réchauffement climatique, guerres, chômage massif, etc.), alors nous ne pourrions plus contredire ce que Houari Boumediene affirmait comme une prophétie en 1974 dans son discours à l'ONU : « Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère Sud pour aller dans l'hémisphère Nord »<sup>4</sup>.

CARTE 5. LES INTÉGRATIONS RÉGIONALES DANS « LA VERTICALE AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE »



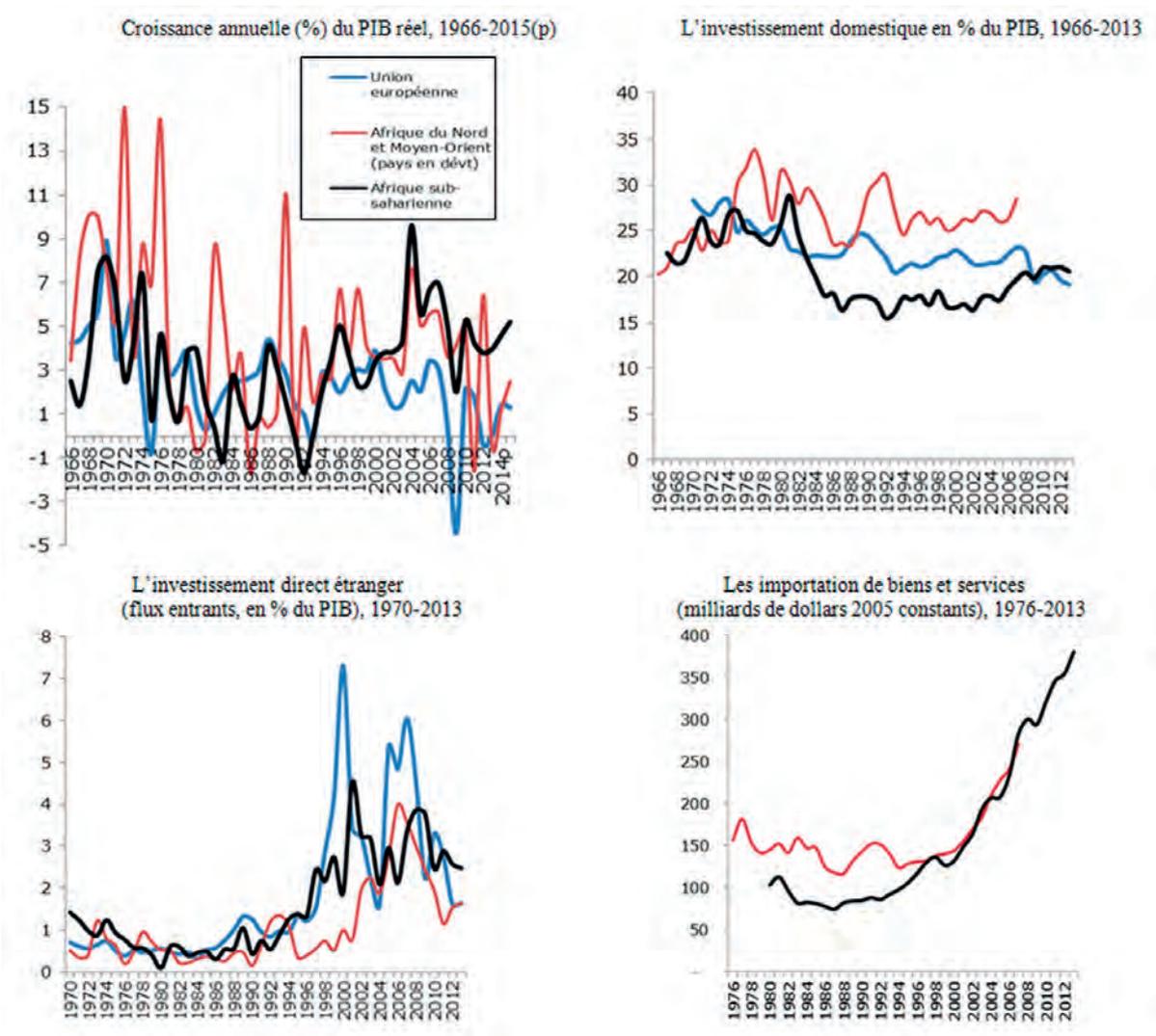
4 discours du Président algérien à l'ONU le 10 avril 1974

## 1.5 - L'Afrique décolle dans le désordre

### 1.5.1 - Croissance économique, investissement, commerce : l'Afrique a décollé...

Après des décennies de désespérance, l'Afrique décolle. Un vent d'optimisme souffle sur un continent certes toujours le plus pauvre du monde, le seul qui, pour des raisons avant tout politiques, ne parvient pas à nourrir sa population et où l'on meurt encore majoritairement de maladies infectieuses ou parasitaires. Pourtant, parmi les pays de la planète qui ont connu en 2013 une croissance réelle de 6%, près de la moitié sont subsahariens. La figure 7 montre que depuis le début des années 2000, le taux de croissance de l'Afrique progresse alors que celui de l'Europe s'affaisse ; le boom du commerce africain impressionne, et les exportations ne se limitent plus aux ressources naturelles. L'Afrique subsaharienne pèse encore bien peu dans les échanges commerciaux mondiaux mais depuis les dernières années les exportations qui lui sont destinées progressent particulièrement vite.

FIGURE 7. CROISSANCE DU PIB, INVESTISSEMENT ET IDE SONT DÉSORMAIS PLUS IMPORTANTS EN MÉDITERRANÉE ET EN AFRIQUE QU'EN EUROPE



Source : World Bank online

Une classe moyenne éduquée et entreprenante de 150 millions de personnes s’est constituée. Elle doublera dans une génération. Cette transformation échappe à l’attention d’Européens qui, trop souvent, y voient un continent condamné aux guerres, au sous-développement et à la corruption. Pourtant il attire désormais les convoitises des investisseurs. Le montant de l’investissement étranger a triplé ces dix dernières années, et son taux par rapport au PIB est désormais nettement plus élevé qu’en Europe.

Le décollage se mesure aussi, malgré des situations hétérogènes, aux indices de développement tels que la santé (l’espérance de vie progresse de cinq mois chaque année) et l’éducation (le taux d’inscription dans l’enseignement secondaire, quoique encore insuffisant, a augmenté de moitié en dix ans). La bancarisation progresse rapidement, un Africain sur quatre possède un téléphone portable, fort utile pour faciliter l’accès au marché des paysans

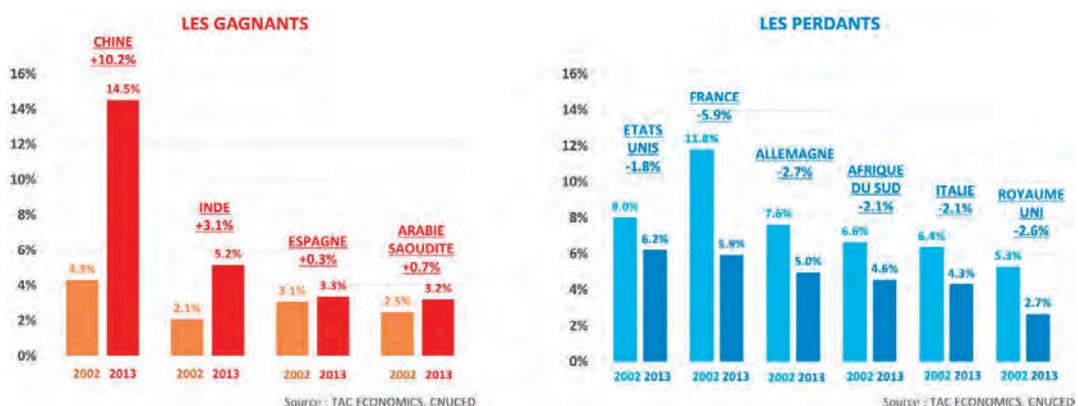
### 1.5.2 - .... mais les parts de marché des Européens ont reculé

Les pays sud-méditerranéens (Maroc notamment) et l’Asie orientale accentuent leurs exportations vers l’Afrique. Les intérêts chinois en Afrique progressent, soutenus par les grandes banques publiques Exim Bank et China Development Bank – soit directement soit par le biais de prêts au développement qui facilitent ensuite les affaires avec des partenaires chinois. Les Chinois commercent (leurs échanges avec l’Afrique ont été multipliés par dix depuis 2002) et investissent non plus seulement dans les matières premières, ou l’acquisition de mines mais ils entendent contrôler l’ensemble des filières qui les intéressent. En comparaison, les exportations européennes en Afrique progressent peu : l’Europe va-t-elle perdre les marchés africains malgré les avantages de sa proximité?

En Afrique, la France reste détenteur du principal stock d’IDE. Pourtant là encore le poids de la France et de l’Europe recule (fig. 9). Enfin en matière d’aide publique, celle venue d’Europe reste majoritaire mais la part des États-Unis progresse (fig. 10, pays de l’OCDE seulement donc Chine non comprise).

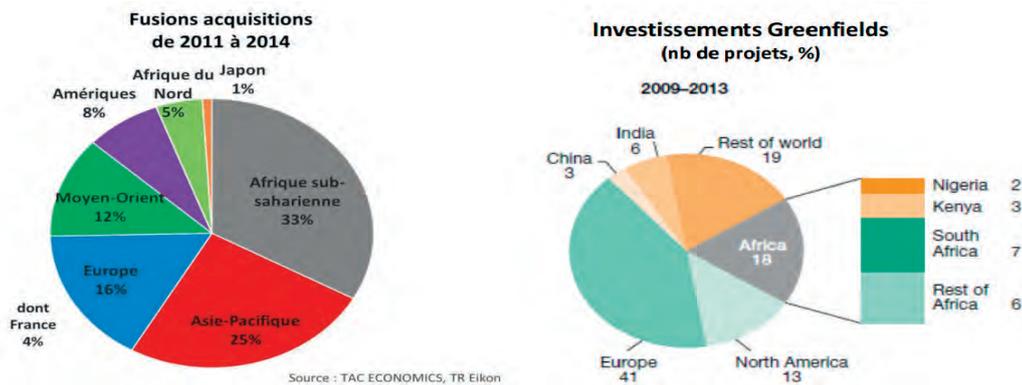
Chine, Brésil, Inde : ces pays sont prêts à prendre des risques juridiques ou fiscaux, dans un environnement des affaires qui, dans l’ensemble, s’améliore. Fini l’époque de la prédation et des appels d’offres pipés, grâce à l’influence de cette classe moyenne plus vigilante sur l’utilisation des finances publiques et aux alternances politiques. Les jeunes leaders africains, revenant de leurs études en Amérique du Nord à Paris ou à Londres, ayant débuté leur carrières dans des organisations ou des entreprises internationales, sont désireux de rompre avec l’ancien système colonial et néocolonial – à commencer par la France-Afrique [Le Moci 2015].

FIGURE 8. LES EXPORTATEURS EN AFRIQUE : LA CHINE GAGNE, LA FRANCE ET L’EUROPE PERDENT.  
Parts de marché, 2002-2013



Source : Moci, CIAN, CCI Paris-Ile de France, 2015

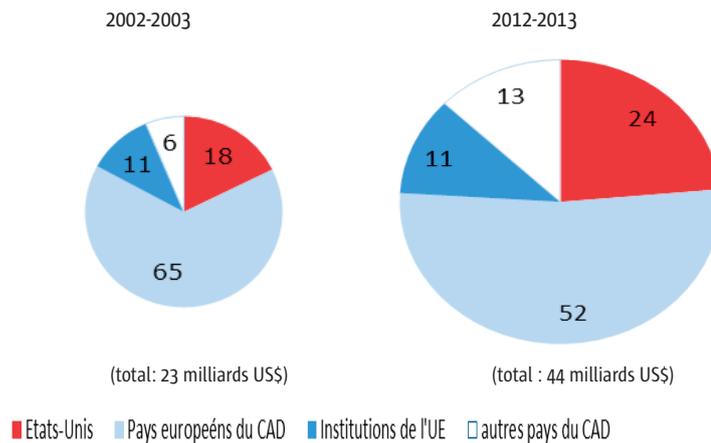
FIGURE 9. LES INVESTISSEURS EN AFRIQUE : L'EUROPE EST DÉSORMAIS MINORITAIRE



Source : Moci, CIAN, CCI Paris-Ile de France, 2015

FIGURE 10. AFRIQUE SUBSAHARIENNE : L'AIDE CIVILE AU DÉVELOPPEMENT EST DE PLUS EN PLUS AMÉRICAINE.

Part (%) des états-unis, des pays européens et de l'ue dans l'aide au développement de l'ocde



Note. 100% = pays du Comité d'Aide au Développement + institutions de l'UE (autres institutions multilatérales non comprises).  
Source: OCDE

### 1.5.3 - Le regain d'intérêt pour l'Afrique doit s'accompagner d'un nouveau regard sur son développement

Ce décollage économique se traduit par une inflation d'initiatives témoignant du regain d'intérêt pour le continent africain. La presse francophone, par exemple, lui consacre de plus en plus de dossiers : Jeune Afrique, Le Magazine de l'Afrique, African Business, Forbes Afrique, l'Observateur du Maroc et de l'Afrique, mais aussi Echanges Internationaux, le MOCI, Le Monde-Afrique, Le Point-Afrique, etc.

Pour en rester à l'exemple de la France, les conférences et les forums se multiplient : Conseil français des Investisseurs en Afrique (CIAN), Fondation Africa-France, colloque « Que peut-faire la France en Afrique Subsaharienne » de la Fondation Res Publica du 15 décembre 2014, forum Franco-Africain pour une croissance partagée du 6 février 2015 (Ministère des finances français et Medef International), etc. L'action des fondations s'intensifie : lancement

en 2014 de la Fondation franco-africaine pour la croissance, lancement en 2015 de la Fondation pour l'énergie en Afrique par Jean-Louis Borloo, etc.

Les rapports qui se succèdent (le rapport de 2013 au Ministre de l'Economie et des Finances « Un partenariat pour l'avenir, quinze propositions pour une nouvelle dynamique économique entre la France et l'Afrique », le rapport 2015 du CIAN, etc.) disent la même chose : c'est désormais le temps de l'Afrique, et l'Europe ne doit pas passer à côté de cet enjeu central.

Mais passer aux actes demandera un changement de comportement :

- les Européens, anciens colonisateurs, ne doivent plus être complices de gouvernements autoritaires et de détournement de capitaux vers des investissements somptuaires en Europe. Trop souvent les Africains, et notamment la nouvelle génération, regrettent que la France et l'Europe ne construisent pas, quand la Chine construit des infrastructures, des routes, des hôpitaux, des barrages. La France et l'Europe n'arrivent pas à trouver leur voie entre une diplomatie politique et humanitaire d'assistanat, et une diplomatie économique qui reste trop proche du simple commerce.
- les Africains doivent poursuivre leur transition économique et politique. Et ils doivent penser leur développement eux aussi grâce à l'intégration régionale. Lors de la dernière conférence annuelle sur l'énergie en Afrique, le directeur général du ministère de l'énergie d'Afrique du Sud a rappelé que « la plupart des pays n'ont pas les moyens de développer seuls leurs capacités électriques. Il faut alors mutualiser les ressources et faire des partenariats avec les pays voisins »<sup>5</sup>.

Une vraie révolution culturelle reste à entreprendre, quand on voit qu'un décideur de premier plan comme M. Tidjane Thiam est obligé de quitter la France pour le Royaume-Uni : « j'étais fatigué de me cogner le crâne contre un plafond de verre parfaitement invisible mais ô combien réel »<sup>6</sup>.

5 W. Barnard, à l'Africa Energy Indaba 2015

6 Le Monde du 11 mars 2015

## POURQUOI MIEUX INTÉGRER LA RÉGION AFRIQUE-MÉDITERRANÉE-EUROPE ?

L'Afrique, la Méditerranée et l'Europe doivent tirer parti de la régionalisation de la mondialisation. Cela implique de valoriser notre proximité et notre complémentarité. Nous pouvons nous inspirer des aspects positifs des intégrations régionales américaine et asiatique. Mais l'intégration Afrique-Méditerranée-Europe sera nécessairement spécifique, parce nos préférences collectives ne sont pas celles des Asiatiques ou des Américains. La Verticale AME s'intégrera si elle affirme ses préférences.

### 2.1 - Les conditions de la réussite

#### 2.1.1 - Placer la Méditerranée au centre du projet, réussir l'intégration par l'économie et les entreprises

Au sein de la région Afrique – Méditerranée – Europe, la proximité géographique, historique et, en partie culturelle, est grande.

**Une première condition consiste à passer de la proximité virtuelle à une réelle proximité physique**, en interconnectant l'ensemble des réseaux de ces trois espaces. Cela veut dire :

- de grands programmes d'infrastructures internationales (transport, télécommunications, énergie), qui commencent à connecter l'Europe et le Sud de la Méditerranée et doivent être étendues à l'Afrique ;
- la mobilité des hommes au sein de cette grande région mondiale ;
- la sécurité, à la fois la sécurité militaire et policière mais aussi la sécurité humaine générale : protection des droits humains, accès aux services essentiels.

**La deuxième condition est de placer la Méditerranée au centre du projet.** Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée ne doivent plus être considérés comme de simples « voisins », ce qui les ravalait au rang d'une périphérie européenne. Ils doivent au contraire être considérés comme la plaque tournante des relations entre l'Afrique et l'Europe. Les tendances récentes vont dans ce sens : les pays du Golfe s'intéressent de plus en plus à l'Afrique – notamment compte tenu du chaos politique du Moyen-Orient ; les pays du Maghreb se lancent depuis une dizaine d'années à la conquête des marchés subsahariens (voir la stratégie de la Royal Air Maroc ou d'Attijariwafa bank, carte 6). Comme le dit Fernand Braudel, la Méditerranée est un carrefour entre trois continents uniquement séparés par les détroits du Gibraltar et du Bosphore et le canal de Suez. Aucun autre territoire dans le monde ne jouit d'une position d'interface capable de mobiliser autant de proximités – économiques, culturelles, politiques. Si l'on ne veut pas que la Méditerranée reste ce couloir de transit Est-Ouest pour les produits asiatiques vendus en Europe, il faut donner à cette mer toute la profondeur du développement africain. La Méditerranée doit donc avoir deux grands hinterlands : l'Europe et l'Afrique. C'est ainsi qu'elle redeviendra la mer centrale qu'elle fut des siècles durant. De marginale, la Méditerranée doit redevenir un territoire central.

**La troisième condition est de mener le projet avec tous ses acteurs** bien entendu – acteurs publics, ONG, usagers, citoyens, entreprises – mais en donnant à ces dernières une place motrice. Ce qui a marché dans les intégrations Nord-américaine et Est-asiatique, **c'est la dynamique apportée par les firmes** qui ont su bâtir des systèmes productifs transfrontaliers

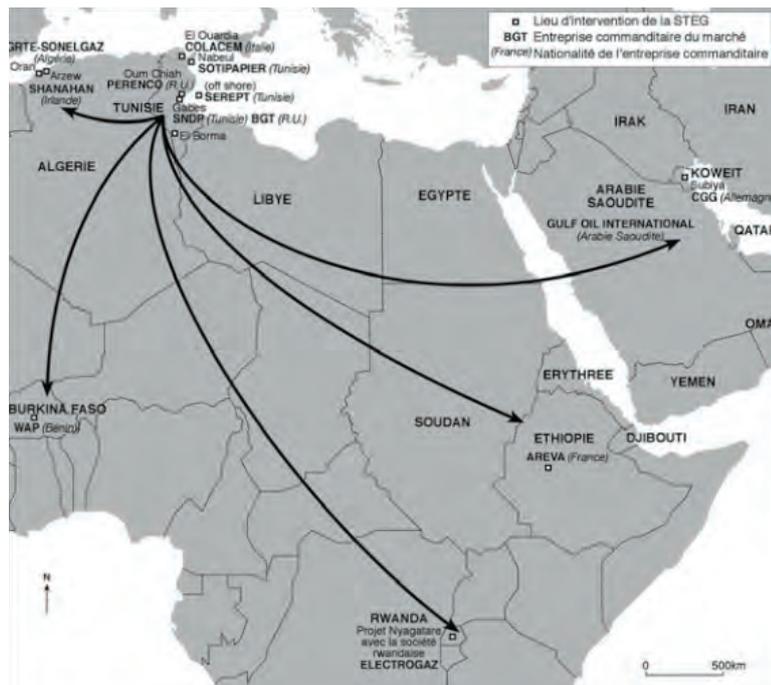
Nord-Sud. Les Européens y parviennent à peine en Méditerranée, c'est ce que nous devons mettre en avant d'emblée pour réussir l'intégration africaine.

Les deux exemples ci-joints (cartes 6 et 7) illustrent cette dynamique apportée par certaines sociétés nord-africaines, qui essaient sur l'ensemble du continent africain.

CARTE 6. IMPLANTATION DU GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER MAROCAIN ATTIJARIWABA BANK



CARTE 7. LOCALISATION DES MARCHÉS DE LA SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ (STEG SERVICES)



Source : STEG – Conception S. Daviet – réalisation P. Pentsch / [Daviet 2014]

### 2.1.2 - Affirmer nos préférences collectives pour un système productif régulé, solidaire et durable

Si l'on veut éviter de répliquer le modèle centre-périphérie (qui reste le modèle des relations dans l'Aléna), si l'on veut réguler les échanges internationaux et non pas les laisser aux rapports de force (qui dominent au sein de l'Asie orientale), l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe doivent affirmer des préférences collectives communes. Nous devons d'abord **donner la préférence à la coproduction et à la mutualisation des ressources et non pas à la prédation**. Le passage à l'économie de la connaissance est un des aspects du tournant économique plus général caractérisé par la coproduction des ressources, la mutualisation de leur usage, le développement inclusif et la participation. La Verticale doit en faire son principe d'action. Il ne s'agit pas de nier les réalités de la compétition, mais d'insister davantage sur les vertus de la mutualisation.

Nous devons ensuite construire notre partenariat Afrique-Méditerranée-Europe sur **un système productif régulé, solidaire et durable dans le respect des cultures et des droits humains**.

- **Productif** : l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe disposent de toutes les ressources et des savoir-faire nécessaires pour s'allier à l'Amérique du Nord dans la révolution numérique, actuellement dominée par le « GAFA » : Google, Apple, Facebook, Amazon – sans compter les Cisco, eBay et autres Netflix. L'Afrique, la Méditerranée et l'Europe disposent d'immenses marchés actuels et potentiels que nous devons renforcer par un système productif et compétitif.
- **Régulé et solidaire** : le rôle moteur des firmes et l'accent mis sur l'économie dans les nouvelles relations internationales, doivent s'entendre dans le respect de réglementations fortes et dans le plein respect des droits humains. Face au court-termisme et à l'ultra-libéralisme, nous devons, ensemble, défendre des valeurs de précaution, de contrôle social, des politiques publiques en faveur des plus démunis.
- **Durable** : notre stratégie commune doit épouser d'emblée le cap d'une économie fondée sur la transition énergétique, les circuits courts, une révolution numérique qui permet de promouvoir un modèle économe en ressources naturelles, et une croissance socialement inclusive. L'Afrique, qui est en train de passer directement à la révolution de la téléphonie mobile pour offrir des services administratifs, bancaires ou informatiques à distance, le comprend. Elle devra de même développer des réseaux décentralisés alimentés par une production solaire distribuée sur les territoires.

C'est la transformation de ce modèle économique qui permettra à l'Europe, à la Méditerranée et à l'Afrique de multiplier les projets, rapprocher leurs normes, élargir leur partenariat aux enjeux culturels et sociaux. Mener une intégration régionale « en profondeur » prend plus de temps que de se contenter d'une intégration « superficielle » limitée au commerce. Mais nous ne bâtissons pas notre région commune à coups d'opérations ponctuelles, guidées par des opportunités commerciales ou d'accès aux ressources.

**La verticale AME ne deviendra la première région du monde qu'à travers un nouveau modèle de développement et de nouvelles relations Nord-Sud.**

## 2.2 - Régionalisation de la mondialisation : valoriser notre proximité

### 2.2.1 - Proximité géographique

L'accélération de la mondialisation a pu laisser croire que l'on pouvait produire n'importe quoi, n'importe où et avec n'importe qui, et que la notion de distance était obsolète. En réalité il n'y a pas plus de « fin de l'histoire » que de « fin de la géographie ». On observe aujourd'hui le retour de la proximité, qui devient une valeur sûre, un avantage comparatif et une vertu. A l'heure du pétrole cher et du réchauffement climatique les transports longue-distance sont

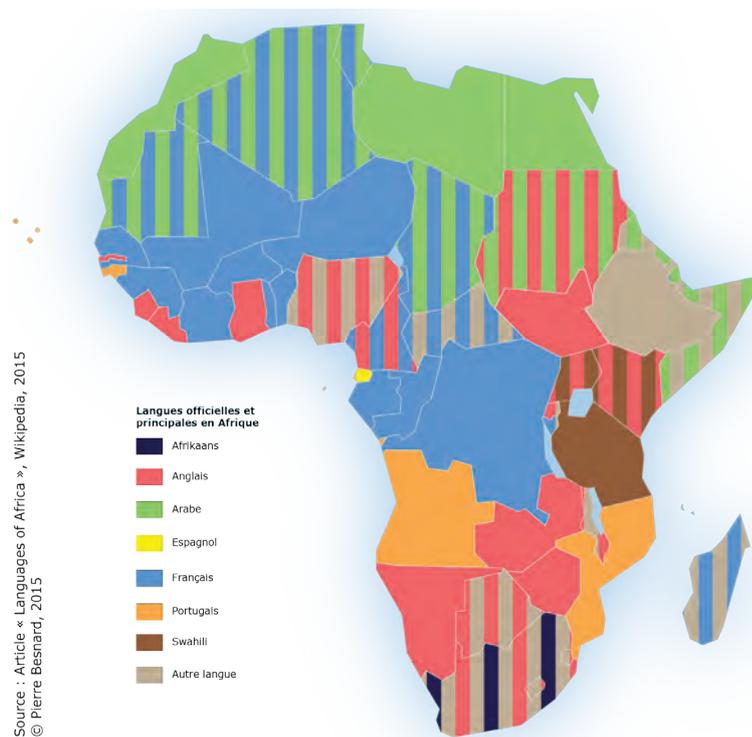
moins intéressants ; le temps est venu de ne plus faire voyager sur de longues distances les produits bons marchés et de médiocre qualité ; à l'heure de l'économie de la connaissance, la coproduction des ressources se fait mieux entre acteurs géographiquement et culturellement proches ; à l'heure de la dérégulation, les circuits courts deviennent la meilleure garantie de la qualité et de la solidarité.

C'est la raison pour laquelle de nombreuses entreprises délocalisées en Chine, déçues, cherchent à se relocaliser. Le mouvement a commencé aux Etats-Unis, il doit être favorisé en Europe mais aussi en Méditerranée et en Afrique du fait des énergies renouvelables, du moindre coût de la vie et de la proximité de l'Europe.

### 2.2.2 - Proximité historique

Dans l'Afrique de 1914, seuls deux pays sur 56 étaient indépendants (le Libéria et l'Ethiopie qui sera elle-même occupée par l'Italie en 1936). Les Européens ont, pour le bien et pour le mal, laissé leurs empreintes sur les territoires africains. L'Europe a un terreau, à la fois positif et négatif, un destin commun avec les Africains. Le terrain est propice, il n'est pas artificiel car beaucoup y prédispose : le droit, la langue, la culture. A « La Verticale » de faire de ce destin une ambition, à « La Verticale » de faire d'un passé subi un avenir construit.

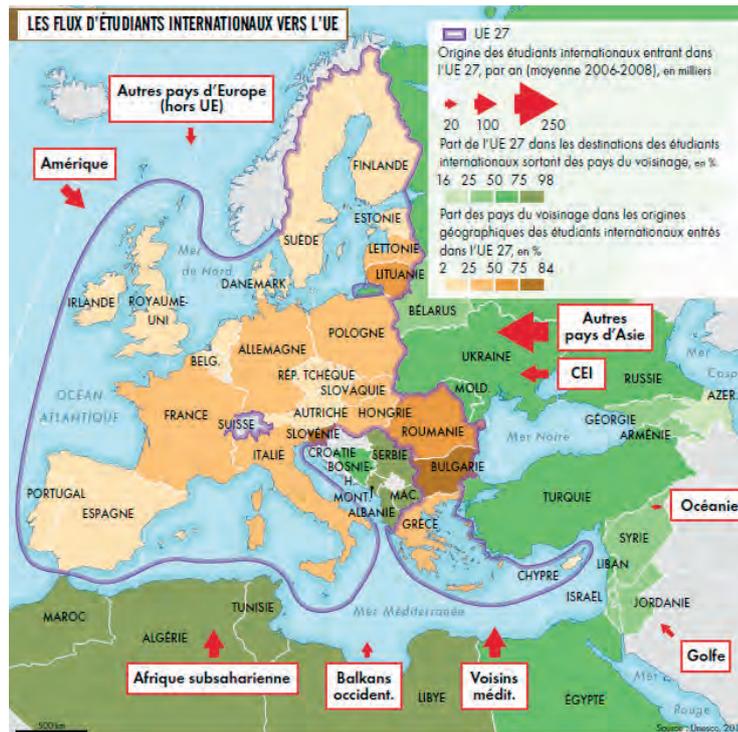
CARTE 8. LES LANGUES OFFICIELLES EN AFRIQUE SONT SOUVENT DES LANGUES EUROPÉENNES



### 2.2.3 - Proximité linguistique et culturelle

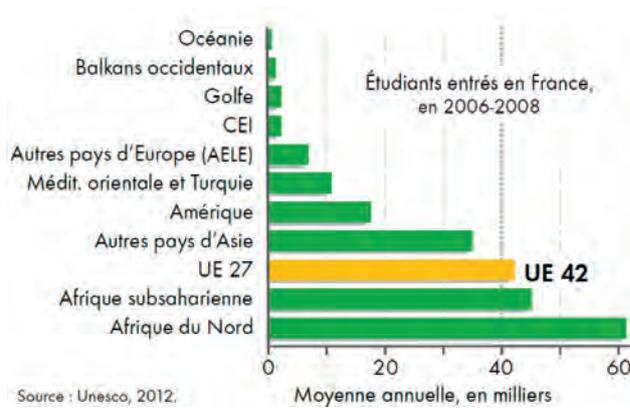
L'importance des langues européennes en Méditerranée et en Afrique est une véritable donnée géopolitique. Elle explique le flux croissant d'étudiants africains en mobilité dans le vieux continent. De manière générale, une grande partie des étudiants d'Afrique et du Sud méditerranéen parle au moins une langue européenne, ce qui favorise leur mobilité. Certes l'Amérique du Nord attire de plus en plus les diplômés africains et méditerranéens. Mais l'Europe a des atouts bien supérieurs si elle veut valoriser sa proximité.

FIGURE 7. L'EUROPE, TERRE D'ÉLECTION DES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE ET DE MÉDITERRANÉE



Source: Beckouche et Richard [2013]

FIGURE II. UNE GRANDE PART DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS EN FRANCE VIEN DE MÉDITERRANÉE ET D'AFRIQUE



Source: Beckouche et Richard [2013]

L'essentiel de la Verticale AME tient sur quatre fuseaux horaires ; ses habitants vivent au même rythme. Cela facilite les échanges tant économiques que culturels et médiatiques. Pour prendre l'exemple de la France, les radios et télévisions d'information de l'hexagone bénéficient d'un large public outre-Méditerranée. Depuis 2010, France 24 a triplé son audience au Maghreb. En Tunisie, elle est même devenue la quatrième chaîne la plus regardée, devant la populaire Al Arabiya. En Côte d'Ivoire France 24 est la chaîne d'information internationale la plus suivie ; elle est regardée par 68% de la population du pays et même 75% de ses cadres dirigeants. Au Mali, TV5 Monde rassemble chaque jour 45% des habitants de la capitale ; elle est au troisième rang parmi les chaînes regardées dans le pays<sup>7</sup>. Enfin, la chaîne Africa 24, dirigée par Constant Nemale, est en train de faire une percée remarquable. Ce média panafricain desservant 20 pays (dont la France, la Belgique et la Suisse), est la première chaîne

7 Étude TNS Sofres/ Africascope, 2013

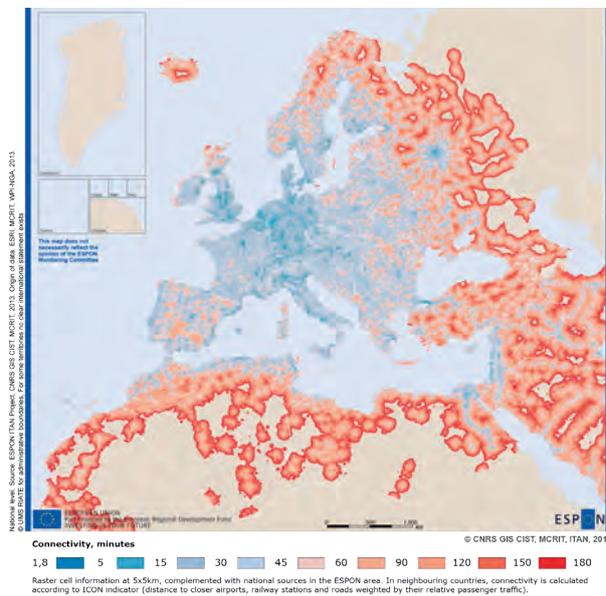
mondiale d'information sur l'Afrique<sup>8</sup>, seule sur le créneau de l'information en continu et proposant une grande diversité de programmes (dont JT Financia, premier journal financier quotidien sur l'Afrique). Pour la radio, 29% des Abidjanais écoutent RFI chaque jour, et la proportion monte à 44% pour les cadres et dirigeants.

### 2.2.4 - Passer de la proximité à la connexion

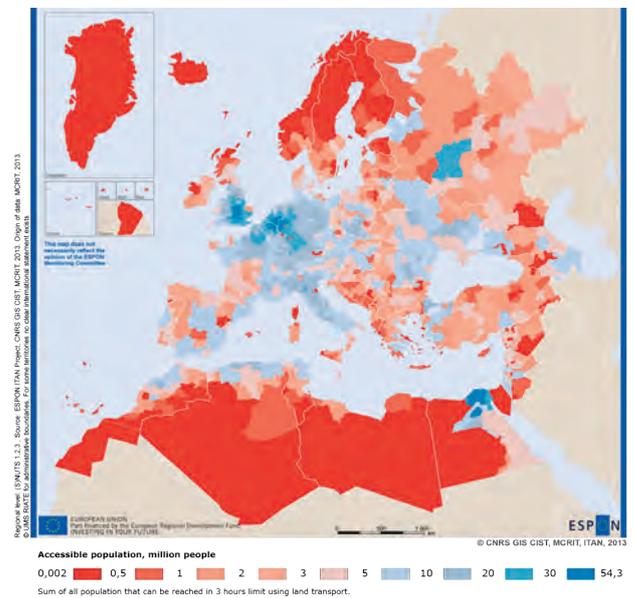
Cette proximité ne peut devenir réalité que si cette grande région mondiale est concrètement connectée. Pour le moment, les territoires sud-méditerranéens restent mal connectés à l'Europe, et les liaisons de transport avec l'Afrique subsaharienne restent très en retard. Or pour tirer profit de la masse critique de la Verticale, encore faut-il que les marchés soient physiquement connectés. De même, la connexion électrique entre Nord et Sud de la Méditerranée, qui a commencé (« Boucle méditerranéenne »), sera la condition de tout partenariat énergétique régional dans ce domaine.

CARTE 9. LES TERRITOIRES SUD-MÉDITERRANÉENS RESTENT MAL CONNECTÉS

Temps d'accès de chaque territoire au réseau de transport



Nombre de personnes accessibles à trois heures de transport



L'infra et l'info-structure doivent aussi permettre la connexion informatique de la Verticale. L'informatisation des sociétés et des économies est une mutation majeure, comparable à ce que fut l'industrialisation au XIX<sup>ème</sup> siècle. Certes les échanges numériques sont globalisés, mais il y a beaucoup à faire pour que la connexion informatique favorise l'intégration régionale de l'Europe à l'Afrique, en faisant de la confiance la matière première du partenariat Nord-Sud : définition d'une charte d'usage commune en matière de TIC favorisant une harmonisation des pratiques, création d'un fonds d'investissement dédié aux TIC, réalisation d'un *Cloud computing* AME qui ne serait pas captif des leaders nord-américains.

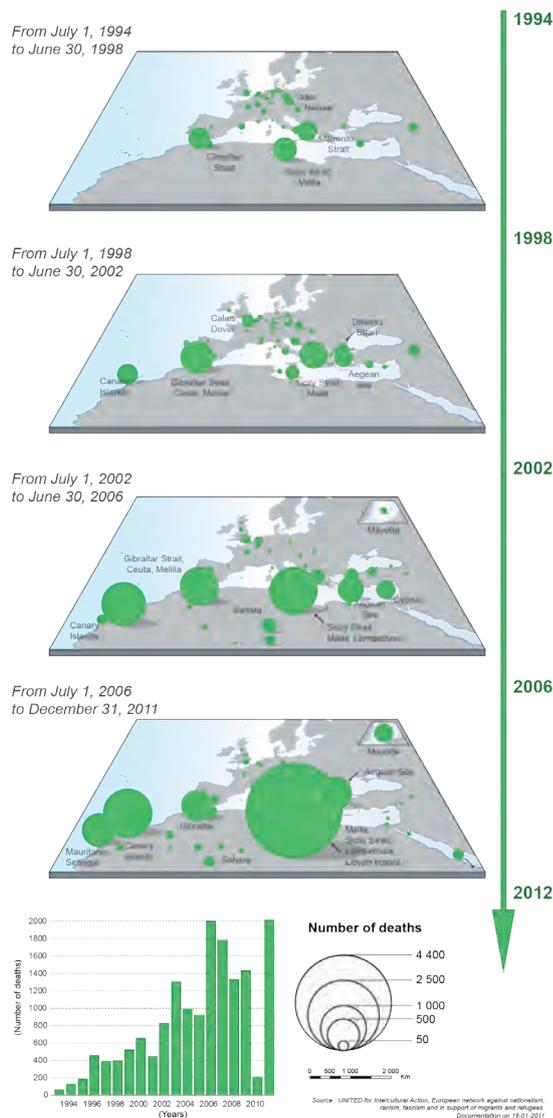
Une région réellement connectée signifie aussi de **passer d'une approche administrative des migrations à une approche économique des mobilités et des compétences**. On ne peut en aucun cas dire aux peuples que le projet est celui d'une intégration régionale mais que chacun devrait rester chez soi.

8 Ibid

Ce que le Nord et le Sud de la Méditerranée ne sont pas parvenus à faire, nous devons le réussir, ensemble, avec l'Afrique, en commençant par les mobilités professionnelles – des entrepreneurs, des cadres, des compétences, des artistes etc.

Enfin la sécurité est évidemment la condition d'une connexion effective. La politique sécuritaire, nécessaire, doit être accompagnée d'une politique de développement d'ampleur. Dans le Sahel par exemple, les interventions militaires ne peuvent suffire. La Verticale doit aider à la reconquête sociale et économique du Sahel par ses habitants, notamment grâce à son aménagement : chemin-de-fer reliant les oasis, autoroute transsaharienne, etc. La notion de sécurité peut être une valeur mobilisatrice de la Verticale AME, mais à condition de l'élargir à la **sécurité humaine générale** : sécurité des approvisionnements électriques, de l'accès à l'eau et à l'assainissement, à la santé et à la formation, sécurité alimentaire, sûreté des médicaments, et, bien sûr, sûreté des biens et des personnes. Le drame des migrants qui meurent quotidiennement en Méditerranée est à la fois un gâchis humain insupportable, un échec de la coopération régionale et du développement, comme en atteste la carte ci-dessous.

CARTE 10. LE DRAMATIQUE ÉCHEC DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE ENTRE L'EUROPE, LA MÉDITERRANÉE ET L'AFRIQUE. NOMBRE DE MIGRANTS MORTS EN TRAVERSANT LA MÉDITERRANÉE, 1994-2011



## 2.3 - Nouvelles relations Nord-Sud : valoriser notre complémentarité

### 2.3.1 - Dépasser le « voisinage » et les relations centre-périphérie

L'impératif d'une économie productive, solidaire et durable ne concerne pas seulement le Sud : l'Europe doit aussi adopter un modèle de croissance moins piloté par les objectifs financiers, plus durable et socialement plus inclusif. Une opportunité historique se présente donc de réaliser ce changement ensemble. Il s'agit, au Nord comme au Sud, de valoriser les créateurs de valeur au lieu des détenteurs de rentes de tous types :

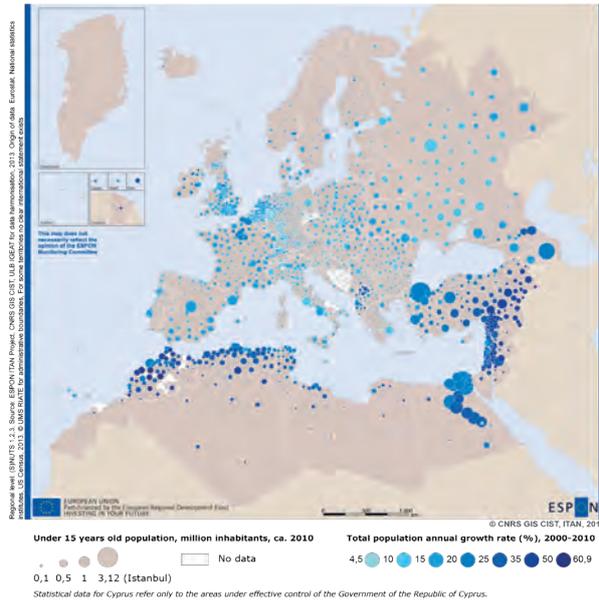
- néocoloniale – la position européenne de surplomb à l'égard de ses voisins du Sud ;
- sociale – les groupes sociaux qui tirent bénéfice de leur insertion dans la mondialisation pour maintenir leur avantage sur les classes moyennes de leur pays ;
- technologique – l'avance occidentale en matière de brevets et notamment nord-américaine dans la révolution numérique ;
- militaire – la position de force des Etats-Unis ;
- monétaire et financière – au bénéfice de l'influence chinoise ;
- naturelle – les ressources énergétiques aux mains de quelques oligarques de quelques pays ;
- commerciale et péagère – le protectionnisme de fait de l'Union européenne face aux produits méditerranéens et africains, au lieu de promouvoir une préférence commerciale commune.

A ces conditions, Nord et Sud de la Verticale pourront valoriser les atouts immenses de leur complémentarité et favoriser l'équité et l'égalité dans les échanges. Ce dont les pays d'Europe ont besoin (jeunesse, main d'œuvre, nouveaux marchés, potentiel d'investissement, ressources énergétiques) ils peuvent le trouver dans les pays du Sud. Ce dont les pays du Sud ont besoin (stabilité institutionnelle, technologie, gouvernance moderne), ils peuvent le trouver en Europe. La complémentarité entre pays de niveau de développement différent, loin d'être un handicap à l'intégration d'une région, est le ressort de son succès.

### 2.3.2 - Pour les Européens, la Méditerranée et l'Afrique sont d'essentiels relais de croissance

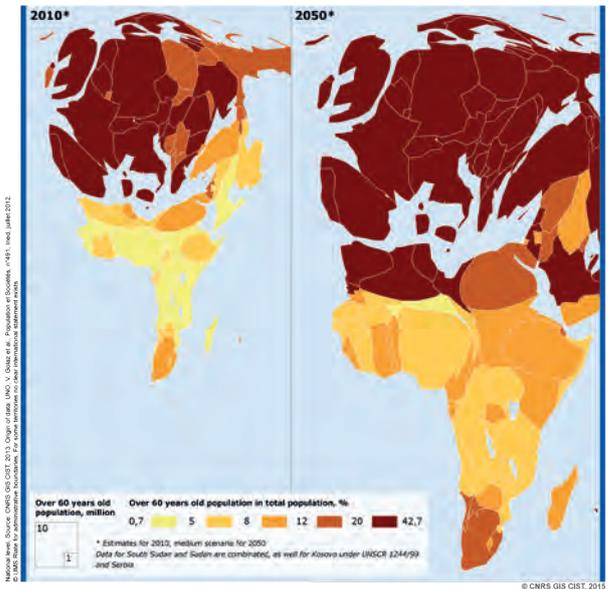
Méditerranée et Afrique ont un grand potentiel démographique. Cela signifie non pas tant un potentiel migratoire qu'un potentiel de mobilités, et, surtout, d'immenses marchés à venir au Sud. D'ici 2040, l'Europe occidentale et les Peco vont passer de 517 à 532 millions d'habitants ; les Balkans occidentaux de 24 à 22 millions du fait d'une transition démographique que les guerres récentes ont accélérée ; le voisinage oriental, Russie comprise, va lui aussi reculer, de 218 à 198 millions. Seul le Sud progressera significativement : les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée de 285 à 377 millions, et la péninsule arabe (plus l'Irak) de 102 à 187 millions. Cette vaste région, qui compte aujourd'hui un milliard d'habitants, en comptera, grâce aux pays arabes, 185 millions de plus. Et si on lui rajoute l'Afrique subsaharienne, la Verticale comptera en 2040 trois milliards d'habitants, soit un tiers des habitants de la planète. Qu'on mesure le retournement : en 1950, il y avait deux Européens pour un Africain ; un siècle plus tard il y aura au moins trois Africains pour un Européen.

CARTE II. LA JEUNESSE EST AU SUD.  
Les moins de quinze ans en Europe et Méditerranée.



Source: ESPON «ITAN» [2014]

CARTE I2. LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE EST À L'ŒUVRE.  
AUJOURD'HUI EN MÉDITERRANÉE ET DEMAIN EN AFRIQUE.  
Part (%) des plus de 60 ans dans la population, 2010 et 2050.



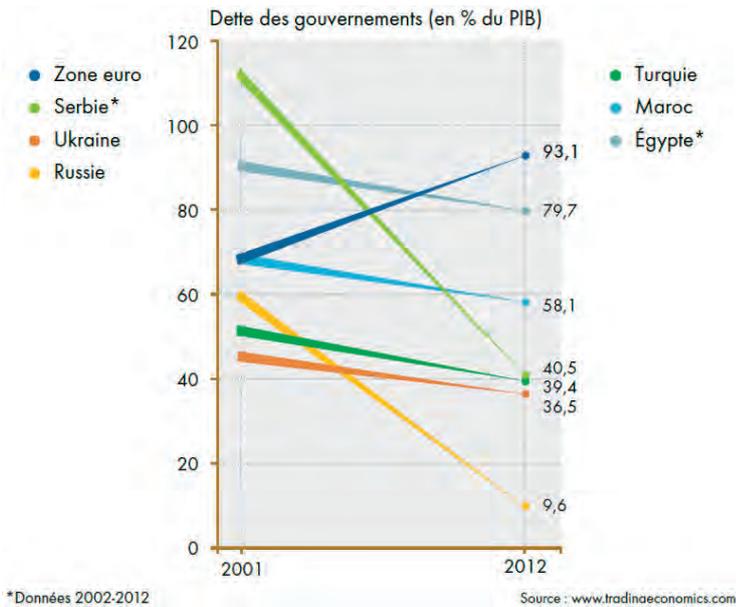
Elles sont aussi **un réservoir de croissance économique**. Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM) sont, depuis deux décennies, sortis de ce qui était pour certains une quasi autarcie économique, et ont réussi une remarquable stabilisation macroéconomique. Alors que le chemin était inverse pour l'Europe, ce qui limite durablement son potentiel de croissance, tous ces pays à l'exception de l'Égypte, de la Tunisie et du Liban, se sont désendettés. En dépit de déficits budgétaires qui se sont plutôt creusés, les PSEM ont trouvé les moyens de rembourser leur dette. Et on a vu que depuis deux décennies le différentiel de leur taux de croissance économique par rapport à l'Europe ne cesse se maintenir ni même de croître.

Les marchés potentiels sont encore plus grands en Afrique, qui reste très sous-équipée : les coupures d'eau ou d'électricité sont fréquentes, les routes pavées peu nombreuses. Ce sont autant d'opportunités pour les entreprises européennes en partenariat avec les entreprises africaines d'équipements et d'infrastructures ; l'Afrique devrait dépenser 500 milliards de dollars dans ce secteur sur les dix prochaines années, pronostique la Banque mondiale. Alors que le continent regorge de ressources énergétiques, 620 millions d'Africains, soit les deux-tiers de la population, n'ont toujours pas accès à l'électricité. Cela veut dire que la production d'électricité va devoir être multipliée par dix d'ici 2040 ou 2050. Durant les deux décennies qui viennent, il faudra plus de 30 milliards d'euros par an pour financer ne serait-ce que les infrastructures électriques en Afrique. Quant aux marchés de consommation de produits électroniques, alimentaires ou cosmétiques, ils sont évalués à 1 000 milliards de dollars par an à l'horizon 2020<sup>9</sup>.

Si l'Europe sait contribuer à leur transition politique et économique, et si elle sait ne pas se contenter d'y exporter ses produits, la Méditerranée et l'Afrique peuvent devenir des « Dragons » de l'économie mondiale de demain.

9 Les Echos du 4 décembre 2013

FIGURE 12. ENDETTEMENT EN EUROPE, DÉSENETTEMENT DANS LES VOISINAGES



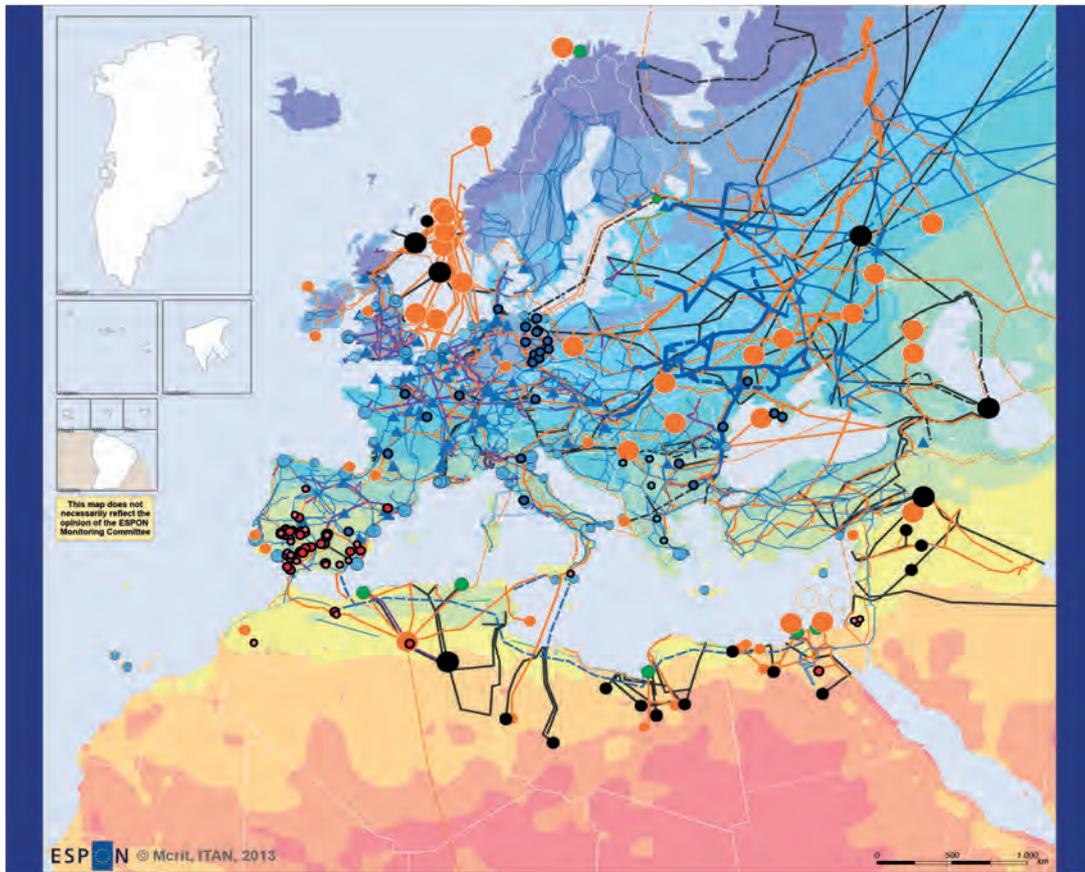
Source: Beckouche et Richard [2013]

Afrique et Méditerranée sont enfin **un réservoir énergétique**. L'énergie est le domaine dans lequel l'interdépendance des pays euro-méditerranéens est la plus stratégique : le tiers du gaz et le quart du pétrole consommés en Europe viennent d'Afrique du Nord, sans compter la part qui passe par la Turquie ; 70% des exportations de pétrole et 90% des exportations de gaz de l'Afrique du Nord sont destinées à l'Europe.

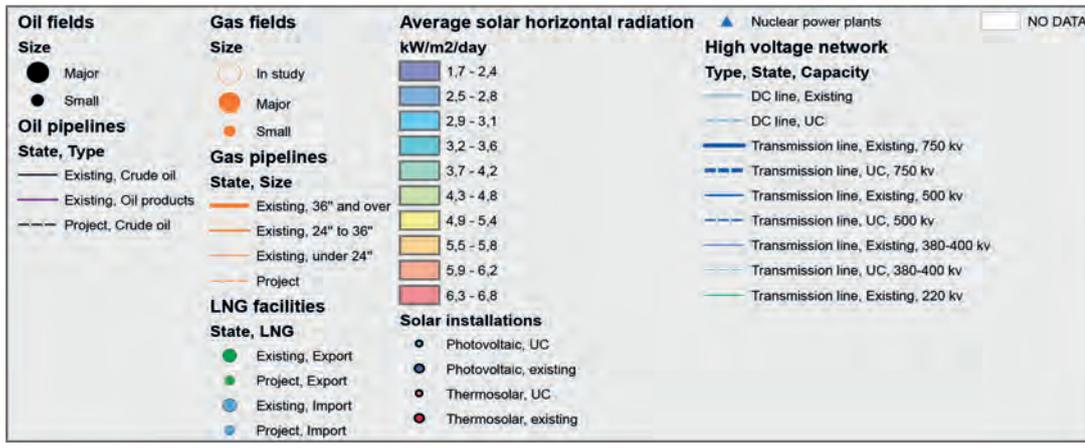
Les crises à l'Est de l'Europe : Géorgie d'abord, Ukraine ensuite, mettent l'accent sur la nécessité pour l'Europe d'équilibrer ses sources d'approvisionnement et d'en renforcer la composante méditerranéenne et nord-africaine. L'énergie est aussi le domaine dans lequel la coopération concrète a été la plus profonde, avec la décision d'aller vers des marchés euro-méditerranéens de l'électricité et du gaz, la réalisation de la boucle électrique méditerranéenne, le lancement du Plan Solaire Méditerranéen. Mais pour le moment, les grands contrats commerciaux ne se sont pas prolongés d'accords industriels ; la défiance reste grande entre pays producteurs et pays consommateurs. Beaucoup reste donc à faire pour que l'Europe profite de manière plus sécurisée des ressources énergétiques de ses partenaires arabes. En outre, la croissance de la demande d'énergie, qui pourrait tripler dans les PSEM d'ici 2030, appelle la mise en place d'importantes capacités de production d'électricité dont les entrepreneurs et investisseurs européens, méditerranéens et africains pourraient bénéficier. Il faudra d'ici 2030 entre 310 et 350 milliards de dollars d'investissement pour réaliser de nouvelles capacités de production d'énergie dans les PSEM [Ipemed 2013].

Le potentiel de l'Afrique subsaharienne est encore plus grand. Riche en pétrole et en gaz naturel, elle pourrait devenir un plus gros exportateur que la Russie – ce qui permettra à l'UE de diversifier ses approvisionnements. Enfin comme les PSEM, l'Afrique pourrait devenir un producteur majeur d'énergie renouvelable qui pourrait, selon l'Agence Internationale de l'Energie, couvrir 45% du mix électrique africain à l'horizon 2040.

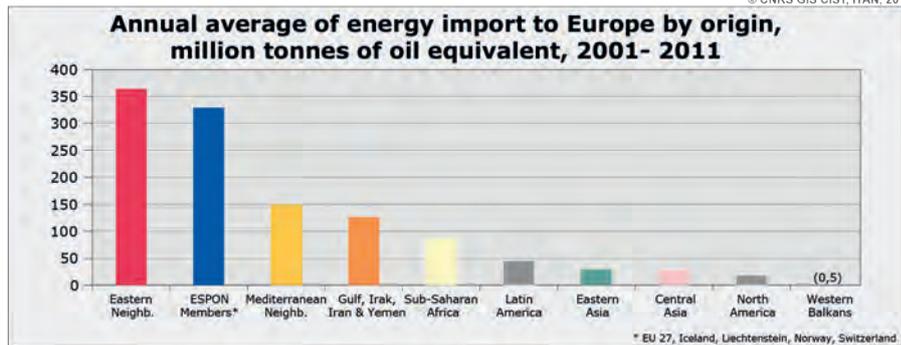
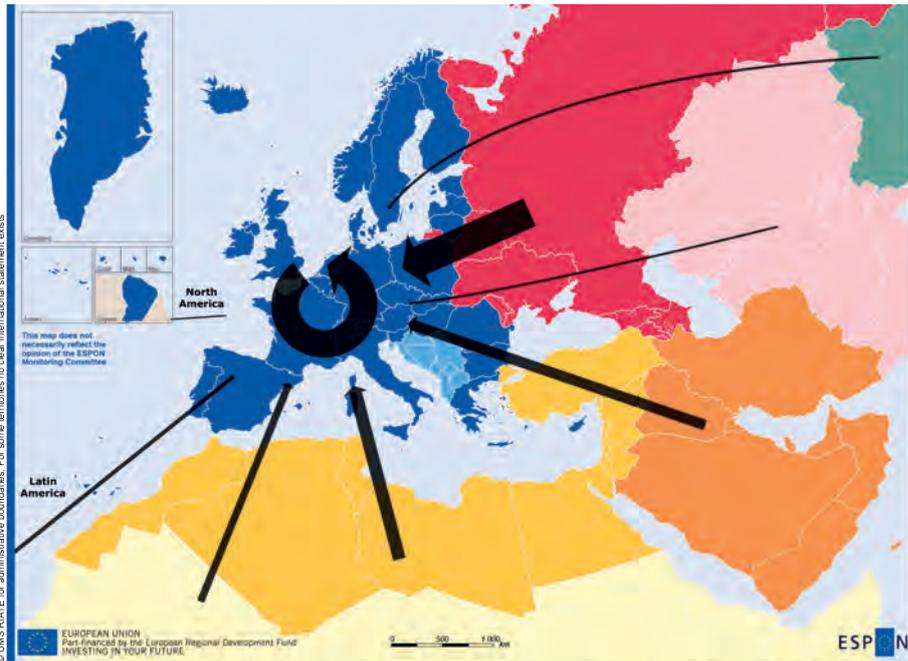
CARTE I3. L'INTÉGRATION RÉGIONALE PAR L'ÉNERGIE.  
Potentiel solaire et réseaux énergétiques dans la région Europe – Méditerranée



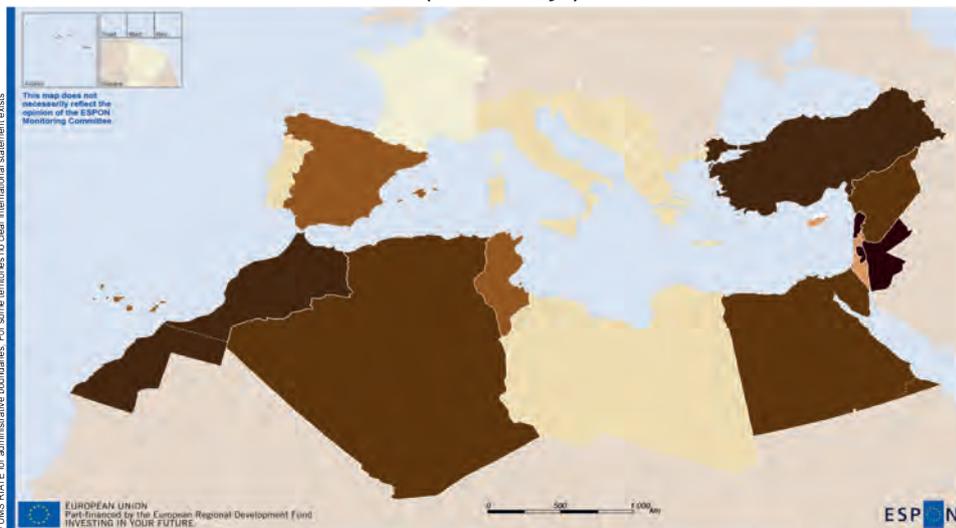
ESPON © Mcrit, ITAN, 2013  
 Regional level: NUTS 2010 & SNUTS V1  
 Source: ESPON Database, ESPON ITAN, Mcrit.  
 Origin of data: ENTSO-E, Concawe, GIE, NASA SSE, MCRT 2013 ITAN Database  
 © UMS RIATE for administrative boundaries  
 For some territories no clear international statement exists



CARTE I4. ÉNERGIE : L'EUROPE IMPORTE DE PLUS EN PLUS DE SES VOISINAGES.  
Importations annuelles (tep, 2001-2011)



CARTE I5. LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ SE DÉVELOPPEA SURTOUT AU SUD  
Croissance annuelle attendue (% , 2010-2030) selon l'OME.



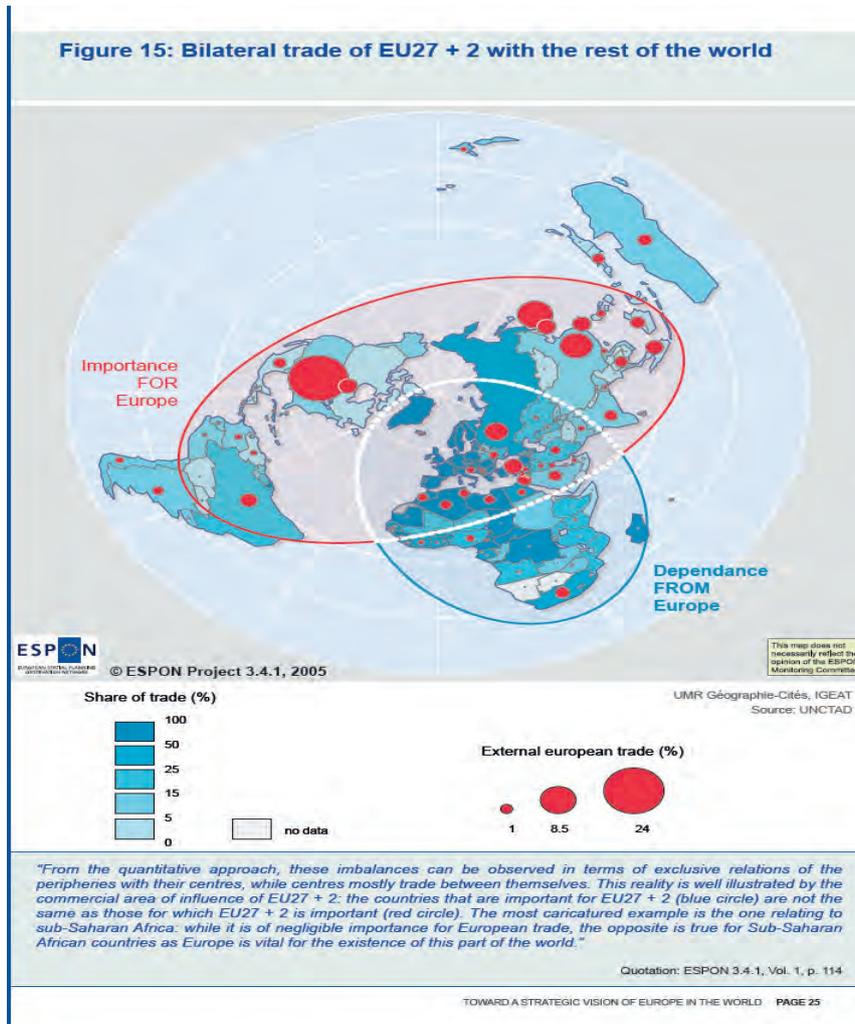
Average annual growth rate of electricity production, %, 2010-2030\*  
0 1 2 3 4 5 6 7 No data

\* conservative scenario  
Western Balkans : average value for Former Yugoslavia countries (except Solvenia) + Albania

### 2.3.3 - Pour les Méditerranéens et les Africains, l'Europe est le partenaire clé de leur développement

L'Europe représente d'abord un grand marché. Les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée sont fortement liés aux marchés d'Europe occidentale, mais dans une proportion rapidement déclinante : 60% dans les années 1980, 44% aujourd'hui. Il s'agit d'une tendance lourde, que les accords de Barcelone ne seront pas parvenus à infléchir. Les PSEM trouvent de nouveaux débouchés entre eux, en Afrique subsaharienne, dans le Golfe, mais aussi en Asie et dans les Amériques. Le Golfe et le Moyen-Orient eux aussi destinent une proportion décroissante de leurs exportations à l'Europe occidentale. C'est également vrai de l'Afrique : 59% de ses exportations étaient destinées à l'Europe en 1986, mais seulement 26% en 2011. En somme, tous les voisinages de l'Europe, proches ou lointains, lui destinent une proportion déclinante de leurs exportations, signe que ces pays s'insèrent mieux dans les échanges mondiaux et trouvent de meilleures rémunérations de leurs produits ailleurs que sur les marchés traditionnels européens – mais signe aussi que la demande en Europe est léthargique et que l'effet polarisateur de l'Europe, certes encore élevé, recule.

CARTE 16. LES PAYS MÉDITERRANÉENS ET AFRICAINS SONT LARGEMENT DÉPENDANTS DU MARCHÉ EUROPÉEN.  
 Importance du marché européen pour les exportateurs (bleu) et destination des exportations européennes (rouge).

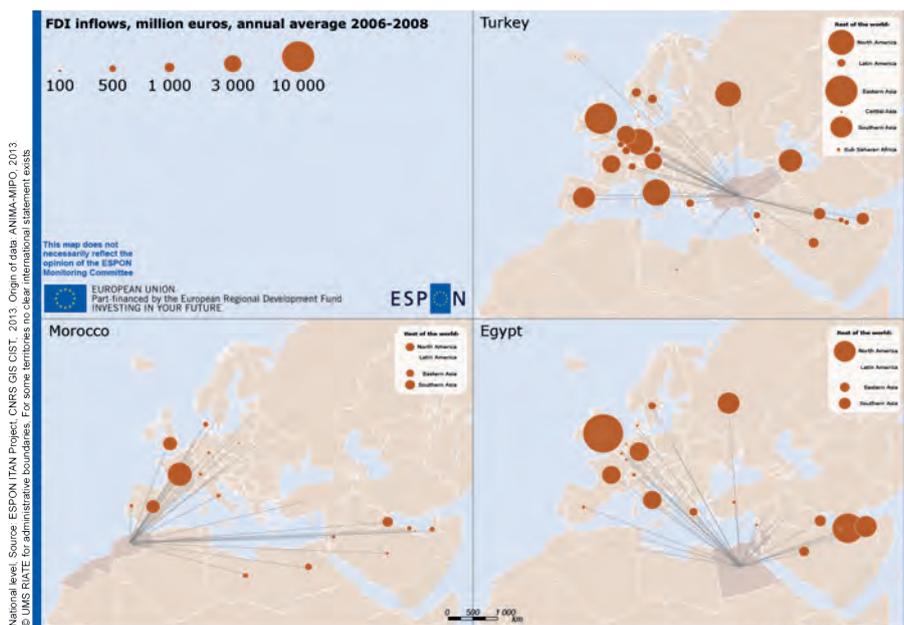


Source: Grassland et Didelon [2006]

L'Europe est ensuite une source d'investissement et, à travers ces IDE, de connexion à l'économie mondiale. Les IDE sont souvent décriés : ils créeraient insuffisamment d'emplois, seraient limités à un nombre restreint de territoires bénéficiaires et auraient un faible impact sur les économies locales. L'image est vraie, mais de moins en moins. Le problème est ailleurs : il est dans le retard des Européens à considérer que leur avenir se joue dans leur Sud, alors que les Etats-Unis et les Japonais, eux, l'ont compris. Cela dit, et malgré le volume encore trop faible d'investissements venus d'Europe, les pays partenaires méditerranéens et africains dépendent encore largement d'elle pour attirer des IDE (carte 17), même si les parts de marchés des Européens, là aussi, reculent.

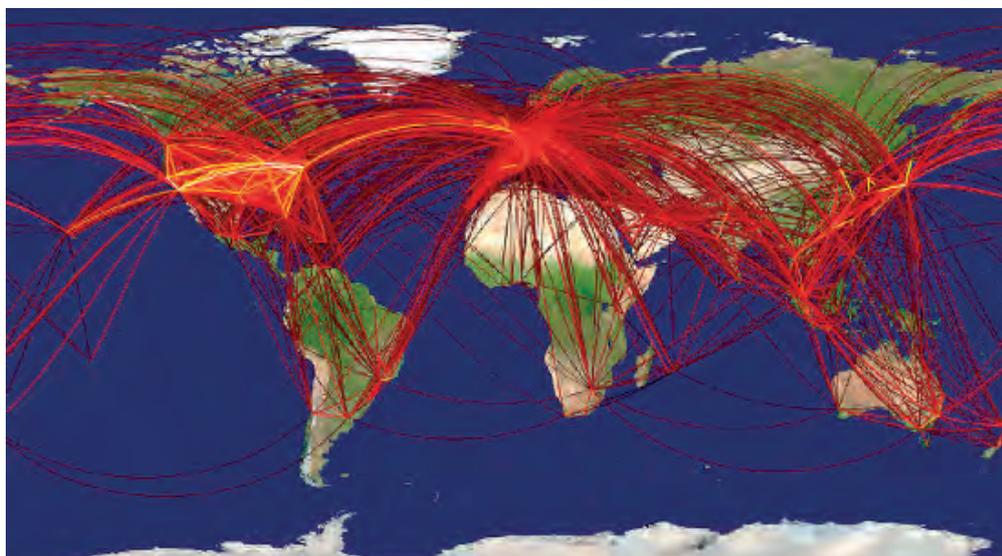
CARTE 17. INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS : LES PAYS SUD-MÉDITERRANÉENS RESTENT SOUS L'INFLUENCE EUROPÉENNE – MAIS DE MOINS EN MOINS.

Origine des IDE qui entrent en Turquie, au Maroc et en Egypte (années 2006 à 2008)



Source: ESPON «ITAN» [2014]

CARTE 18. LA CONNEXION INTERNATIONALE DE L'AFRIQUE SE FAIT PRINCIPALEMENT PAR L'EUROPE. Le cas du transport aérien (principales lignes aériennes)



Source : Frankfurter Allgemeine Zeitung

Enfin l'Europe représente une source de normes et de technologies, et un modèle de gouvernance démocratique. A condition que les rapports Nord-Sud ne retombent pas dans leurs errements néocoloniaux et dans le double langage, les valeurs démocratiques et le savoir-faire de l'Europe sont plébiscités en Méditerranée et en Afrique. La réticence des Européens à changer leur regard sur leur Sud y crée des déceptions et des rancœurs. Mais la demande d'Europe reste considérable. Elle est le partenaire clé pour entrevoir de passer, ensemble, à la nouvelle économie productive, durable, solidaire que les transitions numérique et énergétique exigent.

## 2.4 - Nouveau modèle de développement : faire face aux enjeux de demain

### 2.4.1 - Un partenariat économique productif...

Les Européens, les Méditerranéens et les Africains doivent **passer des délocalisations à la co-localisation et à la coproduction**. Les entreprises peuvent tirer un grand avantage de la proximité géographique, de la complémentarité des niveaux de développement en procédant à des co-localisations (un pied au Nord et un pied au Sud, partage de la valeur ajoutée, transfert de technologies). Le secteur public accompagne déjà cette intégration productive Nord-Sud avec la sécurisation des investissements, et la coopération décentralisée (collectivités locales, université, hôpitaux,...).

Ils doivent aussi **faire de l'agriculture un secteur productif moderne et solidaire**. La croissance de la demande alimentaire mondiale, la concurrence exercée sur les terres arables par les bioénergies, le report des placements spéculatifs sur les denrées alimentaires depuis 2006, et les émeutes de la faim qui émaillent, dans les Suds, la récente envolée des cours mondiaux, donnent à l'Europe une responsabilité particulière. Le Sud méditerranéen et l'Afrique sont les plus grands importateurs alimentaires du monde. Mais plutôt que d'en profiter pour écouler ses produits, l'Europe doit contribuer à y développer des filières, les coopérations inter-entreprises, les échanges croisés et la sécurisation des approvisionnements alimentaires.

Cela ne sera pas facile. L'idée s'impose peu à peu que les biens agricoles seraient des biens comme les autres, qu'il serait bon d'acheter des marques génériques mondialisées et bon marché – ce qui, au passage, ouvrira la voie à l'achat massif de produits génétiquement modifiés venus des Amériques. Mais tous ne pensent pas ainsi : comme le dit le président de la FNSEA française : « *Il faut promouvoir de grands sous-ensembles mondiaux qui aient une vision partagée sur les questions agricoles, alimentaires, la ressource en eau, afin d'accompagner les pays en développement et de trouver des synergies* »<sup>10</sup>. L'Europe ne doit pas seulement partager la production avec son Sud et transférer les méthodes du développement rural qui ont fait leur preuve avec la Politique Agricole Commune. Elle doit aussi œuvrer à une convergence des normes. Le changement climatique a d'ores et déjà un impact sur la productivité agricole en Méditerranée et dans l'Afrique sahélienne. Les ressources en eau se dégradent, la biodiversité recule, les sols sont moins fertiles. Par ailleurs la révolution de la mobilité accélère la transmission des agents pathogènes (multiplication des « invasions biologiques »). En quelques années, la protection environnementale et sanitaire de la production agroalimentaire est devenue une des préférences collectives explicites des Européens. Cette préoccupation doit être étendue à la Méditerranée et à l'Afrique.

10 Xavier Beulin au Congrès de la FNSEA de mars 2011

Compte tenu du rôle central de l'énergie pour le développement, et compte tenu de la complémentarité stratégique entre l'Europe et son Sud en matière de ressources, **l'énergie peut devenir le premier secteur productif intégré de la Verticale**. Cela suppose de ne pas considérer le Sud comme un simple producteur de matières premières mais au contraire d'y réaliser la production d'équipements énergétiques, notamment dans les oléoducs et gazoducs, la production de centrales électriques et d'équipements solaires, et la transformation dans les dérivés du pétrole (pétrochimie). Les Allemands ont compris l'intérêt stratégique d'un partenariat énergétique productif avec l'Afrique du Nord et du Sud du Sahara. Le projet « *Désertec* », même s'il a mal débuté, le montre. Le gouvernement allemand le dit dans son rapport de 2014 sur la nouvelle politique africaine : l'Afrique est un continent « *d'avenir et d'opportunité* » avec qui travailler sur un modèle nouveau de partenariat, dans tous les domaines et notamment économique, y compris pour faire face à la concurrence chinoise<sup>11</sup>. L'Allemagne souhaite développer un modèle nouveau de coopération avec l'Afrique tout en suivant de près les positions adoptées par la France. Cela se fera dans le cadre d'une nouvelle politique de coopération Europe-Afrique, s'éloignant du « voisinage » et du surplomb traditionnel du Nord sur le Sud.

#### 2.4.2 - ...durable

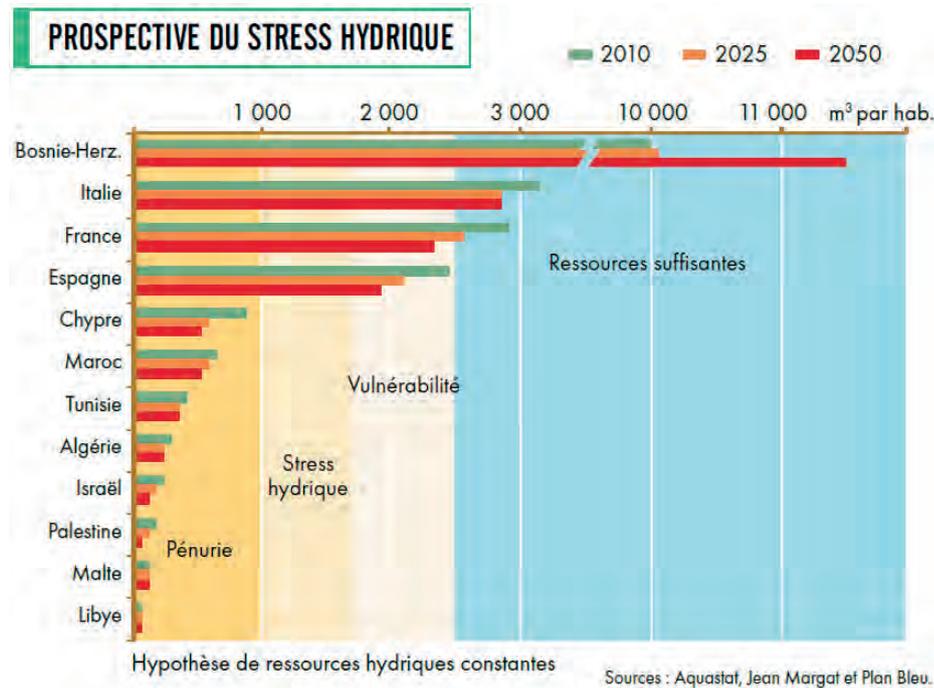
Outre la filière des énergies renouvelables, le secteur de l'eau et de l'assainissement est un des grands enjeux environnementaux de notre coopération internationale. Difficilement transportable, liée à la façon dont les acteurs locaux la gèrent, l'eau n'est apparemment pas l'affaire de relations internationales à l'échelle d'une vaste région. Et pourtant elle en est une pierre angulaire : certaines ressources en eau sont transfrontalières, leur gestion partagée demande des relations internationales apaisées. Par ailleurs les transferts de savoir-faire peuvent faire de l'eau une filière d'excellence commune. Enfin, l'eau fait partie du triptyque stratégique qui l'associe à l'agriculture et l'énergie.

Sans même tenir compte de l'aggravation liée à une demande qui explose et au changement climatique qui y sera particulièrement sévère, 180 millions de Méditerranéens sont d'ores et déjà en situation de stress hydrique ; 20 millions n'ont pas accès à une eau potable, 47 millions n'ont pas accès à un système d'assainissement adéquat. En Afrique subsaharienne, ce sont 300 millions de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable, davantage encore n'ont pas accès à l'assainissement. Les solutions sont du côté d'une meilleure gestion de la demande, d'une gouvernance clarifiant les rôles de l'Etat, des opérateurs, des autorités locales et des usagers. Les Européens peuvent beaucoup apporter de leur savoir-faire dans ce domaine, et ainsi contribuer au lancement de projets de qualité qui trouveront alors leurs financements [Ipemed – Orjebin-Yousfaoui 2014].

Au total, les trois secteurs : eau, énergie et agriculture, sont prioritaires, stratégiques, et doivent être traités simultanément en raison de leur interdépendance.

<sup>11</sup> Source : «Die neue Afrika-Politik des BMZ : Afrika auf dem Weg vom Krisen – zum Chancenkontinent» – Bonn: Bundesministerium für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung, 2014 – 13 S., Kt.

FIGURE 13. LE STRESS HYDRIQUE EN MÉDITERRANÉE À L'HORIZON 2050



Source: Beckouche et Richard [2013]

Depuis les années 2000, la Méditerranée est considérée comme un « hot-spot » du réchauffement climatique dans le monde, notamment du fait de la baisse des précipitations. L'Afrique sahélienne est déjà une des zones du globe les plus vulnérables sur le plan climatique. Et selon la revue Science, l'Afrique australe sera avec l'Asie du Sud la région du monde dont les productions agricoles seront les plus affectées par le changement climatique d'ici à 2030. L'adaptation au changement climatique, l'aménagement urbain et rural durable, la transition énergétique et le développement de filières économiques économes en ressources, doivent donc être au cœur de la Verticale Afrique-Méditerranée-Europe.

### 2.4.3 - ...et solidaire

A l'échelle nationale, la solidarité signifie la valorisation du secteur collectif : économie sociale et solidaire, coopératives, biens publics, communaux.... La propriété collective des ressources et leur gestion participative ne peuvent plus être considérées comme des héritages archaïques qui seraient appelés à se dissoudre dans le marché. Au contraire, à côté du secteur public et du secteur privé, le secteur collectif s'affirme comme un élément important de la modernité économique d'une société que la révolution numérique rend plus mutuelle [Rifkin 2014]. Dans le domaine de la santé, cela signifie la promotion de la couverture sociale universelle, et non de la couverture privée.

A l'échelle internationale, cela signifie que les pays du Nord et les pays du Sud doivent être placés sur un pied d'égalité – ce que ne parviennent à faire ni les Etats-Unis, ni la Chine ni le Japon dans leur propre région. L'expérience de la construction européenne est d'une grande portée, car nulle part dans le monde cette expérience du dépassement du national n'a été aussi loin. Les Européens, qui ont l'expérience régionale la plus poussée dans le monde, peuvent étendre cette approche partenariale à la Méditerranée et à l'Afrique.

La France doit jouer un rôle moteur dans cette nouvelle relation à l'Afrique mais elle doit le faire dans un cadre multilatéral et non pas bilatéral. Comme en Méditerranée, les Européens ne peuvent convaincre leurs partenaires du Sud que s'ils ne procèdent pas de manière unilatérale et strictement nationale. Les Allemands sont de plus en plus présents en Méditerranée et en Afrique, en particulier à travers leurs grandes fondations et leurs entreprises : vingt

ans après l'avoir fait dans les Peco, ils redéployent leur appareil industriel dans le deuxième cercle de leur voisinage, notamment en Tunisie [Ipemed – Weigert 2012]. Le Royaume-Uni a lui aussi des positions fortes en Méditerranée et en Afrique. La Commission Européenne multiplie les prises de position sur les pays sud-méditerranéens, et espère faire de l'Afrique la « pile énergétique » de l'Europe (voir la réunion des Ministres de l'Energie à Rome le 19 novembre 2014). Les Européens ne bâtiront une région intégrée qu'en proposant, ensemble, un nouveau partenariat avec leur Sud.

## 2.5 - Conclusion : quatre raisons pour l'intégration de notre région commune AME

L'intégration Afrique-Méditerranée-Europe répond ainsi à quatre objectifs :

### 1°) S'appuyer sur une tendance structurante : la régionalisation de la mondialisation

Alors que l'Europe fut la pionnière de l'intégration régionale, elle est désormais distancée dans ce domaine car elle n'est pas parvenue à une bonne articulation avec ses voisins émergents. Quant à lui, le monde arabe reste peu intégré ; pour ne pas être ballotté dans la mondialisation il a besoin d'un ancrage stratégique à l'Europe et il peut jouer un rôle central dans la Verticale AME. Enfin l'Afrique subsaharienne, malgré ses intégrations régionales encourageantes, est de plus en plus soumise à des influences extérieures centrifuges.

### 2°) Mettre le « cap au Sud » comme le capital le fait déjà et réciproquement accepter que le Sud mette le « cap au Nord »

De plus en plus de grandes sociétés européennes adoptent comme découpage régional l'ensemble Afrique-Méditerranée-Europe. En Asie, en Amérique et heureusement également en Europe, elles comprennent le profit qu'elles peuvent tirer d'une coproduction avec le Sud, au lieu de la prédation. Le capital du Nord est à l'œuvre et il faut que le politique suive. Réciproquement, certains industriels du Sud de la Méditerranée et d'Afrique subsaharienne commencent à trouver un intérêt croissant à venir co-produire en Europe pour profiter du grand marché, des normes internationales et de la profondeur scientifique des milieux de recherche. Dans les prochaines années, il faudra gérer cette interdépendance du Nord vers le Sud et du Sud vers le Nord et assurer la sécurité du capital et la mobilité des compétences et des travailleurs.

### 3°) Prendre place auprès des américains et des asiatiques pour préparer le monde de demain

Les Amériques et l'Asie orientale ont pris une longueur d'avance à la fois dans les rapports économiques mondiaux et dans la construction des grandes régions Nord-Sud. Si l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique veulent peser, c'est notre intérêt partagé de construire ce grand espace de régulation des flux des capitaux, des biens, des informations et des personnes.

### 4°) Promouvoir un nouveau modèle de développement et de nouvelles relations Nord-Sud

L'avantage comparatif de la proximité et de la complémentarité ne suffit pas. La crédibilité de la Verticale AME repose sur notre capacité de nous inscrire, ensemble, dans la nouvelle économie collaborative que dessinent la révolution numérique, la transition énergétique et la montée en puissance du secteur collectif. C'est sur ces bases nouvelles que nous devons construire un système productif régional solidaire et durable.

Les Européens doivent passer d'un esprit de conquête et de donneur de leçons à un esprit de partage, de partenariat et de participation.

## COMMENT ? LA FONDATION LA VERTICALE AME, OUTIL DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE

Dans les années 1990, les grandes régions Nord-Sud ont mis en place leurs institutions décisionnelles, financières, ou d'études. L'Alena s'appuie ainsi sur plusieurs Commission (de l'environnement, du libre-échange, du travail), sur une trentaine de groupes de travail et comités créés pour faciliter le commerce, l'investissement, la circulation transfrontières des gens d'affaires ou encore le règlement des différends. Par ailleurs les trois pays ont créé en 2006 un outil de concertation entre les milieux d'affaires et les décideurs politiques : le North American Competitiveness Council. Un grand nombre de think tanks et de centres de recherche travaillent sur les intégrations régionales américaines. **L'ensemble des Amériques dispose de la Banque Interaméricaine de Développement (BID)**, dont le siège est à Washington et l'action est dédiée à l'Amérique latine. Une des cinq commissions régionales de l'ONU, la Commission Economique Pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), se consacre au développement et à l'intégration régionale de l'Amérique latine. **La CEPAL constitue le creuset intellectuel et politique où les élites du Sud en priorité et du Nord se rencontrent pour élaborer des stratégies communes d'intégration.** Les Etats de l'hémisphère sont regroupés au sein de l'Organisation des Etats Américains. Depuis 1994, les Sommets des Amériques réunissent, tous les trois ans, les 35 pays d'Amérique du Nord, centrale et du Sud.

Le dernier sommet les 10 et 11 avril 2015 à Panama a été très médiatisé avec la réconciliation entre Cuba et les Etats-Unis. Mais l'essentiel a porté sur l'intégration économique régionale.

En Asie orientale, les Etats disposent de plusieurs institutions dédiées à l'intégration régionale : l'Asean bien sûr (créée en 1967), mais aussi l'Asean Regional Forum (ARF, qui réunit depuis 1994 les pays de l'Asean et leurs voisins), l'Asean+3 (Chine, Corée du Sud, Japon, depuis 1997), les East Asian Summits (EAS, qui se tiennent depuis 2005). Ces regroupements de chefs d'Etat et de gouvernements disposent d'outils ou recourent à des commissions sur les questions économiques, à commencer par la Chiang Mai Initiative (CMI, lancée en 2000 dans le domaine de la coopération financière). La région a maintenant deux banques de développement régional, l'Asian Development Bank et la Banque Asiatique pour les Investissements et les Infrastructures (BAII, créée en octobre 2014), et une commission régionale des Nations unies (Economic and Social Commission for Asia and the Pacific – ESCAP). Comme dans les Amériques, l'intégration régionale est analysée par un grand nombre de centres d'études et de recherche, dont le principal think tank est l'ERIA (l'Institut de Recherche Economique pour l'Asean et l'Asie Orientale).

**En ce qui concerne la grande région AME, aucun dispositif institutionnel de recherche regroupant les Etats de cette région n'existe.** Il y a beaucoup de centre d'études sur la Méditerranée, d'autres sur l'Afrique, d'autres encore sur les liens entre tel pays européen et la Méditerranée ou l'Afrique. Par exemple, le Groupe inter-académique pour le développement (GID) est une association internationale créée en 2007 par dix académies de l'Europe du Sud et du continent africain, mais il ne comprend pas l'ensemble des pays de la région et est purement académique. On peut aussi mentionner le CERDI (Centre d'Etudes et de Recherche sur le Développement International) dont le professeur Patrick Guillaumont a créé en 2003 la fondation FERDI reconnue comme une référence dans le domaine de la recherche sur l'Afrique subsaharienne. Le CIAN (Conseil français des Investisseurs en Afrique) est, quant à lui, dédié aux relations B-to-B avec les entrepreneurs africains mais c'est un conseil exclusivement français. C'est aussi le cas d'autres initiatives sur les liens économiques franco-africains, comme la Fondation Afrique France pour la croissance. Les autres pays européens ont leurs think tanks consacrés à la Méditerranée ou à l'Afrique. **Mais il n'existe pas de structure d'étude des tendances lourdes de l'économie de l'ensemble de l'Europe, de la Méditerranée et de l'Afrique – qui constituent pourtant la région Nord-Sud historiquement la plus intégrée.**

### 3.1 - La Fondation « La Verticale » : les objectifs et la valeur ajoutée

#### 3.1.1 - Objectifs

La Verticale a deux objectifs :

1°) **Accélérer la transition économique des PSEM (pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée) et des pays subsahariens** en particulier en proposant des projets utiles aux populations du Sud. La mise en œuvre d'un développement productif, durable, solidaire partagé est une façon d'accélérer la transition économique et politique engagée au Sud.

2°) **Promouvoir l'intégration régionale AME par la mise en place de politiques publiques et la création d'un environnement régional propice à la mobilité des biens, des services, des hommes, des capitaux et des informations**, propices aussi à la coproduction et au développement en faisant de la Méditerranée le trait d'union entre l'Europe et l'Afrique.

La Verticale doit devenir le creuset de la réflexion politique et économique de la grande région « Afrique – Méditerranée – Europe ».

D'une part pour montrer que le développement économique de l'Europe passera par une intégration avec son Sud et que réciproquement, l'avenir de la Méditerranée et de l'Afrique se jouera dans un ancrage à l'Europe. D'autre part pour passer de la vision à l'action.

#### 3.1.2 - Valeur ajoutée

Six caractéristiques assureront une véritable valeur ajoutée pour la Fondation par rapport aux autres think tanks :

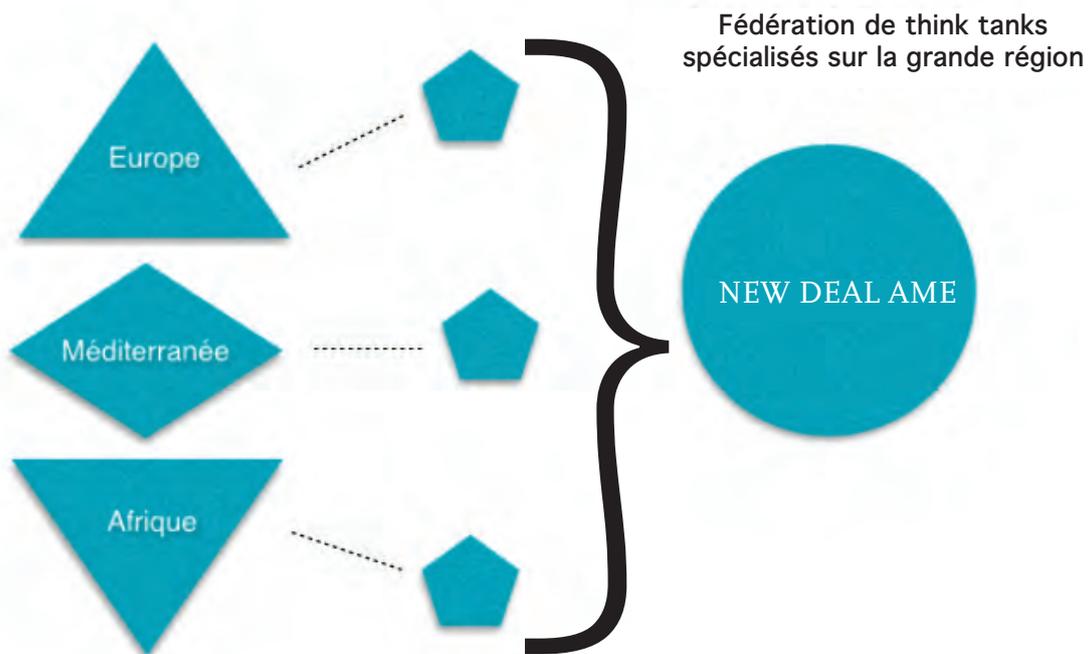
- **la pertinence géographique**, la Fondation étant à l'échelle de cette grande région mondiale ;
- **la place centrale donnée à la Méditerranée**, en insistant sur le rôle de pays comme le Maroc, l'Algérie et la Tunisie, mais aussi l'Égypte et la Turquie compte tenu de leur rôle politique et économique en Afrique et en Europe, ainsi que les pays du Golfe du fait de leur rôle grandissant dans le développement des pays de la région ;
- **l'intérêt général** de l'intégration AME, qui confère à la Fondation une influence complémentaire de celle des acteurs privés ;
- **l'approche prospective**, qui consiste à anticiper et à agir au présent pour construire l'avenir et privilégie le temps long sur le court terme. Cette approche a fait ses preuves en Méditerranée avec Ipemed, elle doit être étendue à l'échelle de la grande région ;
- **la vocation entrepreneuriale** de l'action, avec la prise en compte des secteurs de l'économie considérés comme prioritaires, en vue d'organiser des filières intégrées et de promouvoir des politiques publiques sur les grands enjeux économiques de la région : l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports, les TIC, les finances, la santé... ;
- **la gestion et l'organisation internationale paritaire** Nord-Sud de la Fondation, en promouvant toujours l'équilibre Nord-Sud dans ses instances et ses décisions.

### 3.1.3 - La fondation fonctionnera en réseau

La Verticale fonctionnera en réseau avec des relais locaux et en partenariat avec d'autres centres de réflexion spécialisés, qui garderont toute leur indépendance. **C'est la complémentarité entre ces centres de réflexion qui permettra de proposer les éléments synthétiques d'un New Deal AME.** Ces centres pourraient être entre autres :

- **Pour l'Europe :** Notre Europe (<http://www.institutdelors.eu>), Europartenaires (<http://www.europartenaires.net>), Confrontation Europe (<http://www.confrontations.org/fr>), Euro – Mediterran – Arabischer Landverrein (EMA – <http://ema-hamburg.org/>) etc.
- **Pour la Méditerranée :** IPEMED (<http://www.ipemed.coop>), Femise (<http://www.ins-med.org>), IEMed (<http://www.iemed.org>), le Secrétariat général de l'UPM (<http://ufmsecretariat.org>), etc.
- **Pour l'Afrique :** le CERDI (<http://cerdi.org/cerdi.html>), Club Efficience (<http://www.club-efficience.com>), la Fondation Afrique France pour la Croissance, German Institute of Global and Area Studies (GIGA) – Institute of African Affairs (<http://www.giga-hamburg.de/de/giga-institut-f%C3%BCr-afrika-studien>), etc.

FIGURE I4. LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE D'UN NEW DEAL AME ET LE RÔLE FÉDÉRATEUR DE LA FONDATION LA VERTICALE



## 3.2 - Les programmes d'actions

Ils sont au nombre de cinq :

- L'animation d'un **think tank** sur l'intégration de la région Afrique – Méditerranée – Europe, afin d'approfondir la connaissance (données multiples, analyses quantitatives et qualitatives, cartographie, création de bases de données, scénarios de prospective) pour éclairer les tendances lourdes qui sont à l'œuvre et vont dans le sens de l'intégration. Ce think tank aura, à l'équilibre, quatre pôles : un européen, un en Méditerranée, le troisième au Proche Orient et le quatrième en Afrique subsaharienne.
- L'animation d'un **mouvement transnational de chefs d'entreprise** ayant adopté ou projetant d'adopter le découpage AME dans leur activité, pour identifier et lever les obstacles pouvant freiner leur développement et porter leurs messages auprès des décideurs politiques.
- La **médiation et l'influence** en faveur de la grande région AME afin que des décisions politiques soient prises en faveur d'une intégration plus profonde entre les trois espaces de la région.
- Le « **brassage** » des **décideurs** publics, privés et associatifs, afin d'identifier les acteurs à fort potentiel à travers des séminaires thématiques de haut niveau, et de créer un réseau de confiance au sein de la région.
- La **mutualisation des informations stratégiques**, plateforme de référence où seront réunies et traitées les informations les plus pertinentes sur la région.

Trois pré-requis sont nécessaires à ces cinq programmes :

- l'identification des partenaires partageant la conviction que la région AME est en devenir ;
- leur accord pour une mutualisation de l'information stratégique, fondée sur l'équilibre Nord-Sud ;
- la mise en place d'une coordination tripolaire pour instaurer les règles de travail en commun tout en tirant profit des spécificités de chaque partenaire.

### 3.2.1 - L'animation d'un think tank sur l'intégration de la région Afrique – Méditerranée – Europe

La Fondation ambitionne de démontrer la faisabilité de l'intégration économique de la grande région AME. Le think tank de la Fondation :

- **identifiera les défis, les tendances structurantes nouvelles et les ruptures** attestant que la régionalisation Nord-Sud s'amplifie sur la longue période ;
- **proposera des politiques publiques et des stratégies industrielles** (filières) pour accélérer cette intégration Nord-Sud ;
- **sera en réseau avec quatre antennes** : avec le siège initial en Europe, une antenne dans un pays du Maghreb, une autre au Moyen-Orient et une quatrième en Afrique subsaharienne, afin d'être au plus près des besoins, des idées nouvelles et des acteurs qui comptent. Un bureau permanent à Bruxelles permettra d'avoir le contact permanent avec des autorités de la Commission et le Parlement Européen.

Pour y parvenir, le think tank mettra sur pied des groupes de travail thématiques internationaux associant des chercheurs, des experts, des chefs d'entreprise et des représentants des administrations compétentes européens, méditerranéens et africains afin d'établir des diagnostics partagés et proposer aux décideurs politiques des projets communs.

Ces enjeux et propositions seront déclinés dans des travaux portant sur les filières sectorielles et sur des thématiques plus transversales. Par ailleurs, des exemples de politiques qui ont accru l'intégration régionale dans les autres grandes régions du monde seront étudiés pour identifier les bonnes pratiques utiles à la région AME.

Pour ce faire, le think tank devra :

- définir les thèmes prioritaires pour une croissance durable et solidaire dans la région : énergie, eau, agriculture, transports, logistique, TIC, santé, économie sociale et solidaire, partenariat public-privé, harmonisation des législations, mobilité, financement des entreprises, éducation et formation, etc. ;
- faire de la « sécurité générale » un objectif transversal qui se décline selon les secteurs ;
- compléter l'analyse sectorielle par une analyse territoriale afin de mieux connecter et favoriser une plus grande coopération décentralisée entre territoires de la région, promouvoir une philosophie commune de l'action territoriale pour créer des bassins de vie solidaires et efficaces ;
- proposer des politiques publiques régionales pour faciliter la mise en place de projets dans les secteurs définis comme prioritaires et accélérer l'intégration régionale ;
- définir la ligne éditoriale ainsi que les formats et les contenus des publications périodiques des travaux orientés « Think and Act ». Les travaux seront à la fois informatifs et aideront à la prise de décisions pour approfondir l'intégration de la région.

### 3.2.2 - L'animation d'un mouvement transnational de chefs d'entreprise

Les expériences des autres grandes régions Nord-Sud du globe montrent que l'implication du secteur privé est déterminante pour la réussite de l'intégration. Dans l'Alena, le North American Competitiveness Council a permis aux chefs d'entreprise de parler d'une seule voix aux Présidents des Etats-Unis d'Amérique, du Canada et du Mexique grâce à la rencontre régulière avec les exécutifs des trois pays. Le NACC leur transmet ses recommandations en matière de facilitation des échanges commerciaux, d'harmonisation des normes et des réglementations, ou encore d'intégration énergétique. En ce qui concerne les relations avec l'Amérique Latine, c'est la CEPAL qui constitue le principal foyer d'animation du monde économique.

Dans la région Est-asiatique, les entrepreneurs ont été à l'origine de l'intégration productive qui s'est déployée entre le Japon et les Dragons d'abord, puis avec les Tigres et enfin la Chine. Cette intégration productive s'accompagne désormais de rencontres avec les exécutifs de la région pour tracer les grandes lignes de la coopération dans les domaines financier et monétaire, l'harmonisation des normes productives ou encore la sécurisation de l'approvisionnement énergétique et du transport maritime. C'est l'ERIA qui est le think-tank privilégié pour les questions économiques.

La mise en place d'un mouvement similaire pour la région AME est une nécessité. Le mouvement EMACF (*Euro-Middle East-Africa Competitiveness Forum*) permettra aux chefs d'entreprise de faire masse pour exposer aux décideurs politiques leur vision de l'intégration régionale et leur faire part de leurs propositions. Il rassemblera, de manière égale, un grand nombre de chefs d'entreprise des trois espaces européen, méditerranéen et africain, qui partagent, d'une part, la même conviction que l'avenir de la région AME passe par un modèle commun de développement productif, régulé, solidaire et durable, et d'autre part, la même exigence éthique de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise.

EMACF sera organisé en secteurs retenus comme prioritaires par le think tank de la Fondation. Ainsi naîtront, par exemple, la **Verticale de l'Énergie** qui regroupera les chefs d'entreprise et les experts qui s'intéressent à ces questions, la **Verticale de la Santé**, la **Verticale de l'Eau**, la **Verticale des transports**. Déjà, la **Verticale du numérique** est en train de se mettre en place.

Organisé de manière régulière chaque année alternativement dans l'un des trois espaces de la région, le **EMAC Forum** sera un moment fort pour :

- approfondir les réflexions stratégiques entre les chefs d'entreprise autour des enjeux Nord-Sud et Sud-Sud de coproduction industrielle ;
- renforcer la notion d'intérêt général et de gestion partagée des biens communs (qualité de l'eau, adaptation au changement climatique, prospérité partagée...) ;
- organiser les filières productives, secteur par secteur et promouvoir les réseaux socioprofessionnels ;
- trouver les financements des projets ;
- promouvoir la sécurité des investissements au service de l'intégration régionale ;
- multiplier les partenariats et les alliances stratégiques entre les entreprises de la région ;
- faire des recommandations par secteur, par espace ou par pays afin d'accélérer les réformes utiles à l'intégration régionale, tant Nord-Sud que Sud-Sud.

### 3.2.3 - La médiation et l'influence en faveur de la région AME

Un New Deal AME nécessite une vision portée par des personnalités politiques reconnues au sein des trois espaces de la région. Ces personnalités seront réunies au sein d'une instance paritaire (Nord-Sud, hommes-femmes) : le Comité d'Orientation Politique (COP) d'IPEMED exercera cette fonction en attendant la création de La Verticale. Il regroupera des anciens chefs d'Etat et anciens Premiers ministres désireux de coopérer pour influencer les administrations et les milieux politiques des pays de la région, les instances européennes, africaines, méditerranéennes et internationales.

Il aura pour principales fonctions de :

- définir le New Deal AME en lien avec le mouvement EMAC Forum, en exploitant les travaux du programme du think tank de la Fondation ;
- mener une stratégie d'influence en direction des décideurs et des instances politiques des trois espaces de la région (énergie, agriculture, eau) ;
- concentrer les efforts sur des projets phares dans les secteurs économiques clés de la région ;
- superviser la production d'un rapport annuel sur « L'état de l'intégration de la région AME » et sur la mise en œuvre du New Deal ;
- tenir deux sessions annuelles de travail pour donner des orientations au think tank de la Fondation et pour débattre des enjeux en fonction de l'agenda politique régional et international ;
- participer aux sessions du Forum EMAC pour partager avec les chefs d'entreprise les propositions politiques du New Deal ;
- rassembler dans le cadre d'une manifestation annuelle, la réunion annuelle du COP qui pourrait avoir lieu alternativement dans l'un des trois espaces, les décideurs politiques, les chefs d'entreprises, et les experts qui auront contribué à renforcer l'intégration de la région.

### 3.2.4 - Le « brassage » des décideurs de la région

Une des leçons de l'intégration régionale dans les Amériques et en Asie orientale tient au rôle des décideurs : à la fois leur modernisation (les élites mexicaines ou de l'Asie orientale émergente proviennent désormais des secteurs productifs modernes et non plus des secteurs de rente), et leur capacité à partager une vision convergente entre pays du Nord et du Sud.

L'intensification des liens entre les jeunes décideurs politiques et économiques au sein de la région AME permettra d'installer l'idée de la communauté de destin. **La Fondation mettra en place un programme de brassage des décideurs de la région à travers des séminaires de haut niveau**, capitalisant sur l'expérience d'IPEMED en la matière. IPEMED a en effet fait la démonstration de la pertinence de ce brassage des élites montantes, à travers les « Séminaires du Monde Méditerranéen ».

Le brassage des décideurs remplira deux fonctions :

- **identifier les décideurs émergents**, qui auront des responsabilités dans le secteur des affaires, public comme privé ou collectif, et qui souhaitent travailler dans un environnement international coopératif ;
- **organiser et animer des séminaires de haut niveau** autour des thématiques économiques prioritaires (eau, énergie, etc.).

Quatre objectifs guident ces séminaires :

- créer des opportunités de rencontres entre décideurs des mondes de l'entreprise, de l'administration publique centrale et locale, et de l'université, afin de décloisonner des milieux professionnels qui fonctionnent trop souvent en vases clos ;
- diffuser les expériences positives (bonnes pratiques, success stories) dans la région ;
- transformer ces réseaux interpersonnels de confiance en projets concrets de coopération ;
- offrir un outil de coordination des meilleurs organismes de recherche, études et formation de la région.

Trois types de séminaires seront développés dans le cadre de ce programme :

- des « **séminaires thématiques** » rassembleront, sur trois jours, une trentaine de décideurs de différents pays de la région ; chaque mois un séminaire sera consacré à un des grands enjeux sectoriels de la région ;
- des « **séminaires déconcentrés** » auront lieu dans les pays qui le demanderont, pour assurer la diffusion des projets communs auprès d'un plus grand nombre de décideurs du pays ;
- un grand « **séminaire annuel** » rassemblera, deux jours chaque mois sur toute une année, une cinquantaine de décideurs du plus haut niveau pour créer les relations de confiance interpersonnelle et faire converger les projets d'intérêt commun.

Les séminaires seront conçus comme un programme de référence, rassemblant les compétences des organismes spécialisés dans les grands enjeux sectoriels et les questions d'intégration régionale des trois espaces de la région AME.

### 3.2.5 - La mutualisation des informations stratégiques

La Verticale se fixe comme objectif de **devenir le portail web de référence de l'intégration économique Afrique – Méditerranée – Europe**. Cela suppose d'abord d'identifier et de porter à la connaissance des acteurs :

- les **principaux centres opérationnels et d'études consacrés à l'intégration économique de la région**, à l'économie de chacun de ses trois espaces, et de faciliter l'accès aux ressources de ces organismes. L'enjeu consiste à établir un partenariat avec ces organismes, afin que l'échange d'information fonctionne dans les deux sens entre ces organismes et la Verticale (référencement, flux RSS, etc.) ;
- les **rapports de référence des institutions internationales** dédiés à l'économie de la région et à celle des autres grandes régions Nord-Sud. Un grand nombre d'organismes produisent des travaux ou mènent des opérations de développement allant dans le sens de l'intégration économique régionale (Banque mondiale, Berd, BAD, OMC, ONU....), mais la profusion domine, sans synthèse ni vue d'ensemble. Il en va de même des travaux menés par les Agences ou les Fondations nationales de coopération, malgré les récentes tentatives de mieux fédérer leur action au niveau international. Il manque un outil pour faire la liste des principaux d'entre eux et le survey des textes essentiels ;
- les **travaux des principaux centres de recherche sur l'intégration économique** de la région, ses relations Nord-Sud et son modèle de développement ;
- les **réseaux professionnels** organisés sur une base transnationale Nord-Sud eurafricaine, et mettant en œuvre la coproduction.

Le portail diffusera par ailleurs les principaux résultats des travaux de la Fondation :

- ceux de son think tank, en particulier les principales productions de ses groupes internationaux de travail, et ses travaux de prospective économique sur la région ;
- ceux de l'Euro-Middle East-Africa Competitiveness Forum ;
- ceux de son Comité d'Orientation Politique ;
- ceux des séminaires de haut niveau regroupant les élites émergentes des trois espaces de la région.

Une partie de l'information produite par les différentes activités de la Fondation ne peut être diffusée publiquement. Le troisième volet de cet axe de travail sera de mettre l'information la plus stratégique à la disposition des décideurs publics, privés ou associatifs qui s'engagent dans la Verticale. Cette circulation de l'information stratégique :

- doit établir la confiance entre ces décideurs, et démontrer l'utilité de la Fondation à la fois pour rapprocher les mondes européen, méditerranéen et africain, et pour décroiser les milieux professionnels ;
- doit bénéficier aux financeurs de la Verticale.

### 3.3 - Les différentes sources de financement pour la fondation

Elles sont de trois types :

#### **Les souscripteurs privés ou publics donateurs de capital à la Fondation**

Ils seront originaires d'Afrique subsaharienne, des pays sud-méditerranéens, du Proche et du Moyen-Orient et de l'Europe (une liste est adjointe dans le tome 2 « Eléments de stratégie »). Il s'agit de mobiliser d'ici 2020 une centaine de millions d'euros a minima. Les grands donateurs de chaque pays auront droit à des services particuliers. Par ailleurs ces grands donateurs pourront exiger qu'en permanence, dans l'équipe de la Verticale domiciliée à Paris, soit présent un administrateur ou un chercheur de leur pays. La Verticale deviendra nécessairement internationale par son financement et le personnel qui la compose. Ainsi, les membres donateurs trouveront des contreparties à leurs contributions.

#### **Les entreprises signataires de conventions d'objectifs avec la Fondation**

Chaque année il faudra que les entreprises, européennes, sud-méditerranéennes, moyen-orientales et africaines, assurent un montant de deux millions de contrats d'études.

#### **Les institutions financières et organisations internationales**

Des institutions comme la Commission européenne, la BEI, l'ONU, la BIRD, la BAD etc. contribueront à assurer à l'équilibre financier de la fondation en 2020. En ce qui concerne la Commission Européenne, elle participe déjà aux financements de deux Fondations : la Fondation Anna Lindh, et le Fonds Européen pour la Démocratie (constitué le 20 décembre 2011 afin de promouvoir la démocratie dans les pays d'Europe de l'Est et du Sud).

Les institutions financières et internationales peuvent apporter soit des dotations en capital soit des subventions annuelles. Un deuxième rapport stratégique confidentiel (intitulé « Eléments de stratégie») donne plus de détails concernant les statuts, la gouvernance et les souscriptions.

## LE MOMENT EST OPPORTUN DE CRÉER « LA VERTICALE »

Le moment est opportun de créer la Verticale car les tendances lourdes sont à l'œuvre.

### • La régionalisation Nord/Sud progresse

L'Amérique est en train de constituer, au Nord avec l'Aléna et au Sud avec le Mercosur, un grand ensemble économique de 950 millions d'habitants qui contrôle cette région, avec un degré d'intégration par le commerce de 56%. La Chine, alliée au Japon et aux pays de l'Asean a constitué un grand ensemble de 2,2 milliards d'habitants et de 10 000 km<sup>2</sup> du Nord au Sud, intégrant de plus en plus l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Europe doit, elle aussi, mettre le « cap au Sud » afin qu'ensemble, l'Europe et les PSEM jouent leur rôle dans la mondialisation.

### • La région méditerranéenne est en mouvement

Les révoltes arabes doivent être comprises comme le prélude d'une transition politique et économique. Elles devraient déboucher sur des systèmes ouverts au monde et recherchant un ancrage de proximité avec l'Europe afin de répondre aux attentes des populations, prioritairement d'ordre économique.

### • Un nouveau paradigme économique collaboratif s'impose

D'une part, les délocalisations lointaines, attirées par les faibles coûts de main d'œuvre, ne constituent plus un horizon d'avenir. D'autre part, les accords de libre-échange ne constituent plus la panacée, car la dissymétrie des échanges pénalise les pays en développement. Un nouveau modèle économique collaboratif se met en place à travers la coproduction, un pied au Nord, un pied au Sud. Dans cette perspective, la relocalisation et la ré-industrialisation pourraient être bénéfique à l'Europe, à son voisinage méditerranéen et à l'Afrique subsaharienne.

### • La troisième révolution industrielle consacre la régionalisation Afrique – Méditerranée – Europe

La troisième révolution industrielle, fondée sur la numérisation de l'économie et les énergies renouvelables, confère à cette région des perspectives économiques stimulantes. Ses trois espaces ont, ensemble, toutes les compétences, toutes les ressources et tous les marchés nécessaires pour faire face à cette révolution.

Le Président Hollande déclarait récemment : « *L'Afrique, c'est notre avenir. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui connaît la plus grande progression démographique. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui connaît la plus forte croissance ces dernières années. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui a les potentiels les plus élevés (pas simplement les ressources) pour assurer son développement* » (Forum Franco-Africain pour une croissance partagée, Paris 6 février 2015).

Le Premier ministre Manuel Valls affirmait qu'« *Agir pour la croissance, c'est enfin aller la chercher partout où elle se trouve. Dans les nouvelles zones de croissance, dans les pays émergents, vers les continents d'avenir, et je pense en particulier à l'Afrique, à cette verticale de croissance Europe/Méditerranée/Afrique, porteuse d'un immense potentiel (...). Aussi, je veux appeler à une mobilisation générale pour une stratégie offensive de développement international.* » (Conférence des Ambassadeurs du 28 et 29 août 2014 – extrait du discours de Manuel Valls).

Bien au-delà de la France, trois institutions clés pour la région apportent leur soutien à La Verticale :

- **Pour la Ligue Arabe**, son Excellence Mr. D Nabil El Arabi, Secrétaire Général de la Ligue Arabe ;
- **Pour l'Union Africaine**, M. Mohammed Ould Abdel Aziz, Président de la République Islamique de Mauritanie et Président de l'Union Africaine.
- **Pour la Commission Européenne**, M. Alain Leroy, Secrétaire Général du Service Européen pour l'Action Extérieure.

Le projet La Verticale a dressé le diagnostic des limites de la PEV et a rappelé les tendances lourdes allant dans le sens de l'intégration régionale Afrique – Méditerranée – Europe, fondée sur la mobilité des biens, des services, des informations, des capitaux et des hommes. Il s'agit d'accélérer cette intégration nécessaire.

La Verticale est aussi une reformulation profonde des relations Nord-Sud, notamment à travers le passage d'un esprit de conquête à l'esprit de partage. La Verticale est le révélateur et l'accélérateur d'une intégration régionale productive, solidaire et durable. Cinq programmes de travail, déjà testés à l'échelle euro-méditerranéenne, permettent d'envisager de passer à l'action.

Dans un autre document, plus opérationnel, sont exposés les statuts, la gouvernance, les modalités de financement de La Verticale ainsi que les droits et attentes des souscripteurs.



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Beckouche P. 2011, « Bilan d'Euromed : un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Palimpsestes d'Ipemed, n°3, Paris

Beckouche P. et Richard Y., 2013, Atlas de la grande Europe : économie, culture, politique, éditions Autrement, Paris

Daviet S., 2014, « Stratégies d'entreprises et dysfonctionnements de la régionalisation euro-méditerranéenne », dans Les intégrations régionales dans le monde Processus de construction régionale et articulation global/local, A. Gana et Y. Richard coord., Édition Karthala et IRMC, 2014

Grasland C. et Didelon C., 2006, « Europe in the World », programme européen ESPON, Research Project n°3.4.1, Luxembourg

Guigou J-L., 2007, « Les quartiers d'orange Nord-Sud », Le Monde du 19 mars 2007

Ipemed (var. aut.), 2013, « Vers une Communauté euro-méditerranéenne de l'énergie », Collection Construire la Méditerranée, Ipemed, Paris

ITAN, 2014, « Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods », Applied Research 2013/1/22, programme européen ESPON, Luxembourg

Le Moci, 2015, « Rapport CIAN 2015 – Les entreprises françaises & l'Afrique », Conseil français des Investisseurs en Afrique, Paris

Orjebini-Yousfaoui C., 2014, « Financer l'accès à l'eau et à l'assainissement en Méditerranée. Les financements innovants: solution ou illusion ? », Collection Construire la Méditerranée, Ipemed, Paris

Rifkin J., 2014, La nouvelle société du coût marginal zéro. L'internet des objets, l'émergence des communaux collaboratifs et l'éclipse du capitalisme, Les liens qui libèrent, Paris

Tay S., 2010, Asia Alone: The Dangerous Post-Crisis Divide from America, John Wiley & Sons, New Jersey

Weigert M., 2014, « La coproduction dans l'ALENA : l'exemple des nouvelles générations de maquiladora, Etudes et Analyses d'IPEMED, octobre 2014

Weigert M., 2012, « Les industriels allemands en Tunisie », Palimpsestes d'IPEMED, n°12, Paris

NB. Les chapitres 1 et 2 ont été confectionnés à partir des travaux du Professeur Pierre Beckouche, qu'IPEMED remercie.

## Annexe 1 :

## « LES QUARTIERS D'ORANGE »

Par Jean-Louis Guigou

**Le Monde.fr**  
*Point de vue***Les "quartiers d'orange" Nord-Sud, par Jean-Louis Guigou**

LE MONDE | 20.03.07 |

**D**epuis la chute du mur de Berlin, les relations internationales se sont transformées. Avec l'échec des négociations de Doha en juillet 2006, cette évolution s'est accélérée. Dès 1990, les Etats-Unis ont compris la régionalisation de la mondialisation : plutôt que des délocalisations sauvages lointaines, ils ont préféré que ça se passe dans leur jardin, au Sud. Ainsi fut créé, en 1994, l'Alena, une zone de libre-échange et de régulations multiples, qui associe le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. Presque simultanément, en 1991, les Etats de l'Amérique du Sud ont créé le Mercosur. Ces deux structures légères, Alena et Mercosur, se concurrencent, mais il est admis par tous que c'est dans un cadre régional que le développement américain se fait désormais. Les Etats-Unis l'ont compris, qui consacrent à l'Amérique latine 18 % de leurs investissements directs à l'étranger (IDE).

Dans le même temps, le Japon, menacé de vieillissement et refusant toute immigration, s'est lancé dans une vaste opération de redistribution de son appareil de production en investissant en Chine, en Corée du Sud et dans les dragons du Sud-Est asiatique. Ainsi s'est constituée une deuxième reconnexion Nord-Sud puissante, puisque le Japon consacre lui aussi 18 % de ses IDE à cette zone.

Ainsi naissent des "quartiers d'orange", des blocs de systèmes industriels, commerciaux et financiers intégrés Nord-Sud qui avancent à la même heure, insérés entre deux ou trois fuseaux horaires.

Le monde des années 1950 n'associait (OCDE) ou n'opposait (conflit Est-Ouest) que les pays du Nord. Ce monde est bien fini. Depuis, l'Europe a fait la moitié du chemin et poursuivi son élargissement de 6 à 27 Etats membres. Il lui faut maintenant se tourner vers son Sud, vers les pays arabes et ceux d'Afrique.

L'avenir de l'Europe, du monde arabe, d'Israël et de la Turquie se joue en Méditerranée. La proximité géographique et la complémentarité jouent dans les deux sens : l'Europe a besoin du dynamisme démographique et des marchés émergents de la rive méridionale ; le Sud a besoin du savoir-faire de l'Europe et d'une Europe solidaire pour affronter le choc de l'ouverture commerciale, le défi des emplois à créer et des réformes politiques et sociétales que la modernité exige. L'alternative pour les deux rives est claire : s'associer et devenir une des régions majeures du globe, ou être éclatées, donc marginalisées.

La proximité géographique, en réduisant les coûts de transport, explique que les trois quarts des échanges se font avec les voisins. Elle joue aussi un rôle déterminant pour l'apprentissage de l'internationalisation des PME-PMI qui ne peuvent affronter les marchés lointains comme les grandes entreprises. A l'évidence, les PME algériennes, africaines, marocaines, mais aussi françaises ou danoises ont besoin d'un espace régional régulé pour ne pas laisser la Chine devenir la seule usine du monde, le Brésil la seule ferme du monde et les Etats-Unis le seul quartier général.

Le deuxième argument de la régionalisation est celui de la régulation de la mondialisation. A l'échelle de ces quartiers d'orange Nord-Sud, il est plus réaliste qu'à l'échelle mondiale d'établir des accords commerciaux pour enclencher le développement ; plus facile, aussi, de surveiller les normes environnementales, d'aborder les questions de protection des travailleurs, d'assurer la reconnaissance mutuelle des diplômes pour faciliter les mobilités de la main-d'œuvre. Les quartiers d'orange régulés, maîtrisés, peuvent ainsi devenir de vrais districts industriels, où la solidarité et le destin commun imposent des règles de protection vis-à-vis de l'extérieur, des circuits courts, traçables, de qualité, une gestion équilibrée entre sécurité et mobilités.

Sur le plan politique, enfin, il est temps de donner, à l'échelle régionale, une solution internationale aux conflits violents (Israël-Palestine) ou latents (Chypre, Sahara occidental...) que connaît le monde

Méditerranéen. Cela placerait l'Europe devant les Etats-Unis pour mener les négociations difficiles qui s'imposent. Tout comme la France et l'Allemagne naguère, tout comme de nombreux autres pays européens qui se sont affrontés pendant des siècles, il est temps en Méditerranée de retrouver les chemins de la confiance. Une telle reconnexion méditerranéenne serait déterminante pour envisager ensuite la nécessaire reconnexion entre l'Europe et l'Afrique.

Certes, il y a le conflit du Moyen-Orient qui jette les populations arabes dans la rue... Certes, il y a les richesses naturelles qui focalisent les énergies au Nord comme au Sud et alimentent des comportements prédateurs qui détruisent la confiance des peuples. Certes, il y a l'instrumentalisation des religions voulue par les néoconservateurs américains et les intégristes islamistes. Certes, la Chine et les Etats-Unis investissent ces voisinages de l'Europe et contrecarrent cette reconnexion Nord-Sud en Méditerranée.

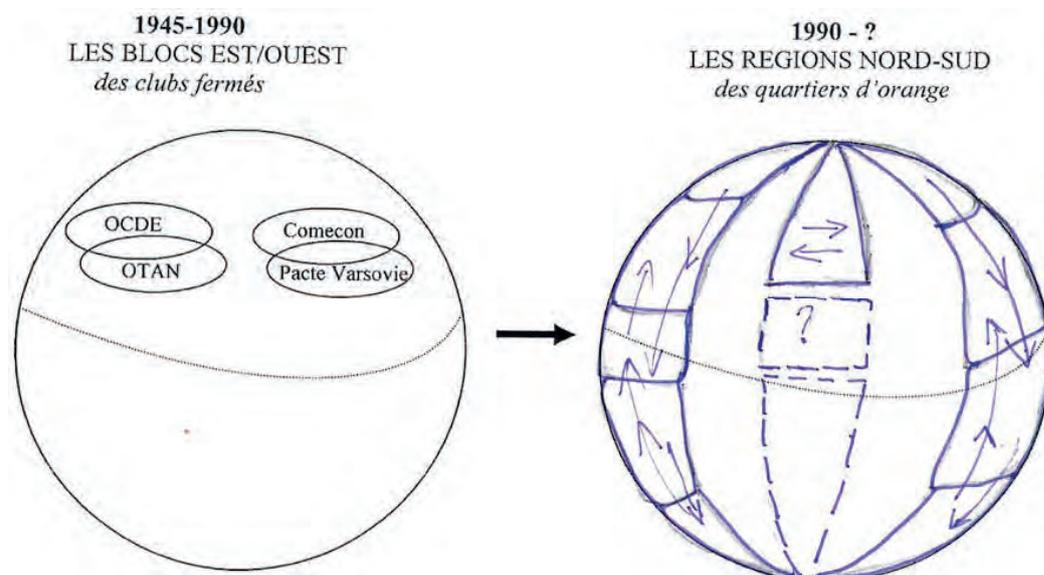
Mais un nouveau regard des Européens sur les pays arabes et des Arabes sur les Européens est en train de changer le cours de l'Histoire. Des courants nombreux et divers convergent vers des propositions audacieuses et nécessaires : une Communauté méditerranéenne dans le cadre de la coopération renforcée permise par le traité de Nice, et à laquelle adhéreraient ceux des pays de la rive Nord et de la rive Sud convaincus de la nécessité d'un ancrage réciproque ; des institutions spécifiques (un "G Med", un secrétariat politique) et un budget propre ; des politiques communes (énergie, espace financier, agriculture et développement rural, eau, santé, éducation et mobilités...) pour trouver des solutions à des problèmes qui dépassent désormais l'échelle nationale. Une telle Communauté, dont la France devrait prendre l'initiative, pourrait compter sur la mobilisation de la société civile et notamment des entreprises, afin d'envisager des financements croisés entre les deux rives.

"La terre est bleue comme une orange", disait André Breton. Les quartiers qui s'y dessinent prennent la forme de grandes régions. L'Europe doit très vite comprendre que la région qui est la sienne comprend tout le monde méditerranéen. Les pays européens, qui ont su transformer leurs peurs (peur de la guerre, peur du communisme) par la construction européenne, doivent pouvoir transformer la peur du conflit Occident-Orient en une nouvelle utopie mobilisatrice : celle d'une Communauté méditerranéenne, véritable prototype des relations Nord-Sud qui, associant des hommes de richesse, de culture ou de religion différentes, doit s'appuyer sur les valeurs de dignité, de respect et d'échange pour créer ce qui pourrait devenir la plus grande région du monde.

**Jean-Louis Guigou est délégué général de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen.**

Article paru dans l'édition du 20.03.07

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3232,36-884959,0.html>



## Annexe 2 : Fiche technique

### CEPALC - COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

#### Origine

La Commission Economique pour l'Amérique Latine a été créée en 1948 par la résolution du Conseil Economique et social 106 de l'ONU pour accélérer la reconstruction et la transition économique et politique des pays d'Amérique Latine. Son siège se situe à Santiago du Chili. La CEPAL a été un lieu de résistance pendant les périodes de dictature et de révolutions qui secouaient l'Amérique latine. « Laboratoire » des politiques latino-américaines, elle produit régulièrement des rapports économiques et influence les gouvernements d'Amérique du Sud. Elle a accueilli en juillet 1984 les Caraïbes et prend le nom de la CEPALC.

#### Organisation

La CEPAL est l'une des cinq commissions régionales des Nations Unies. Elle comporte 700 chercheurs essentiellement économistes avec un budget de 40 millions de dollars/an. Outre son siège à Santiago elle possède 5 antennes régionales, des bureaux à Buenos Aires, Brasilia, Montevideo, Bogota ainsi qu'un bureau de liaison à Washington. Elle représente les 33 pays du sous-continent d'Amérique du Sud. Progressivement elle s'est élargie à 11 pays associés dont les Etats-Unis, le Canada et certains Etats européens.

#### Idées novatrices

A ce sujet nous pouvons citer la théorie du développement endogène associée au protectionnisme douanier ; la remise en cause de la division internationale du travail entre le centre et la périphérie ; la promotion du commerce intra-régional fondé sur la complémentarité et la proximité ; la politique de développement industriel et de substitution aux importations ; la politique de diversification des exportations ; l'intérêt pour la recherche industrielle et la démarche prospective.

Tous ces concepts ont assuré la promotion d'une économie de type keynésien par opposition au libre-échange que prônait le Nord de l'Amérique.

#### Le Creuset intellectuel et politique

La CEPALC a été le lieu de rassemblement et de brassage des nouvelles élites économiques du continent sud-américain, de fortes personnalités y ont été chercheurs et ont longtemps animé des séminaires comme Raul Prebisch, qui a été le premier directeur de la CEPAL et le premier gouverneur de la banque centrale d'Argentine, ou encore Celso Furtado, Ministre de la planification du Brésil.

La commission forme les cadres pour les administrations de tous les pays sud-américains, un lieu de résistance aux dictatures et aux coups d'état et à la volonté hégémonique et libérale des Etats-Unis. La directrice, Mme Alicia Barcena considère que la CEPALC est un « foyer de civilisation ».

#### Les missions de la CEPAL

Avec des missions très diverses, la CEPAL :

- produit essentiellement des études économiques de type transversales (développement, intégration régionale, commerce, production, développement social, planification, etc.) ;
- se spécialise dans des travaux de prospective et de construction de l'avenir ;
- produit chaque année des outils statistiques de comparaison des 35 états d'Amérique du Sud ;
- joue un rôle central dans le développement d'une conscience continentale sud-américaine ;
- permet le brassage des élites publiques et privées ;
- mène une activité de conseil aux gouvernements, avec une grande influence ;
- travaille en synergie avec la Banque Interaméricaine de Développement.

## Annexe 3 : Fiche technique

### INSTITUT DE RECHERCHE ÉCONOMIQUE POUR L'ASEAN ET L'ASIE ORIENTALE – ERIA

#### Origine

L'institut de recherche économique pour l'Asean et l'Asie orientale est une organisation internationale inaugurée en mai 2008 – après une proposition faite par le Japon lors du sommet de l'Asean à Cebu (décembre 2006-janvier 2007) et une ratification lors du sommet de Singapour en novembre 2007 par 16 états. Le Japon par l'intermédiaire de son Ministre de l'Economie Toshihiro Nikai formule l'idée de créer un think-tank qui permettrait de construire l'équivalent asiatique de l'OCDE.

Les Etats-Unis se sont d'abord fortement opposés à un projet de partenariat économique couvrant toute la région et dont ils seraient exclus, apportant de fait leur soutien à l'APEC.

Installé au sein du Secrétariat de l'Asean à Jakarta, la tâche de l'ERIA est d'examiner le projet japonais de partenariat économique étendu en Asie orientale<sup>12</sup>.

#### Organisation

A part son instance principale de gouvernance, pôle principal de décision, ERIA est porté par des experts internationaux, plutôt économistes.

On recense parmi ses instances de gouvernance :

- Le Conseil consultatif académique (AAC) composé d'experts issus de toute la région et d'universitaires, de représentants d'institutions de recherche, du secteur privé, des organisations internationales et non gouvernementales. Ils fournissent un rôle de conseil et de support à l'exécutif à propos du programme de travail annuel, de l'évaluation des travaux de recherche et de la performance des chercheurs. Leur première réunion a eu lieu en 2009.

#### Idées novatrices

L'un des objectifs principaux de l'ERIA est de construire et de renforcer les politiques liées à la recherche et au développement dans les pays les moins développés de la région asiatique.

Les recherches de l'ERIA couvrent de nombreux domaines tels que le commerce et les investissements, la mondialisation, le développement durable, le développement social et humain, le développement d'infrastructures et les questions liées à l'énergie.

#### Le creuset intellectuel et politique

Pour permettre la diffusion de ses idées et de ses travaux, ainsi que pour trouver des financements, ERIA organise des séminaires dans la grande région asiatique. Cela permet également de nourrir le sens d'appartenance à une même communauté régionale.

Eria publie des rapports, des comptes rendus de débats et des policy briefs qui présentent les recommandations principales et ses idées. La Newsletter ERIA, bimensuelle, permet de suivre l'évolution des thèmes de recherche et autres activités.

ERIA est au centre d'un réseau d'Instituts de Recherche (RIN) qui, depuis 2009, réunit les centres de recherche dans toute l'Asie de l'Est. Ce maillage est reconnu comme étant la clé de la réussite des travaux de recherche couvrant toute la région, permettant de récolter des informations sur les pays concernés, de mutualiser les informations stratégiques à destination des élites et décideurs de la région.

<sup>12</sup> Comprehensive Economic Partnership in East-Asia (CEPEA) dont le projet est d'associer 16 pays de la communauté d'Asie orientale (Asean 10 + Australie, Chine, Corée du Sud, Inde, Japon et Nouvelle Zélande).

Les principaux bureaux associés à l'ERIA sont situés<sup>13</sup> à :

<i>Brunei Darussalam Brunei</i>	<i>Darussalam Institute of Policy &amp; Strategic Studies (BDIPSS)</i>
<i>Cambodia</i>	<i>Cambodian Institute for Cooperation and Peace (CICP)</i>
<i>Indonesia</i>	<i>Centre for Strategic and International Studies (CSIS)</i>
<i>Lao PDR</i>	<i>National Economic Research Institute (NERI)</i>
<i>Malaysia</i>	<i>Malaysian Institute of Economic Research (MIER)</i>
<i>Myanmar</i>	<i>Yangon Institute of Economics (YIE)</i>
<i>Philippines</i>	<i>Philippine Institute for Development Studies (PIDS)</i>
<i>Singapore</i>	<i>Singapore Institute of International Affairs (SIIA)</i>
<i>Thailand</i>	<i>Thailand Development Research Institute (TDRI)</i>
<i>Viet Nam</i>	<i>Central Institute for Economic Management (CIEM)</i>
<i>Australia</i>	<i>Australian National University (ANU)</i>
<i>China</i>	<i>Chinese Academy of Social Sciences (CASS)</i>
<i>India</i>	<i>Research and Information System for Developing Countries (RIS)</i>
<i>Japan</i>	<i>Institute of Developing Economies (IDE/JETRO)</i>
<i>Rep. of Korea</i>	<i>Korea Institute for International Economic Policy (KIEP)</i>
<i>New Zealand</i>	<i>New Zealand Institute of Economic Research (NZIER)</i>

### Les missions

Le programme est piloté par les Japonais mais il fédère désormais les recherches de la plupart des instituts asiatiques sur cette question. C'est par exemple eux qui ont défini les grandes lignes du plan connectivité de l'ASEAN.

Le mandat confié à l'ERIA par le sommet de l'ASEAN prévoit de faire des recommandations aux décideurs et Ministres de la région sur les questions de développement économique, de l'intégration régionale et du renforcement des partenariats dans les pays de l'ASEAN et de l'Est asiatique.

L'ERIA a conduit une série de projets dans le cadre du Plan de Développement Asiatique (CADP), un plan cohérent qui devrait contribuer à coordonner l'expansion et le développement des initiatives et partenariats dans la région et encourager la participation du secteur privé dans ce domaine (dans le cadre de partenariats publics/privés).

On dénombre quatre missions :

- Renforcer l'intégration régionale (en support à l'ASEAN) ;
- Réduire les écarts de développement ;
- S'orienter vers le développement durable de la grande région ;
- Accroître le sentiment d'appartenance à une même communauté est asiatique.

<sup>13</sup> Source : <http://www.eria.org/>

## Annexe 4 : Fiche technique

### « LA VERTICALE AFRIQUE – MÉDITERRANÉE – EUROPE »

#### Origine

Cette idée de Verticale est apparue dans un article du Monde de Jean-Louis Guigou en 2007 intitulé « Les quartiers d'orange » (cf. Annexe 1). Le concept d'intégration Nord-Sud et Sud-Nord a toujours été à la base des travaux d'IPEMED. Le concept a été accepté par le Conseil d'Administration du 6 mai 2015. Ce projet a reçu dès le début de l'année 2015 le soutien du Président de l'Union Africaine, du Président de la Ligue Arabe et du Secrétaire général du Service d'Action Extérieure de l'Union Européenne (SEAE).

#### Organisation

Dans l'immédiat, l'équipe d'IPEMED assure la promotion et porte ce projet. A l'équilibre, dans quelques années, il y aura quatre antennes :

- le siège initial à Paris
- une antenne en Afrique du Nord
- une antenne au Moyen-Orient
- une antenne en Afrique subsaharienne.

Dans la mesure où ce projet doit avoir le soutien de la Commission Européenne, il faudra nécessairement envisager un bureau de liaison à Bruxelles.

La Verticale doit avoir le soutien (politique et financier) des institutions mais aussi des acteurs privés, et notamment des entreprises.

Le siège social avec ses multiples fonctions aura un budget de 10 millions par an ; il faudra imaginer un budget de 10 millions supplémentaires pour assurer le fonctionnement des 3 antennes. A l'équilibre (en 2020), La Verticale devrait avoir un budget de 20 millions, ce qui est très en deçà des autres think tanks intercontinentaux (CEPAL et ERIA).

#### Les idées novatrices

La démarche scientifique de la Fondation s'appuiera sur la prospective. Les problèmes économiques seront abordés d'une façon thématique (énergie, eau, sécurité alimentaire, etc.).

Parmi les idées novatrices de la Fondation : la coproduction et le développement industriel ; le développement endogène et inclusif, l'aménagement du territoire et le développement local, la promotion de l'économie sociale et solidaire.

#### Les missions de La Verticale

La Fondation La Verticale doit devenir le Creuset intellectuel et politique de la grande région Afrique – Méditerranée – Europe. Pour assumer ce rôle, elle remplira cinq fonctions :

- une fonction de *think tank* pour combler le déficit de connaissances sur cette région et produire des idées nouvelles tournées vers l'avenir ;
- une fonction d'animation d'un *mouvement de chefs d'entreprise* afin de centrer cette intégration régionale sur les projets de développement ;
- une fonction de *médiation et d'influence* auprès des institutions internationales et des Gouvernements ;
- une fonction de *brassage des décideurs* du Nord et du Sud, des secteurs public, privé et associatif, à travers des séminaires de haut niveau ;
- une fonction d'intégration et de mutualisation des *informations stratégiques*.







# La Verticale

POUR UNE GRANDE RÉGION AFRIQUE-MÉDITERRANÉE-EUROPE